

صكنا من الاجل

Le Monde



QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13347 - 6 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine DIMANCHE 27-LUNDI 28 DÉCEMBRE 1987

Le huitième anniversaire de l'intervention soviétique

Moscou poursuit une offensive en Afghanistan tout en discutant les conditions de son retrait

La défaite à quel prix ?

Comment éviter de payer le prix de la défaite ? C'est la question que se pose sans doute M. Gorbatchev, qui n'a jamais manifesté un très grand enthousiasme pour l'invasion de l'Afghanistan décidée voilà huit ans par Leonid Brejnev. L'aventure, il est vrai, a tourné depuis à la tragédie, nonobstant la vaillance des dirigeants afghans à laquelle Moscou a procédé en recourant parfois à l'élimination physique : le dernier dirigeant de l'Etat en date, M. Najibullah, n'a guère mieux réussi que ses prédécesseurs Mohamed Taraki, Hafizullah Amin ou Babrak Karmal.

« La décision politique de nous retirer d'Afghanistan a été prise », a déclaré le numéro un soviétique au début du mois à Washington, lors de sa rencontre avec M. Reagan. Reste à savoir comment et quand cette décision, qui consacre l'échec de l'intervention de l'armée rouge, va être appliquée. C'est ici que le bât blesse.

Pas question encore, pour l'Union soviétique, de fixer la date du début du retrait qui se fera, a précisé M. Gorbatchev, « en douze mois ou moins ». Moscou veut auparavant obtenir la promesse des Etats-Unis de cesser toute aide à la guérilla. Méfiance, les Américains ne veulent pas s'engager avant que des unités soviétiques aient commencé à quitter le pays. Mais pendant ce temps la résistance afghane, qui ne veut pas entendre parler d'un gouvernement de réconciliation nationale à Kaboul, stocke les armes - dont les fameux missiles sol-air Stinger - avec la volonté bien établie de poursuivre le combat quoi qu'il advienne.

Le bain de sang est-il, dans ces conditions, évitable ? C'est ce qu'on espère encore à Moscou. Certes, on s'est fait à l'idée que le départ des troupes soviétiques marquera le début de règlements de comptes farouches, dont les collaborateurs de l'URSS feront, en grande majorité, les frais. C'est bien pourquoi M. Gorbatchev reconnaissait récemment qu'il serait tout à fait satisfait de la mise en place d'un gouvernement neutre à Kaboul, « ni prosoviétique ni proaméricain », n'est-il exclu. Mais y croit-il lui-même ?

Une « libération » de l'Afghanistan est une perspective que bon nombre de dirigeants soviétiques envisagent non sans quelque cynisme. M. Gorbatchev ne peut pas cependant accepter que ses troupes en fassent les frais. D'où son insistance pour obtenir des « garanties » de Washington quant à une évacuation en bon ordre du corps expéditionnaire de l'armée rouge, évalué actuellement à cent vingt mille hommes.

Les Américains, qui connaissent par ailleurs, les limites de leur influence sur certains mouvements de la résistance, font pour l'instant la sourde oreille. Et ce n'est pas l'offensive actuelle lancée pour briser le siège de Khost qui risque de les faire changer d'avis.

Le huitième anniversaire de l'intervention soviétique en Afghanistan est marqué par la poursuite de l'offensive lancée par les troupes soviéto-afghanes pour tenter de briser le siège de la garnison de Khost, non loin de la frontière avec le Pakistan. Ces violents combats interviennent alors que M. Gorbatchev tente toujours d'obtenir des « garanties » américaines pour procéder au retrait du corps expéditionnaire de l'armée rouge.

La « sanctuarisation »

Olivier Roy, qui vient de passer plusieurs semaines avec des résistants en Afghanistan, fait le point de la situation militaire et politique. Les Soviétiques ont toujours dit : l'Afghanistan ne sera pas notre Vietnam. Jusqu'ici cette affirmation semblait traduire la volonté de maintenir le conflit afghan dans des limites : corps expéditionnaire d'importance moyenne, refus du syndrome du dernier quart d'heure, prudence relative en ce qui concerne les pressions sur le Pakistan voisin. Or, en 1987, l'affirmation prend peut-être un autre sens : les Soviétiques voudraient se retirer autrement que les Américains se

sont retirés du Vietnam. De l'avenue sinoère (« nous sommes dans une mauvaise passe en Afghanistan ») à la décision effective de se retirer, il y a certes un pas très difficile à franchir. Les Soviétiques aimeraient s'en aller à leurs conditions.

Si le ton est plus conciliant, les propositions qu'ils font n'ont pas changé : le Parti communiste afghan doit rester la force dominante. La politique de « réconciliation nationale » vise à obtenir un ralliement honorable de la résistance et non à partager vraiment le pouvoir.

OLIVIER ROY.
(Lire la suite page 2.)

Craignant une extension du conflit Iran-Irak

Les pays du Golfe cherchent à renforcer leur solidarité

Les chefs d'Etat des six pays arabes membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), réunis à Ryad, en Arabie saoudite, jusqu'au mardi 29 décembre, cherchent à renforcer leur solidarité face au risque d'extension du conflit entre l'Irak et l'Iran. Cependant, la « guerre des pétroliers » se poursuit : deux navires de commerce, un sud-coréen et un saoudien, ont subi, le vendredi 25 décembre, les attaques de vedettes iraniennes.

RYAD
de notre envoyé spécial

C'est dans une atmosphère de tension extrême, et alors que la guerre des pétroliers dans le Golfe fait rage, que devait s'ouvrir, le samedi 26 décembre en fin d'après-midi, à Ryad, le huitième sommet des pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) (Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Emirats arabes unis et Oman). La guerre Iran-Irak et ses repercussions régionales constitueront évidemment l'essentiel des entretiens que vont avoir pendant trois jours les six chefs d'Etat de la Péninsule. Le CCG n'a-t-il pas, d'ailleurs, été créé en 1981 pour répondre au défi et aux menaces de cette

guerre qui pèse de plus en plus et maintenant directement au moins sur deux Etats les plus importants du CCG : le Koweït et l'Arabie saoudite ?

Depuis le septième sommet, qui s'est tenu l'année dernière à Abou-Dhabi, les événements se sont précipités. Cette rencontre est la première depuis l'intervention massive des flottes étrangères, notamment l'américaine, dans les eaux du Golfe, depuis les attaques iraniennes contre le Koweït, victime d'une dizaine de missiles, et les sanglants événements de La Mecque, le 31 juillet, qui ont fait, selon Ryad, quatre cent deux morts, dont deux cent soixante-quinze pèlerins iraniens.

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire la suite page 3.)

La répression dans les territoires occupés

Un millier de Palestiniens auraient été arrêtés. PAGE 3

La crise économique au Bangladesh

Surpopulation, endettement, appauvrissement des campagnes. PAGE 13

Maisons de la culture

Crises et conflits sur les statuts. PAGE 7

Le Monde

RÉGIONS

Tour de France avec nos correspondants. PAGE 12

Le sommaire complet se trouve page 16

« Jet-set », émirs et truands sur la Costa del Sol

Milliardaires en tout genre à Marbella

Entre Malaga et Gibraltar, la Costa del Sol est devenue ces vingt dernières années un haut lieu de luxe et de l'argent, qui attire l'aristocratie pétrolière du Proche-Orient, les vedettes du spectacle, mais aussi certains milieux moins recommandables.

Après le récent enlèvement de la petite Mafalda, la fille du milliardaire libanais M. Nakhabian, les autorités espagnoles ont décidé de mettre en œuvre un vaste plan de lutte contre la délinquance organisée dans cette région.

MARBELLA
de notre envoyé spécial

Marbella s'apparente à la Samaritaine. On trouve tout dans cette station balnéaire huppée de la Costa del Sol, au micro-climat paradisiaque : un cheikh arabe richissime ou un grand délinquant à la retraite, un aristocrate désargenté ou un pilier de la « jet-set » européenne. Caravaneraï unique en son genre qui voit cohabiter tant bien que mal les représentants de la haute finance internationale et du crime organisé.

Les Arabes y sont venus les premiers, à la fin des années 70. Marbella n'était alors qu'une station parmi d'autres. « La crise économique avait durement touché notre ville, qui ne vivait que du tourisme, rappelle le maire socialiste, M. Alfonso Casas. Nous étions à la recherche d'un flux d'investissements nouveaux. Le prince Fadh, venu ici faire une cure d'amaigrissement, a acheté un terrain en 1979 pour y construire un palais. Deux ans plus tard, les investissements arabes à Marbella représentaient déjà 25 % du total. »

L'arrivée de Fadh, alors prince héritier, qui continue de fréquenter tous les ans Marbella, donne en effet l'exemple. « Après lui, est venue la cour : les hauts fonctionnaires, les grands investisseurs, les médecins », explique un

journaliste local. Et avec les Saoudiens sont arrivés les Koweïtiens, les Qataris, les Libanais et tous les grands hommes d'affaires du Proche-Orient.

Considéré comme l'un des dix hommes les plus riches du monde, le cheikh saoudien Mohamed Ishmawi symbolise bien l'engouement des grands magnats arabes pour la Costa del Sol. Du pétrole à l'immobilier en passant par

l'aviation et l'automobile, aucun secteur ne lui est étranger, et ses résidences sont réparties aux quatre coins du monde. Mais c'est à Marbella, où il passe au moins six mois par an, qu'il a choisi de se fixer... pour des raisons qui semblent devoir davantage à Epicure qu'à Mercure.

THIERRY MALINIAK.
(Lire la suite page 4.)

UN HOMME POUR L'ÉTERNITÉ

THOMAS MORE, SON SECRET :

L'UTOPIE

ORIGINAL INTÉGRAL érudite et traduit par André Prévost, docteur en lettres, lauréat de l'Académie française. Biographie. Tables. Index. Questions actuelles. 780 p.

LE MONDE. « L'UTOPIE DE MORE toujours citée et jamais éclaircie, reçoit aujourd'hui des soins excellents. Armé d'une érudition indépassable, André Prévost travaille le texte au plus près, le démonte et le recompose. Il parvient ainsi à en saisir tous les secrets. » Gilles LAPOUGE.

LE FIGARO. « L'UTOPIE DE THOMAS MORE, ouvrage-clé de l'humanisme triomphant, retentit dans notre monde moderne : c'est un livre écrit avec du sang, un sang qui n'a pas encore séché. » André BRINCOURT.

LA CROIX. « L'UTOPIE DE MORE remet en cause la pensée politique, l'analyse sociologique, l'histoire de l'humanisme. Cette édition fera date. Le travail d'André Prévost fait honneur à la culture française et à la culture européenne. » Lucien GUISSARD.

OSSEVATORE ROMANO. « L'UTOPIE DE MORE, est un grand livre pour tous les temps, parce qu'elle atteint cette dimension de l'éternel qui est la véritable stature de l'homme. L'UTOPIE est là, au-dessus de nous, point de convergence de toutes nos aspirations, étoile qui guide notre marche vers l'Ailleurs. » P. MOREAU.

UNE ÉDITION D'ART : papier à l'antique, reliure de luxe. Tirés-or. Toile de lin chiffrée. Signets, sous écrit. Portrait de More en couleurs par Holbein. 18x24.

LE LIVRE A OFFRIR : L'Utopie de Thomas More. Mame éd. En librairie. S.O.S., 106, rue du Bac, Paris 7^e.

PAR POSTE : COMMANDE à A. Prévost : 210 F franco : C.C.P. 1462-61 Z Lille ou chèques bancaires ou Eurochèques en francs français, 16, avenue des Fleurs, 59110 La Madeleine. Livré par retour. Emballage à toute épreuve. Pour envoi en recommandé ajouter 20 F.

Délicates sur demande. Tél. : 20-65-29-16

La baisse du dollar stimule la croissance japonaise

La baisse du dollar stimule la croissance japonaise

Le dollar a poursuivi sa baisse au Japon, où, en fin de semaine, il a battu tous les records, à 125 yens, en dépit de la déclaration du groupe des Sept sur la stabilisation des parités monétaires. Cette baisse a entraîné d'importantes variations de la Bourse de Tokyo, où les cours sont revenus à un niveau inférieur à celui du lendemain du « lundi noir » 19 octobre. Mais les milieux officiels reconnaissent que cette baisse favorise la croissance interne et contribue notamment à développer la consommation domestique japonaise, dont la progression, très rapide, fait plus que compenser la diminution des exportations, imputable à une telle baisse. Conséquences logiques, les importations augmentant au Japon, et l'excédent commercial se contracte assez sensiblement.

(Lire page 13 l'article de FRANÇOIS RENARD.)

Fromages interdits

L'Europe des pâtes molles

La listériose aurait-elle bon dos ? L'interdiction, le 20 novembre dernier, par les autorités helvétiques, de la commercialisation du vacherin Mont d'Or, soupçonné d'être à l'origine d'une épidémie de listériose, aura eu des conséquences médico-commerciales imprévisibles. C'est toute l'Europe des pâtes molles qui apparaît aujourd'hui touchée. La Suisse n'a pas fait dans le détail en interdisant à la vente vingt-quatre fromages (un d'origine italienne, neuf d'origine suisse et quinze d'origine française), tous suspects d'hriter en leur sein la terrible bactérie.

Les autorités sanitaires suédoises y sont allées, elles aussi, de leur liste noire : après le vacherin Mont d'Or (Suisse), la forme de Bresse, la tourrée de l'Aubier et le bleu de Bresse, c'est au tour du pont-l'évêque d'être interdit à la vente.

Le Danemark, autre grand producteur de pâtes molles, est également visé. Notre correspondante à Copenhague, Camille Olsen, nous rapporte que les autorités finlandaises viennent de découvrir la présence de Listeria dans un chargement de 125 kilos de la pâte crémeuse blanche et bleue. Les laiteries danoises, craignant de voir se fermer une à une les frontières, ont décidé d'intensifier

la surveillance sanitaire de leurs produits. Sans nier le moins du monde la réalité de l'épidémie de listériose, qui, en Suisse, a été la cause de trente et un décès, on peut néanmoins s'interroger sur cette soudaine flambée de mesures. Les bonnes pâtes artisanales sont-elles promises à une prochaine disparition ? Ne trouvera-t-on bientôt plus aux étals des crémeries que des fromages pasteurisés, issus de fabrications industrielles durement contrôlées et au goût invariable ? Ce serait affligeant pour les gourmets.

Mais il y a pis : à trop vouloir ne mettre sur le marché que des produits aseptisés, ne risque-t-on pas de réduire les défenses des individus face à des agressions bactériennes ? On raconte que des producteurs de camembert, soucieux de prouver l'innocuité de leur produit interdit à la vente aux Etats-Unis, ont obtenu l'autorisation de le présenter à la table de médecins de tous pays, réunis en congrès outre-Atlantique. Le repas achevé, la plupart des convives sont repartis l'estomac vaillant, à l'exception de plusieurs médecins américains, qui, eux, ont mal supporté la pâte molle, que leur organisme n'acceptait plus. Une anecdote en forme d'avertissement.

E.G. et F.N.

M 0146 - 1228 0 - 6 00 F
3790146006000 12280

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 175 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 190 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 235 F CFA ; Suède, 14 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$

سكنا من الاجل

Etranger

Le huitième anniversaire de l'intervention soviétique en Afghanistan

Les troupes pro-gouvernementales progressent vers la ville de Khost, assiégée par les résistants

Alors que la guerre d'Afghanistan entre dans sa neuvième année, les troupes soviéto-afghanes ont progressé le jeudi 24 et le vendredi 25 décembre de quelques kilomètres en direction de Khost, la ville assiégée par les rebelles afghans à proximité de la frontière pakistanaise, a-t-on appris de sources concordantes à Islamabad. Sur la route montagneuse qui va de Gardes (à une centaine de kilomètres au sud de Kaboul) à Khost, elles ont franchi le col de Satu Kandu (3 500 mètres), une position importante pour la guérilla.

Toutefois, après le passage de ce col, les forces pro-gouvernementales se trouvent en ce début d'hiver sur une route minée, vulnérable aux attaques des rebelles. Selon le président de l'alliance des sept partis de la résistance, M. Yunus Khalis, chef du Hezb-islami (modéré islamique), principal groupe de moudjahidines

actif dans la province du Paktia, les Soviétiques disposeraient de 18 000 hommes pour cette opération d'envergure.

Des combats se déroulent depuis début décembre pour le contrôle de cette route « stratégique » qui culmine à 3 500 mètres d'altitude et redescend vers la cuvette où se trouve Khost, une ville de 40 000 habitants ravitaillée uniquement par air et assiégée par les moudjahidines depuis 1979. La garnison de la ville a été renforcée récemment par des centaines de parachutistes soviétiques ainsi que par des commandos aéroportés qui effectuent des sorties contre les bunkers enterrés des moudjahidines. Plus de 10 000 moudjahidines dispersés dans les montagnes combattent les troupes soviéto-afghanes.

La bataille de Khost, qui se déroule au huitième anniversaire de l'entrée des Soviétiques en

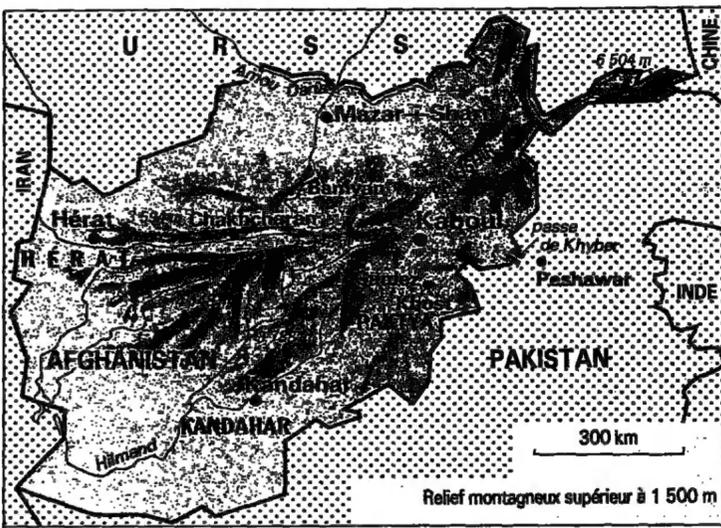
Afghanistan, devient « une question de prestige pour les deux camps », a confié récemment à l'AFP le général Rahim Wardak, l'un des membres du conseil militaire de l'Alliance des moudjahidines. « Or, nous ne sommes pas préparés à ce genre d'affrontements directs, nous manquons d'armes lourdes, notre guerre, c'est la guérilla », a-t-il reconnu.

A Moscou, cependant, la Pravda a exclu vendredi que les troupes gouvernementales soient en mesure de briser rapidement le siège de la ville. « L'opération de déblocage de la route menant à Khost se poursuit. Il est peu probable qu'elle puisse aboutir rapidement, compte tenu des conditions très dures dans les montagnes », écrit l'organe du Parti communiste soviétique dans une correspondance de Kaboul. Le journal affirme cependant que « les troupes afghanes, après des

bombardements d'artillerie et de l'aviation, ont chassé l'adversaire des hauteurs dans la chaîne de montagnes de Dzardran ».

Le quotidien évoque à aucun moment la présence de troupes soviétiques dans la région de Khost. Il dénonce en revanche la présence de « conseillers » étrangers dans cette région, laissant entendre que trente-six d'entre eux, dont cinq Américains et quatre Français, « les autres venant de plusieurs pays arabes », s'y trouvent actuellement. La veille, l'agence TASS avait affirmé que des conseillers militaires, notamment des Etats-Unis et du Pakistan, avaient affilé « ces derniers jours » dans cette zone et que « près de deux cents garde-frontières pakistanaïses » participaient aux combats.

La « sanctuarisation »



ment, la résistance peut déborder et submerger une ville moyenne ou un bataillon soviétique. L'impact politique d'une telle affaire serait désastreux, même si le terrain perdu peut être repris aussitôt. L'URSS renforce politiquement ces troupes en faisant un geste politi-

que : treize des vingt-huit provinces auraient été évacuées, selon les dernières déclarations de M. Najibullah à Moscou en octobre ; mais, en fait, il n'y a que deux ou trois provinces sans aucun Soviétique, et cinq autres où l'on ne trouverait que des conseillers ; toutes les autres comptent au minimum un bataillon de troupes d'occupation. La résistance a cependant beaucoup de mal à attaquer les sanctuaires soviétiques, protégés par l'artillerie après l'avoir été par l'aviation. Ainsi se confirme un développement étrange de cette guerre quand on la compare aux autres guerres de libération nationale. La résistance afghane reste étonnamment statique et ignore le vrai genre de guérilla, fondée sur la mobilité.

Les raisons en sont multiples mais d'abord culturelles. Un front de la résistance, c'est un groupe humain : clan, tribu, vallée, ethnies, peu importe. Ce sont des hommes qui partagent entre eux une identité et un territoire. L'affiliation politique ne vient qu'ensuite. Une fois ce territoire libéré, on le fortifie, on l'administre ou on s'y bat entre soi, mais il n'est pas question d'aller chercher l'ennemi dans ses retranchements s'ils sont sur les terres d'un autre groupe. Qu'il s'agisse de harceler un petit poste gouvernemental au bord d'une route ou bien de frapper au cœur des grandes bases soviétiques, c'est toujours le groupe local de la résistance qui est chargé de l'opération. Or seul un embryon d'armée de libération nationale pourrait effectuer ce genre d'opération avec quelque chance de succès. Ce sont les conditions politiques qui font défaut.

Certes, là où le terrain et l'accumulation d'armement s'y prêtent, comme dans le Paktia, la frontière pakistanaise, les Afghans mènent une meurtrière guerre de positions. Mais le siège de Khost, capitale de la province, dure depuis des années, et l'assaut final se fait toujours attendre : ici, c'est le sens tactique qui fait défaut. On ne fait pas si facilement un guérillero d'un guerrier.

Le paradoxe est donc que, le repli soviétique sur un périmètre plus défendable n'a pas entraîné un esprit offensif plus grand chez les Afghans, sauf dans trois zones : le Nord-Est, Kandahar et Herat. Or ce sont les trois zones où des structures de coordination ont été mises en place, permettant de dépasser la segmentation traditionnelle de la société.

Le système le plus efficace, et qui suscite bien des jalousies, est celui du commandant Massoud, dans le Nord-Est. Celui-ci, qui a quitté depuis deux ans son bastion dévasté du Panjshir, est le seul à intégrer la mobilité. Il n'a pas de bases fixes, et sa puissance militaire repose sur une centaine de groupes mobiles, encadrés par des

unités centrales qui, pour la première fois en Afghanistan, regroupent des gens de régions, voire d'ethnies différentes. Depuis 1985, les bases gouvernementales du Nord-Est tombent une à une (cette année, Kalafgan en juillet, Koran en octobre). En tout, une dizaine de bases gouvernementales ont été prises d'assaut ou évacuées sans que les Soviétiques puissent à aucun moment reprendre l'offensive. Leur dernière tentative contre Massoud remonte à juillet 1985 et s'est soldée négativement.

L'échec de la politique de réconciliation

Si les Soviétiques peuvent encore tenir à peu de frais leurs bastions, la situation militaire se dégrade pour eux. D'ici un an ou deux, la résistance pourra s'attaquer à des objectifs plus importants. Or, dans ce laps de temps, les Soviétiques n'ont aucun espoir d'« afghaniser » la guerre. La politique de « réconciliation nationale » est un échec. Les ralliements au régime n'ont pas sensiblement augmenté : ils sont toujours précaires et locaux. L'armée n'est qu'une partie de conscrits tenus par la désertion. Le fonctionnalisme dans le parti s'est plutôt accentué depuis l'éviction de Babrak Karmal : la lutte traditionnelle entre factions *khalq* et *partcham* se double d'un conflit entre partisans de Najibullah et de Babrak, tous deux *partchamis*.

Le régime commence à prendre peur, car il sait qu'il ne résistera pas à un retrait soviétique ; or ce retrait n'est plus une question taboue. Dans un discours radiodiffusé le 19 octobre 1987, M. Ziry, numéro trois du régime, déclarait : « Si nous ne réalisons pas l'unité [du parti] maintenant, ce sera bientôt trop tard... Nous espérons tous les gains de la révolution ; c'est une mort politique et peut-être physique qui nous attend... » Les Soviétiques n'ont pourtant pas encore pris la décision de négocier véritablement. Le cadre politique qu'ils présentent pour leur retrait reste celui de la « réconciliation nationale », donc du maintien de l'hégémonie du Parti communiste afghan, quels que soient les aménagements de détail. C'est inacceptable pour la résistance afghane. Les replis récents opérés par les Soviétiques leur permettent aussi bien de conserver un atout en cas de négociations que de garder des bases d'appui au cas où l'option militaire serait de nouveau d'actualité. Rien n'est donc encore joué sur le terrain en Afghanistan. Mais la guerre est de plus en plus difficile pour un corps expéditionnaire soviétique arrivé au bout de ses capacités. Le temps ne joue plus pour l'URSS.

OLIVIER ROY.

(Suite de la première page.)
Pourtant, la situation sur le terrain se dégrade pour les Soviétiques, et il faudra bien faire des choix.

Il y a d'abord l'effet Stinger — les missiles sol-air fournis par les Etats-Unis à la guérilla — évident pour tous les habitués des voyages avec la résistance afghane. Désormais, le ciel reste vide sur la plus grande partie du territoire afghan. Ailleurs, les avions bombardent de haut et à la sauvette, ou bien les hélicoptères patrouillent en rase-mottes, presque furtivement. Du coup, les convois de la résistance passent en masse, même si, lors d'embuscades de nuit, des commandos d'élite préviennent leur tribut sur ces armadas de camions, de chevaux ou de chameaux bigarrés. La résistance afghane a réussi sa « sanctuarisation ».

Mais il n'y a pas que les Stinger en jeu. L'armement classique de la résistance s'est considérablement amélioré. Beaucoup de commandants, surtout dans l'est du pays, sont assis sur des arsenaux qui leur permettraient de tenir au-delà du délai de douze mois dont on parle de plus en plus pour un éventuel retrait soviétique. La résistance multiplie la construction des *markaz*, ces bases fortifiées, accrochées, creusées, perchées, dans des lieux impossibles, et protégées par des champs de mines et des nids de mitrailleuses. Aucune n'est impenable, mais il faut en payer le prix.

L'armée gouvernementale est inefficace, les milices locales trop statiques, les troupes ordinaires soviétiques trop lourdes. Seuls les parachutistes de Moscou peuvent tenter l'assaut de ces centaines de forteresses. Quelques dizaines, voire quelques centaines de morts, c'est trop coûteux pour conquérir une vallée qu'on reprendra dans un mois, parce qu'aucune troupe gouvernementale ne peut tenir sans appui direct des Russes.

Les sanctuaires soviétiques

La sanctuarisation réussie de la résistance afghane tient aussi à un élément plus conjoncturel : les récoltes ont été correctes en 1987. Il est tombé plus de pluie et moins de bombes. Il est difficile aux Soviétiques de continuer la politique de la terre brûlée au moment où la « réconciliation nationale » vise à rallier les fractions les plus molles de la résistance. Mais à la sanctuarisation de la résistance correspond une sanctuarisation de l'armée soviétique, qui s'est repliée sur l'Afghanistan utile. Des bases isolées, y compris des chefs-lieux de province comme Bamyan et Chakcharan, ont été abandonnées par les Soviétiques (mais pas encore par les gouvernementaux).

Ce retrait a été imposé pour des raisons de logistique (ces bases, ravitaillées uniquement par avion, devenaient de plus en plus isolées) et de sécurité : technique-

Une étude sur les victimes de la guerre

- Plus d'un million de morts
- Les raids aériens, principale cause des pertes humaines

Professeur à l'université de Genève, M. Marek Sliwinski a entrepris, depuis août 1987, un vaste sondage dans les camps de réfugiés afghans au Pakistan pour tenter d'évaluer « les conséquences humaines, sociales et écologiques » de la guerre. Dans un rapport préliminaire, diffusé récemment, il a présenté des analyses basées sur des entretiens de 1 342 familles comprenant au total 12 692 individus.

« Depuis l'insurrection du pouvoir communiste suivi par l'insurrection populaire et par l'invasion soviétique vingt mois plus tard, écrit-il, 9 % des habitants d'Afghanistan ont été tués dans la guerre. Ce taux est un des plus élevés de l'histoire contemporaine, dépassant même les pertes soviétiques durant la deuxième guerre mondiale, qui atteignaient 8,6 % de tués par rapport à la population globale. » Calculant par extrapolation, M. Sliwinski estime que le nombre de tués, en Afghanistan,

est d'environ 1,2 million de personnes, avec une marge d'erreur de 15 %.

Les pertes humaines augmentent avec l'intensification des combats, à compter de 1982, et demeurent à un niveau très élevé jusqu'en 1987, année marquée par « le renforcement qualitatif de la résistance ». Le rapport ajoute que « les raids aériens causent 46 % des pertes, suivis par les armes à feu de petit calibre (33 %), les tirs d'artillerie (12 %) et les mines (3 %) ». Il souligne que « les victimes des bombardements appartiennent surtout à des catégories non combattantes de la population, c'est-à-dire les femmes, les garçons au-dessous de quinze ans et les hommes au-dessus de cinquante-cinq ans, qui constituent 52 % des victimes ». « On peut donc constater, ajoute-t-il, que la population civile non combattante constitue au moins 80 % des victimes des bombardements. »

En revanche, estime M. Sliwinski, « l'efficacité de l'aviation contre les groupes armés semble plus limitée, car c'est justement dans la tranche d'âge des guerriers — les hommes de vingt à quarante ans — que l'on observe la plus faible incidence relative des tués par les bombes ». Il ajoute que « la proportion des blessures graves entraînant l'invalidité durable est de 3 % » et que « la proportion des personnes blessées sans suite très graves n'est que de 5 % ».

Les provinces les plus touchées sont celles du nord, limitrophes de l'Union soviétique. En tête vient la province de Kunduz (près de 15 % de tués). Dans la région de Kaboul, les pertes humaines sont supérieures à 10 %.

Cette étude indique également que, « depuis 1978, un tiers des Afghans ont trouvé refuge à l'étranger, 11 % se cachant à l'intérieur du pays et 9 % sont morts dans la guerre ». « La popula-

tion rurale a chuté de 85 % à 23 % tandis que la population urbaine est passée de 15 % à 24 %, triplant même dans la région de la capitale », poursuit le rapport. Ces changements affectent la composition ethnique du pays : « Les tribus pachounes constituaient, avant 1978, une forte majorité relative d'environ 39 % d'habitants. L'ethnie *tadjik* occupait le seconde place avec à peu près 26 % tandis que les ethnies *hazaras* et *ouzbeks* partageaient les trois autres places avec 10 % chacune. Or, nous observons que la population de près de 3,5 millions de réfugiés afghans au Pakistan est à 85 % d'origine pachoune. »

Cette étude a été financée par le secrétariat d'Etat français aux droits de l'homme, Médecins sans frontières, le Comité suédois d'Afghanistan, le Bureau suisse international catholique pour l'enfance et le Bureau international d'Afghanistan.

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 42-47-87-27
Télex MONDPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-31

Edité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Robert Benoit-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620.000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Benoit-Méry, fondateur
Administrateur général : Bernard Wourms
Rédacteur en chef : Daniel Varnet
Cordirecteur en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS
BP 507 09
75442 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 280 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F
ÉTRANGERS (par mandat)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 464 F 1 800 F
Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs en province : un échantillon doit être adressé au demandeur deux semaines avant leur départ. Joindre le dernier bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez adresser l'obligation d'ordre tous les sous-payements en espèces d'impression.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-16 - Tapez LEMONDE
Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montparnasse, 75007 Paris
Tél. : (1) 45-25-91-82 ou 45-25-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F
ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO
365 jours par an, 24 heures sur 24

Proche-Orient

Après l'arrestation d'un millier de Palestiniens des territoires occupés La grande majorité des Israéliens approuve le durcissement de la répression

L'agitation dans les territoires occupés par Israël et la répression qu'elle a provoquée de la part des autorités continuent de susciter des réactions dans le monde. Plusieurs millions de personnes ont manifesté, le vendredi 25 décembre, leur soutien à la cause palestinienne dans toutes les grandes villes d'Iran aux cris de « Mort à Israël ! ».

JÉRUSALEM de notre correspondant

Au cours des dernières quarante-huit heures, près d'un millier de Palestiniens des territoires occupés ont été appréhendés, ce qui constitue une des plus importantes vagues d'arrestations jamais survenues en Cisjordanie et à Gaza. Un porte-parole militaire a avancé le chiffre de six cent cinquante personnes arrêtées (quatre cents en Cisjordanie, deux cent cinquante à Gaza). Mais la plupart des sources citées vendredi 25 décembre par les Palestiniens, comme par la presse israélienne, faisaient état d'estimations supérieures, allant de huit cents à mille deux cents détenus.

Les autorités ont indiqué que les personnes appréhendées étaient soupçonnées soit d'être des militants, soit d'avoir joué le rôle de meneurs dans les manifestations de ces deux dernières semaines. Selon la plupart des témoignages, des groupes de militaires se sont présentés munis de listes dans les camps qui furent les plus militants pour embarquer les suspects à bord d'autobus, yeux bandés et menottes aux poignets.

Ils scandaient également des mots d'ordre hostiles à l'Irak et aux Etats-Unis. Ces défilés répondaient à un appel de Fayssal Montazeri, qui avait demandé « à tous les opprimés du monde » d'exprimer leur appui au « mouvement islamique » de Cisjordanie et de Gaza. Au Liban, où cet appel a été entendu, les intégristes pro-iraniens du Hezbollah ont orga-

nis quatre manifestations similaires. A Beyrouth, cinq mille personnes y ont pris part. A Alger, l'hebdomadaire *« Révolution africaine »* estime qu'« un changement fondamental » est en cours dans les territoires occupés. « La nouvelle génération de Palestiniens, ajoute l'hebdomadaire officiel du FLN, a compris qu'elle n'a pas grand-chose à attendre des régimes et des organisations d'étudiants des territoires ».

Cette estimation confirmerait une évolution déjà soulignée par nombre de spécialistes des territoires : les peines de prison, qui touchent les jeunes de Cisjordanie et de Gaza — ces « Sabra » palestiniens, qui n'ont connu que l'occupation — sont de moins en moins dissuasives. Réflexion souvent entendue chez les Palestiniens : « Les jeunes vont en prison pour avoir lancé des pierres. Ils en sortent parfois avec la volonté de lancer des grenades. »

A ces arrestations sont venues s'ajouter diverses mesures de sécurité dans les points qui furent les plus chauds, lors de la tournée. A l'entrée nord de Gaza, le camp de Jabalya (c'est de là que tout est parti le 9 décembre) est bloqué depuis trois jours par l'armée : ses habitants ne peuvent n'y en sortir ni y entrer. Une des portes du camp de réfugiés de Dehaishe, près de Bethlém, a été murée par l'armée, afin de mieux contrôler les mouvements de ses habitants. Un couvre-feu a été instauré au camp de Balata, à l'entrée de Naplouse. Enfin, les forces de sécurité étaient nombreuses, particulièrement à

Jerusalem et à Gaza, le gouvernement redoutant que la prière du vendredi ne soit l'occasion de nouveaux troubles. Il n'en a rien été et, pour la troisième journée consécutive, le calme a régné dans les territoires. Au dispositif de sécurité déjà mis en place, pourrait s'ajouter une politique d'expulsion des Palestiniens condamnés pour avoir été les principaux instigateurs des troubles. Les autorités reconnaissent publiquement que les manifestations ont, pour une large part, été spontanées. Dans un interview publiée vendredi par le *Jerusalem Post*, M. Rabin évoque en ces termes la possibilité d'expulsion : « C'est une des options légales que nous avons, et il ne fait pas de doute que nous pourrions l'utiliser. »

Cette éventualité a suscité une réaction immédiate de la Jordanie (destination habituelle des personnes expulsées). Un porte-parole jordanien a fait savoir que son gouvernement chercherait par tous les moyens à faire échouer les tentatives israéliennes d'expulsion de mineurs par-delà le pont Allenby.

Les autorités israéliennes sont conscientes de la dégradation de l'image de marque dont leur pays a souffert à la suite de cette « quinzième vague ». Mais, contrairement à ce qu'avaient pu laisser entendre certaines déclarations précédentes, M. Avri Pazner, le porte-parole du premier ministre a catégoriquement rejeté toute mesure destinée à restreindre la liberté de mouvement de la presse étrangère.

M. Rabin à l'avant-scène

De fait, celle-ci n'est soumise à aucune contrainte particulière, pas plus que la presse israélienne, omniprésente dans les territoires. « Nous sommes libres », a dit M. Pazner, à l'occasion d'une conférence de presse ouverte de tous les incidents (...) afin de montrer que sans fondements toutes les comparaisons établies entre Israël et l'Afrique du Sud, la Corée ou encore le Chili. »

L'opinion intérieure, elle, paraît approuver la politique de la « main lourde » menée par M. Rabin. Un sondage publié vendredi par le quotidien *« Yediot Aharonot »* indiquait que 80% des Israéliens soutenaient cette politique, 69% d'entre eux étant partisans des mesures d'expulsion. C'est un succès adressé au

ministre de la défense (travailliste), le seul homme politique du pays à occuper le devant de la scène, aux dépens du ministre des affaires étrangères et chef des travaillistes, M. Péris, mais, surtout, du premier ministre, M. Shamir, qui a traversé cette crise en la sous-estimant constamment et en étant l'objet des plus virulentes attaques d'une partie de la presse israélienne.

Pour le politologue Meron Benvenisti, « l'homme politique qui exprime vraiment aujourd'hui les consensus israéliens, c'est Rabin ». Que cela ait été le fait d'un assouplissement du mouvement ou de la décision de renforcer la présence militaire dans les territoires, toujours est-il que le retour au calme a coïncidé avec celui de M. Rabin en Israël. Personne ne se promène sur les caractères de cette acalmie : difficile, très provisoire, ou bien simple respiration entre les cycles de violence qui agitent régulièrement les territoires, comme semble le penser, sourire fataliste au coin des lèvres, ce commerçant de Bethlém : « Ça recommencera dans deux ou trois mois, quand il y aura moins de soldats, c'est la vie... »

ALAIN FRACHON.

La guerre entre l'Iran et l'Irak et ses répercussions dans la région

Deux navires de commerce attaqués par les Iraniens

Deux navires de commerce, un cargo sud-coréen et un pétrolier saoudien, ont été attaqués par des canots iraniens dans le Golfe, vendredi 25 décembre. Les vingt hommes d'équipage — dont quatre ont été blessés — du bâtiment sud-coréen, le *« Hyundai 7 »*, ont pu être évacués de leur navire en son par deux hélicoptères militaires, l'un britannique et l'autre américain, pour être transportés à bord de la frégate *« Seylla »* de la Royal Navy. A la suite de cette attaque, qui s'est produite au large de Dubai, Séoul a exprimé son intention de protester.

Le pétrolier saoudien *« Neimat el Petrol »*, lui aussi, a été attaqué au large des côtes des Emirats arabes Unis. Au total, l'Iran a attaqué treize navires marchands dans le Golfe ces deux dernières semaines. Au cours de la même période, l'aviation iranienne a lancé cinq raids contre des pétroliers affrétés par l'Iran.

L'Irak a repris, vendredi, ses bombardements aériens en territoire iranien et a visé, selon l'état-major irakien, des camps militaires, des concentrations de troupes et une batterie anti-aérienne de missiles Hawk dans les régions de Dezful et du Shushitar, dans le sud-ouest de l'Iran. Bagdad a affirmé que tous les avions ayant participé à ces attaques avaient regagné leur base. C'est la première fois depuis le 10 décembre que les Irakiens font état de bombardements aériens à l'intérieur du territoire iranien.

Téhéran a par ailleurs réagi à la « déclaration », jeudi, du Conseil de sécurité des Nations unies (le

Monde du 26 décembre) sur le conflit du Golfe en affirmant que ce n'était pas la meilleure façon de mettre un terme à la guerre. Cette déclaration rappelle l'attachement du Conseil à la résolution 598 exigeant un cessez-le-feu et laissant planer la menace de sanctions. « En nous soumettant à un blocus, nous montrons au blocus de tout le Golfe persique », a notamment déclaré le président du Parlement iranien, M. Hosseini Rafsanjani. Celui-ci a réitéré les conditions de son pays pour un cessez-le-feu, à savoir « l'identification de l'agresseur et son châtiement par un tribunal compétent ». « Sinon, a-t-il ajouté, il vous faudra passer sur le corps du peuple iranien. »

D'autre part, le gouvernement américain disposerait de « sérieux indices » sur la poursuite de la livraison par la Chine de missiles à l'Iran, selon le *Washington Post*. Le journal, qui cite des responsables américains, écrit que les armes livrées par Pékin à Téhéran seraient soit des *« Silkworm »*, soit des missiles plus perfectionnés pouvant être utilisés contre des navires, non seulement à partir de la terre, mais également à partir d'autres navires.

Ces nouveaux missiles ont été repérés dans des caisses à bord d'un cargo iranien qui a récemment quitté un port de Corée du Nord mais dont les services américains de renseignement ont depuis perdu la trace, précise le journal, citant un responsable « très bien informé ». — (AFP, Reuters).

Les pays du Golfe cherchent à renforcer leur solidarité

(Suite de la première page.)

Autre élément nouveau : le retour de l'Égypte sur la scène arabe voulu par les Etats du Golfe qui ont tous renoué leurs relations avec elle. L'éventuel rôle que pourrait jouer Le Caire dans la défense de la région sera sans doute aussi un sujet de débat.

Toutefois, après la résolution du sommet arabe d'Amman, qui a condamné l'Iran pour son occupation de territoires irakiens et exhorté la communauté internationale à faire appliquer la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU, exprimé sa solidarité au Koweït face à l'agression iranienne et dénoncé les actes criminels et sanglants perpétrés par les Iraniens à La Mecque, ce voit mal ce que pourrait faire de plus les chefs d'Etat du CCG. Au contraire, fait remarquer une source arabe, un sommet d'Amman les « amis » de l'Iran faisaient proportionnellement moins nombreux que ceux, qui l'aititude à adopter face à Téhéran ne fait pas l'unanimité.

Si aucun des Etats n'est favorable à la rupture — tous ont conservé leurs relations diplomatiques avec l'Iran, — il ne fait pas de doute que le Koweït et l'Arabie saoudite, laquelle a considérablement durci son attitude depuis les événements de La Mecque, se veulent beaucoup plus fermes que Oman ou les Emirats arabes unis, qui continuent d'entretenir des rapports suivis avec Téhéran. Cette différence d'approche s'est manifestée lors de la réunion préparatoire des ministres des affaires étrangères, en début de semaine, où la proposition consistait d'envoyer une nouvelle fois une délé-

gation à Téhéran pour tenter d'assouplir les positions iraniennes et s'être fermement repoussé par Ryad et Koweït. Saoudiens et Koweïtiens estiment, en effet, que toute médiation officielle issue du CCG apparaît vaine aujourd'hui comme un signe de faiblesse et que, en aucun cas, les Etats du Golfe ne peuvent prendre une résolution moins ferme que celle adoptée à Amman.

Contraire en coulisse avec Téhéran

En coulisse, cependant, Oman et les Emirats ont été encouragés à poursuivre leurs contacts avec Téhéran, certains ne perdant pas complètement l'espoir de pouvoir jouer sur les contradictions internes du pouvoir iranien pour l'amener à composer. Il est toutefois significatif que, pour la première fois, M. Tarek Aziz, ministre des affaires étrangères irakien, ait été reçu à Ryad, alors que tous les ministres des affaires étrangères du CCG étaient en session. Une première soulignée par le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud Al Fayçal, qui, en réponse à une question à ce propos, a déclaré : « Sa présence nous était nécessaire pour nous présenter le dernier état de la situation. Nous en avons beaucoup bénéficié. »

Quoi qu'il en soit, en attendant une hypothétique solution à cette guerre qui leur coûte cher — l'Irak a une dette de 31 milliards de dollars à l'égard des pays du Golfe, — et l'éventualité de la poursuite de la guerre, les Etats du Golfe semblent déterminés à mieux s'orga-

niser pour résister à ce conflit. C'est pourquoi, plus que des décisions spectaculaires à l'égard de l'Iran, il faut sans doute attendre de ce sommet l'annonce de mesures aptes à renforcer la solidarité entre les Etats du Golfe. La question d'une industrie commune d'armement qui pourrait d'ailleurs être liée aux efforts faits en ce sens en Egypte, pourrait être évoquée, comme celle d'une stratégie commune en matière de sécurité. La crainte de la subversion interne, notamment de la part des communautés chiïtes, plus ou moins nombreuses suivant les Etats, est prise dans la région très au sérieux.

De même, le secrétaire général adjoint du CCG a annoncé récemment que les Etats du Golfe ont convenus de l'importance de la coopération pétrolière qui permettrait à un Etat, privé momentanément de ses emplacements pétroliers,

de pouvoir puiser dans les réserves des autres. La présence des flottes étrangères dans le Golfe ne devrait pas faire l'objet de controverses, dans la mesure où l'on insiste particulièrement à Ryad, sur la responsabilité internationale dans les eaux extraterritoriales, les distinguant clairement des eaux territoriales, qui relèvent de la souveraineté de chaque Etat.

Ce distinguo subtil ne masque pas le fait que les pays du Golfe auront besoin encore longtemps d'un bouclier extérieur pour faire face à toute attaque d'envahisseur.

Mais l'on insiste, dans la capitale saoudienne, sur le fait que l'Iran, par sa volonté de poursuivre la guerre, est le responsable de cette présence étrangère, qu'il dénonce.

FRANÇOISE CHIPAUX.

A TRAVERS LE MONDE

Afrique du Sud

Noël calme saut dans le Natal

L'Afrique du Sud, qui vit depuis dix-huit mois sous l'état d'urgence, a célébré Noël dans un calme presque total contrastant singulièrement avec la tension de l'année dernière dans les townships noirs et donnant tort — pour l'instant — aux avertissements à la fois du pouvoir et du Congrès national africain (ANC, interdit), qui ont tous deux prédit une recrudescence des attentats à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Seules les townships proches de Pietermaritzburg, capitale de la province de Natal (sud-est du pays), ont fait exception, puisque les règlements de comptes sanglants entre les deux plus grands mouvements noirs du pays ont fait le jeudi 24 décembre une nouvelle victime (au moins 150 ont été tués au cours des trois derniers mois) : un Noir brulé vif, puis poignardé par une foule à Taylor's Hill.

Dans une autre township voisine de Pietermaritzburg, Sweetwaters, la police a dispersé un groupe de Noirs de la veille de Noël, blessant l'un d'entre eux. — (AFP.)

Sénégal

Libération d'un indépendantiste casamançais

L'abbé Augustin Diamaoué Senghor, considéré comme l'animateur du mouvement indépendantiste au Casamance (sud du Sénégal), a été libéré le 22 décembre, a indiqué l'archevêque de Ziguinchor, Mgr Sagna.

L'abbé Diamaoué, arrêté après les premières manifestations indépendantistes au Casamance, en 1982, et interné pour cinq ans, a bénéficié d'une mesure de clémence prise par le président Diouf. Il a regagné sa région natale. A l'issue du

procès d'une centaine d'indépendantistes, qui s'était déroulé en 1985, à Dakar, une trentaine d'inculpés avaient été condamnés à des peines allant de deux ans à quinze ans de prison. Un autre avait été condamné aux travaux forcés à perpétuité. — (AFP.)

Tunisie

Suppression de la Cour de sûreté de l'Etat

Le Chambre des députés a adopté, vendredi 25 décembre, deux projets de loi mettant fin à la Cour de sûreté de l'Etat et à la fonction de procureur général de la République, a annoncé le radio tunisienne.

Le président Ben Ali avait annoncé le 29 novembre sa décision de soumettre ces deux projets au Parlement dans le cadre de l'assainissement de l'appareil et des procédures judiciaires.

Le 21 novembre, le Parlement avait déjà adopté une loi limitant la garde à vue à quatre jours et la détention préventive à six mois.

Créée en 1958, pour « connaître les crimes et délits contre la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat », la Cour de sûreté de l'Etat avait été contestée par les avocats et les juristes, qui estimaient que la présence en son sein de deux députés était une ingérence du pouvoir législatif dans le domaine judiciaire. En dix-neuf ans, elle a siégé plus de quinze fois. Le dernier procès de cette Cour avait été celui des 90 intégristes islamistes tunisiens, jugés en septembre et novembre derniers pour « tentative de renversement du régime en collusion avec l'Iran ».

La fonction de procureur général de la République avait été créée vers la fin des années 50, et son titulaire était choisi par le chef de l'Etat. M. Hachmi Zammal, nommé à ce poste en 1986 par l'ex-président Bourguiba, avait également présidé la Cour de sûreté de l'Etat, lors du procès des intégristes. — (AFP.)

A Paris et à Libreville

Des opposants iraniens continuent leur grève de la faim

M^{lle} Afsaneh Zarbar, une réfugiée politique iranienne de vingt-deux ans, qui observait depuis dix-sept jours une grève de la faim devant le siège du haut-commissariat aux réfugiés à Neuilly-sur-Seine, pour protester contre l'expulsion de ses compatriotes vers le Gabon, a en une syncope, le vendredi 25 décembre, et a été transportée à l'hôpital Henri-Dunant, a-t-on appris de source moudjaheddine. De même source, on indiquait que M^{lle} Zarbar souffrirait d'hypoglycémie.

Mercredi, un autre gréviste de la faim, M. Taghi Machadi, trente-six ans, avait été admis dans un hôpital parisien à la suite d'une syncope. Trois autres personnes avaient déjà été hospitalisées depuis le début de cette manifestation de protestation, le 8 décembre.

De leur côté, trois des quatre expulsés qui avaient dû être hospitalisés à Libreville en raison de leur grève de la faim ont pu regagner leur hôtel jeudi soir. Quatorze des quinze réfugiés expulsés au Gabon au début du mois sont toujours en grève de la faim.

Une otage française du groupe Abou Nidal a mis au monde une petite fille

Le Fatah-Conseil révolutionnaire (groupe d'Abou Nidal) a annoncé, vendredi 25 décembre à Beyrouth, que Mme Jacqueline Valente, une Française qu'il détient en otage, a donné au monde une petite fille, ajoutant que la mère et le bébé sont en bonne santé. Le Fatah-CR avait revendiqué le 8 novembre l'enlèvement, à une date non déterminée, de huit personnes dont une seule, celle-ci, se trouvait en Méditerranée orientale, au large de Gaza (territoires occupés). Il avait alors affirmé que ces personnes possédaient la double nationalité israélo-belge ou israélo-française.

Dans un communiqué remis à une agence de presse occidentale à Beyrouth, le groupe palestinien affirme que « la dénommée Jacqueline Valente a mis au monde avant terme, avec l'assistance d'un médecin spécialisé, une fille de sept mois dont le père est Fernand Houdekine. La mère et la fille sont en excellente santé et reçoivent les soins nécessaires ».

Les huit personnes détenues par le Fatah-CR sont deux frères de nationalité belge, MM. Fernand et Emmanuel Houdekine, la compagne de Fernand, Mme Jacqueline Valente, et ses deux filles, Marie-

Laure et Virginie, la femme d'Emmanuel, Mme Godelieve Kets, et leurs deux enfants, Laurent et Valérie. Le Fatah-CR s'était manifesté pour la dernière fois le 4 décembre, en annonçant que « l'interrogatoire » des otages tirait à sa fin. Il avait indiqué également que des délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) seraient bientôt autorisés à les rencontrer.

Un appel du cheikh Fadallah

Par ailleurs, Cheikh Mohammad Hussein Fadallah, guide spirituel des intégristes libanais pro-iraniens du Hezbollah, a réclamé vendredi, à l'occasion de Noël, la libération simultanée des otages occidentaux « innocents » et des Libanais et Palestiniens détenus en Israël.

Dans son préche du vendredi, Cheikh Fadallah a affirmé : « Au moment où nous soulignons la nécessité de régler l'affaire des otages dont la libération est réclamée par le monde entier, celui-ci ne fait rien notamment pour les otages palestiniens en Palestine occupée (Israël) ou pour les otages libanais

détenus à Khyam (prison de la milice pro-irakienne de l'armée du Liban-Sud, A.L.S.). » « Nous demandons la libération de ces otages afin que soient libérés les otages (occidentaux) innocents qui ne sont pas des espions ou des ennemis de l'Islam », a-t-il dit.

Soulignant « qu'il ne peut y avoir deux poids, deux mesures », Cheikh Fadallah a ajouté : « Quand le monde évoquera d'une manière globale la question des otages, nous rejoindrons haut notre voix à la sienne et alors l'affaire trouvera son chemin vers un règlement. Mais si le monde aborde cette question avec discrimination, elle s'enlisera dans la réalité et la politique. »

Il a enfin lancé un appel aux ravisseurs pour qu'ils libèrent leurs otages « car l'Islam interdit les prises d'otages », citant à l'appui un verset du Coran.

Cette déclaration intervient au lendemain d'une série d'appels à la libération des otages, lancés à l'occasion de Noël par les familles de ces derniers. Jeudi également, le Djihad islamique a diffusé une cassette vidéo contenant un appel à l'aide du journaliste américain Terry Anderson qui se trouvait en otage depuis le 16 mars 1985. — (AFP.)

صكنا من الامل

Europe

ESPAGNE : « jet-set », émirs et truands sur la Costa del Sol

Milliardaires en tout genre à Marbella

(Suite de la première page.)

Le cheikh Mohamed Ishmawi nous explique avec une désarmante simplicité, en nous recevant sur son yacht, étonnamment sobre et somptueux à la fois. « J'étais venu à Marbella voir un ami, l'endroit m'a plu, j'ai décidé de venir m'y reposer, explique-t-il. Une fois sur place, j'ai commencé à voir si l'on pouvait y faire des affaires. » N'était-il pas possible d'en faire autant, par exemple, sur la Côte d'Azur ? - La France est plus élégante, mais nous nous sentons mieux en Espagne, et spécialement ici. C'est un endroit cosmopolite, où les gens sont plus tolérants à l'égard des étrangers. Et puis, nous avons un long passé historique commun avec l'Espagne. »

Residents à Marbella avant d'y devenir investisseurs, les Arabes n'en contrôlent pas moins aujourd'hui une bonne partie de l'immobilier de luxe. Quatre des plus somptueux hôtels de la ville : Puente-Romano, Marbella-Club, Andalucía-Plaza et Don-Carlos, leur appartiennent peu ou prou. Il n'est guère de projet immobilier haut de gamme, où ils ne soient présents. - Ils ont créé une micro-économie spécifique, explique le directeur égyptien d'une agence d'investissements locaux. Le marché intérieur espagnol ou les conséquences de l'entrée de l'Espagne dans la CEE, tout cela ne les intéresse guère ; en fin de compte, ils n'investissent que pour eux-mêmes, c'est-à-dire pour le monde des milliardaires. »



Et de poursuivre : « Il est vrai que la crise du pétrole se fait désormais sentir. Il est aujourd'hui plus difficile qu'hier, même ici, de trouver un acheteur pour une maison de 2 millions de dollars. Mais Marbella n'en continue pas moins d'avoir une densité de multimillionnaires par mètre carré sans équivalent en Europe. » Une densité qui attire d'ailleurs dans la région un autre type de visiteurs, moins souhaités par les autorités espagnoles : les grands délinquants internationaux.

Certes, la Costa del Sol n'est pas Chicago, comme le répètent à l'envi les responsables de l'ordre public, inquiets devant l'émotion internationale qu'a soulevé, au mois de novembre, l'enlèvement de la petite Mélodie, fille d'un milliardaire libanais au passé tumultueux. Il est vrai que jusqu'ici, la région n'avait connu qu'un seul cas de grand « coup » à la Arsène Lupin : le cambriolage, à Noël 1982, des coffres de la Banque d'Andalousie à Marbella, réalisé par une bande internationale.

Des délinquants séduits - Paradoxalement, nous avons peut-être beaucoup de délinquants mais peu de délits, affirme le gouverneur de la province de Malaga, M. Placido Conde. L'indice de délits de Marbella est inférieur à celui des grandes villes espagnoles. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que certains délinquants internationaux ont choisi ces dernières années de venir s'installer ici. -

Il ajoute : « Mais ils ne commettent généralement aucun acte illicite en Espagne même, ce qui rend difficile leur éventuelle expulsion, faute de motifs juridiques. Ils ont choisi notre région comme endroit de repos ou de retraite, et non comme centre d'opération. Le contrôle est d'autant plus difficile que cinq mil- lions d'étrangers débarquent chaque année à l'aéroport de Malaga, sans compter ceux qui viennent du reste de l'Espagne. »

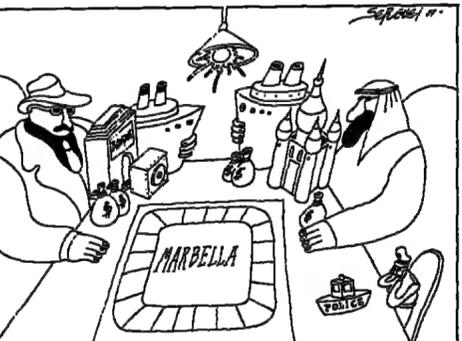
Comme les magnats arabes, les grands délinquants, qui sont, eux, originaires d'Europe, ont leur grande majorité, sont séduits par le soleil et le douceur de vivre de la Costa del Sol. Mais aussi par d'autres attraits plus prosaïques. Comme par exemple dans le cas des Britanniques, les plus nombreux, l'absence - jusqu'en 1985 - de tout accord bilatéral d'extradition entre Londres et Madrid.

Le marché immobilier, particulièrement mouvant de la région, permet par ailleurs de « blanchir » opportunément les millions gagnés illégalement au-dehors. - Marbella constitue l'un des rares endroits où une même propriété peut être achetée et vendue trois fois le même jour avec une plus-value, souligne un responsable de la police. Les grands délinquants qui débarquent sur la Costa del Sol ne viennent pas y commettre un méfait, mais y placer leurs gains et s'y forger une respectabilité. »

Une règle qui souffre toutefois une exception : celle des trafiquants de drogue qui « travaillent », eux, sur le marché local. La Costa del Sol est devenue l'un des grands lieux de consommation et de redistribution vers le reste de l'Europe. Le haschisch (14 tonnes ont déjà été saisies dans la province de Malaga depuis le début de cette année) est acheminé par voie maritime depuis la côte nord-africaine toute proche. La multiplicité des ports de plaisance et des lieux possibles de débarquement rend le contrôle ardu, d'autant que les trafiquants disposent souvent d'embarcations plus puissantes que celles de la police espagnole. Une police qui, entre la protection des magnats et des princes, la détection des grands délinquants internationaux et la lutte contre la drogue, doit décemment répondre sur les rivages idylliques de la Costa del Sol, à tous les défis imaginables. -

THERRY MALINAK.

Cheikh Ishmawi n'a qu'un reproche à faire à Marbella : « Le show-off », dit-il. Comme la plupart des véritables grands magnats arabes, il se tient soigneusement à l'écart des fêtes tapageuses de la « jet-set » qui, chaque été, projettent Marbella en première page de la presse à sensations. Comme le souligne un journaliste de la ville, « les Arabes les plus riches sont les moins connus, ceux qui canton- »



Retraités... et gangsters britanniques

LONDRES de notre correspondant

Pour mettre en lumière l'évolution de la classe ouvrière britannique, M. Neil Kinnock citait, le 28 septembre dernier, devant le congrès du Parti travailliste réuni à Brighton, le cas d'un simple dockeur qui possédait, entre autres, « un petit terrain près de Marbella ». Le dirigeant du Labour voulait ainsi faire prendre conscience à ses troupes qu'un certain minable à la Costa del Sol n'était plus de saison et qu'il fallait adopter un langage plus en rapport avec le mode de vie réel de nombreux salariés, ceux du moins qui ont un emploi.

pour leur plaisir ou pour fuir le flic britannique. Ils y ont amené à la fois leurs clients et certaines mauvaises habitudes de ces derniers. -

L'exemple n'était pas fortuit. Des milliers de retraités britanniques, modestes ou appartenant aux classes moyennes, ont choisi de s'installer sur la Costa del Sol pour y jouir du climat ensoleillé et de prix moins élevés que sur les rivieras française et italienne. D'autres sujets de Sa Gracieuse Majesté, plus prospères mais moins recommandables, ont fait de même ces dernières années. Marbella serait apparemment désormais la résidence d'été préférée du « gradin » de la plèbe londonienne. La Costa del Sol serait devenue, selon la forte expression des quotidiens populaires britanniques au format tabloïd, la « Costa del crime ».

« Goldfinger » - Le plus célèbre d'entre eux était incontestablement John Palmer, surnommé Goldfinger, soupçonné d'avoir participé au « casse du siècle », en novembre 1983, à l'aéroport d'Heathrow. Trois tonnes de métaux précieux ou semi-précieux, dont une grande quantité d'or, estimées au total à 26 millions de livres (26 milliards de centimes), avaient été emportées au cours de ce hold-up, considéré comme plus « rentable » encore que la célèbre attaque du train postal. M. Palmer, qui vivait sur la Costa del Sol, n'avait cependant pas été extradité mais expulsé vers le Brésil, d'où il a été finalement refoulé sur Londres en juillet 1988.

On peut citer également le cas de M. Robert Chatwin, propriétaire d'une chaîne de six bijouteries dans les Midlands, au cœur de l'Angleterre, que Scotland Yard souhaitait ardemment interroger sur la disparition suspecte dans ses établissements de bijoux d'une valeur de 3 millions de livres. Un agent immobilier véreux de l'est de Londres, M. Ronald Everett, au casier judiciaire chargé, vivait alors en toute impunité dans une de ses somptueuses maisons près de Marbella.

DOMINIQUE DHOMBRES.

GRÈCE

Un dépôt de munitions de l'armée détruit par un incendie

Une enquête a été ouverte en Grèce pour déterminer les raisons d'un incendie spectaculaire qui a fait sauter dans la nuit de Noël un important dépôt de munitions de l'armée à Malakassa, près d'Athènes. Une partie des installations de la caserne a été ravagée par les explosions, qui ont obligé les autorités à évacuer les habitations environnantes et à couper pendant plusieurs heures l'autoroute menant vers le nord du pays.

STI n'y a pas eu de victimes, l'incendie a détruit presque entièrement le dépôt de munitions et endommagé des véhicules stationnés à proximité. La violence des explosions, dues à la mise à feu des munitions, a également provoqué des dégâts dans les maisons du voisinage, tandis qu'une épaisse fumée recouvrait la région. « C'était comme une bombe planée, les obus et les balles sifflaient autour de nous », a déclaré un témoin.

La responsabilité de l'incendie a été revendiquée par une organisation terroriste s'intitulant Combat contre le pouvoir, qui a déjà signé deux attentats à l'explosif depuis le mois de mai dernier à Athènes. Les autorités militaires n'excluaient cependant pas l'hypothèse d'un accident.

L'incendie a finalement été maîtrisé aux premières heures de la matinée de vendredi après l'intervention de deux avions de lutte contre les feux venant supplier les pompes et les lances à incendie des pompiers, obligés de se tenir à distance du feu. - (AFP, Reuter.)

TURQUIE

Le premier ministre s'engage à poursuivre la modernisation de l'économie

Une semaine après la formation de son nouveau gouvernement, le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, s'est engagé, le vendredi 25 décembre, devant le Parlement, à poursuivre une politique de « stabilité politique et économique » pour mettre la Turquie au niveau des autres pays industrialisés.

était le plus élevé des pays membres de l'OCDE (6,5 % en moyenne de 1984 à 1987), le premier ministre table sur un doublement des exportations - qui doivent atteindre 10 milliards de dollars en 1987 - dans les cinq années à venir. Il s'est montré optimiste sur le remboursement des emprunts faits à l'étranger, qui s'élevaient à 33,1 milliards au premier semestre de cette année, et sur la réduction d'une inflation galopante, qui devait dépasser pour 1987 les 50 %.

Estimant que la nation avait saisi l'occasion de devenir « l'un des premiers pays du monde », M. Ozal a indiqué qu'il continuerait à défendre une politique économique libérale fondée sur la « libre concurrence » et la « justice sociale ». Il a confirmé son intention de libérer le marché de la monnaie, de réformer le secteur bancaire et d'accélérer la privatisation de certaines entreprises, qui ont pour but de faciliter notre candidature », a-t-il déclaré. - (AFP, Reuter.)

M. Ozal a rappelé l'importance de sa politique de rapprochement avec la CEE. « La demande d'adhésion de la Turquie à la CEE a été faite par notre gouvernement. Tous nos efforts réalisés dans le domaine politique, social et économique nous ont permis de faciliter notre candidature », a-t-il déclaré. - (AFP, Reuter.)

Amériques

ÉTATS-UNIS : la course à l'investiture

Pas de trêve des créanciers pour Gary Hart

WASHINGTON de notre correspondant

La campagne électorale américaine s'est arrêtée. Pour les candidats à l'investiture, les fêtes de Noël et du Jour de l'an sont la dernière occasion de reprendre souffle avant de se lancer dans une course qui ne s'interrompt plus désormais, sauf pour ceux qui s'écrouleront en tentant de franchir les obstacles des primaires. Les prétendants ont provisoirement cessé de hanter l'Iowa et le New-Hampshire et d'accabler à la mi-février, les premiers véritables et la presse les laisse reprendre tranquillement quelques forces et, si possible, quelques idées.

expliqué l'une de ses « victimes » citées par le New York Times. A qui les amis de Gary Hart répondent que l'argent fédéral ne peut servir qu'à financer la campagne en cours, et que mieux leur candidat réussira cette fois, meilleures seront pour ses créanciers les chances d'être remboursés...

Seul, parmi les sept démocrates et les six républicains, un concurrent réussit, sans même s'en donner la peine, à faire parler de lui, et c'est évidemment Gary Hart, le plus inconstant et peut-être le plus insouciant des candidats, mais assurément le plus médiatique.

Naturellement, le plupart des éditeurs de presse se montrent très sévères à l'égard de Gary Hart, surtout ceux qui sont favorables aux démocrates et lui reprochent d'obscurcir encore un peu plus, par sa réapparition inopinée, des perspectives déjà peu brillantes. Naturellement aussi, les autres candidats à l'investiture démocrate y vont de leurs commentaires dédaigneux tandis que les responsables du parti ne cherchent même plus à dissimuler leur exaspération.

Cette fois, il ne s'agit plus de femme mais d'argent : l'ex-gouverneur du Colorado est à la plus urgente des heures, lui qui n'a repris la « compétition » que le 15 décembre dernier, après plus de six mois d'arrêt pour cause de « sex-scandal ». Et, selon le New York Times, la commission électorale fédérale vient de décider qu'il était en droit de recevoir une aide de l'Etat, comme la loi le prévoit pour les candidats considérés comme sérieux. Cette aide est proportionnelle aux fonds légalement recueillis par le candidat lui-même. M. Hart, qui avait collecté environ 2 millions de dollars au printemps, avait de tomber dans les bras d'un mannequin de Miami, Donna Rio, devrait recevoir approximativement 1 million de dollars.

Naturellement, le plupart des éditeurs de presse se montrent très sévères à l'égard de Gary Hart, surtout ceux qui sont favorables aux démocrates et lui reprochent d'obscurcir encore un peu plus, par sa réapparition inopinée, des perspectives déjà peu brillantes. Naturellement aussi, les autres candidats à l'investiture démocrate y vont de leurs commentaires dédaigneux tandis que les responsables du parti ne cherchent même plus à dissimuler leur exaspération.

Le malheur est qu'il doit plus d'argent qu'il ne va, en principe, en obtenir : au cours de sa précédente tentative, en 1984, il a laissé derrière lui une ardoise de 1,1 million de dollars, et ses divers créanciers se rappellent à son bon souvenir. Ils hésitent à se lancer dans des poursuites, après la chute de Mussolini et la signature de l'armistice, en danger dans le Nord tenu par les nazis, elle était parvenue, avec l'aide de la résistance, à gagner la Suisse. - (AFP.)

En effet, il semble admis par tout le monde que M. Hart n'a pas la moindre chance de se faire élire président, mais qu'il a, en revanche, toutes les chances de faire de l'ombre, au moins pendant les premières primaires, aux autres candidats.

JAN KRAUZE.

URSS

Un hebdomadaire critique la politique de Staline face à Hitler

Un hebdomadaire soviétique a mis en cause Staline, le vendredi 25 décembre, non pas seulement pour avoir sous-estimé l'importance de l'agression allemande en 1941, mais pour l'ensemble de sa politique face au nazisme et au fascisme dans les années 30.

Abordant le procès et l'exécution du dirigeant communiste, en 1938, M. Latchev indique qu'on « ne peut pas ne pas être ému par la fin de la vie de Boukharine ». Il affirme qu'il est « du devoir des professeurs d'université, des auteurs et des historiens de dire la vérité sur Boukharine et sur toutes les victimes communistes » du stalinisme, et il conclut : « Je suis sûr que n'est plus loins désormais le temps où les gens pourront se forger une idée sur cette période en lisant les œuvres de Boukharine. » - (AFP, Reuter.)

M. Latchev qualifie également de « grossière erreur politique et tactique » le refus de Staline de former une coalition entre les communistes et les sociaux-démocrates pour lutter contre le nazisme et le fascisme. « Combien de larmes et de sang ont coulé à notre peuple ces erreurs de Staline ! » conclut-il.

M. Latchev donne inversement raison à Nikolai Boukharine, chef de l'opposition de droite, en URSS à cette époque, et qui fut éliminé par Staline : « Boukharine avait vu, et avait même dit ouvertement, que seule une union de toutes les forces antifascistes pouvait permettre de contraindre la politique de Hitler, écrit-il.

M. Latchev qualifie également de « grossière erreur politique et tactique » le refus de Staline de former une coalition entre les communistes et les sociaux-démocrates pour lutter contre le nazisme et le fascisme. « Combien de larmes et de sang ont coulé à notre peuple ces erreurs de Staline ! » conclut-il.

La des mod...
SCINE
d'une grave
TENNIS
L'ad et Narra
Des préservat
aux JO d'hiv
Le service médical
de la propagation e
de la communités

سكنا من الامم

Société

Le Monde • Dimanche 27-Lundi 28 décembre 1987 • 5

Un colloque international à Paris

La diversité des modèles familiaux

Les modèles familiaux et leur évolution sont plus variés qu'on ne le pense communément : cette diversité a été mise en évidence au cours du congrès de l'Union internationale des organismes familiaux qui s'est tenu récemment à Paris.

En Occident, a montré M^{me} Martine Séguin, directrice de recherches au CNRS, le modèle de la « famille traditionnelle », caractérisé par une forte fréquence du mariage à un âge assez bas, une fécondité relativement élevée et un faible nombre d'enfants illégitimes, est en fait d'apparition récente : ce n'est que dans les années 30 qu'a commencé cet « âge d'or de la conjugalité ».

Aujourd'hui, on constate à la fois une fragilité plus grande de couples centrés sur un nombre plus restreint d'enfants et un resserrement des liens avec le reste de la parenté, dû notamment à la coexistence de plusieurs générations (plus fréquente qu'autrefois en raison de l'allongement de la durée de vie).

Toutefois, ces relations ont une « densité » plus forte dans certains pays comme la France ou la Suède, restés longtemps ruraux, qu'en Grande-Bretagne, où l'individualisme a entraîné une prééminence de la « famille nucléaire ».

Cette diversité se rencontre ailleurs qu'en Occident. Ainsi, en Amérique latine, a indiqué M^{me} Ana Vasquez, sociologue, le modèle patriarcal où le chef de famille représente l'autorité et garantit l'ordre social comporte de nombreuses exceptions, par exemple la présence souvent d'une famille parallèle, la *casa chica* (la petite maison), composée de la maîtresse et des enfants illégitimes.

Les difficultés de logement et les migrations amènent souvent des frères et des sœurs mariés à vivre sous le même toit que les parents et les frères et sœurs non mariés, tandis que se multiplient les familles monoparentales résultant de divorces ou de séparations de fait.

La famille s'élargit aussi aux « alliés » (les *allegados*) : chez les ruraux ou les migrants transplantés en ville, ce sont des orphelins, des mères sans ressources ou des isolés originaires de la même région ; dans les familles aisées, des domestiques qui y restent toute leur vie.

Au Japon, la famille-lignée, l'ie, lieu de production et de conservation du patrimoine, placée sous le gouvernement de l'homme le plus âgé, s'est affirmée au dix-neuvième siècle. Mais elle a toujours été juxtaposée à des familles plus restreintes : à chaque génération, si le fils aîné reste dans l'ie avec les parents, les cadets vont s'installer de leur côté et créer des branches « collatérales ».

Le paradoxe de l'occidentalisation

Aujourd'hui, on assiste, comme en Occident, à des mouvements en sens inverse. D'un côté, la volonté d'assurer la pérennité de la lignée s'efface, l'exode rural affaiblit les liens communautaires et les ménages se divisent parfois sous la pression de la mobilité professionnelle des hommes. De l'autre, la réduction du nombre d'enfants renforce le lien entre le père et le fils ; l'allongement de la durée de vie prolonge la présence des parents au foyer : les trois quarts des plus de soixante-cinq ans vivent avec leurs enfants.

Dernier paradoxe : l'occidentalisation, loin d'assurer l'expansion d'un type de famille « européen », renforce parfois les structures traditionnelles. Ainsi, en Inde, au Maghreb, en Afrique noire, le développement de l'économie monétaire contraint les hommes à travailler plus longtemps pour constituer la dot de leur future épouse. Résultat : leur âge au mariage s'élève ; la différence d'âge avec la femme s'accroît et renforce la domination masculine et la sujétion de la femme dans le ménage.

GUY HERZLICH.

MÉDECINE

Une eau thermale sous surveillance

Des curistes de Gréoux-les-Bains souffrent d'une grave affection pulmonaire

DIGNE de notre correspondant

Une vingtaine de curistes de la station de Gréoux-les-Bains et plusieurs habitants de cette petite cité thermale des Alpes-de-Haute-Provence souffrent - ou ont souffert - d'une affection pulmonaire grave. Les premiers cas déclarés ont été enregistrés par le centre hospitalier de Manosque en août dernier. D'autres ont été signalés en septembre et au cours des dernières semaines.

Au total, vingt-sept personnes ont été atteintes par cette mystérieuse maladie, à l'origine de laquelle se trouverait un micro-organisme que les laboratoires de l'Institut Pasteur s'efforcent actuellement d'identifier. Le ministre de la santé a ordonné une enquête épidémiologique en même temps qu'une surveillance de la qualité des eaux.

Le lancement de cette procédure n'avait pourtant pas empêché l'éta-

blissement thermal, qui accueille trente-cinq mille curistes par an, de poursuivre ses activités, en accord avec la préfecture. Mais le 14 décembre, après l'annonce de la mort, à l'hôpital de la Conception à Marseille, de l'un des malades, et bien que les praticiens se soient refusés à établir un rapport de cause à effet, le ministère de la santé ordonnait la fermeture des thermes de Gréoux-les-Bains cinq jours avant la date normale de clôture de la saison.

Six malades sont toujours hospitalisés dans les deux hôpitaux marseillais, où ils ont été transférés. Mais qu'il ignore si d'autres curistes aient fréquenté la station de Gréoux-les-Bains depuis le mois d'août souffrent actuellement du même mal dans d'autres régions de France. De source officielle, on indique qu'il est beaucoup trop tôt pour parler d'épidémie dans une zone connue de son établissement insalubre.

FRANÇOIS DE BOUCHONY.

SPORTS

TENNIS : Jeux olympiques

Lendl et Navratilova n'iront pas à Séoul

La Fédération américaine de tennis a désigné le 24 décembre cinq joueurs et trois joueuses appelés à composer les équipes des Etats-Unis pour le tournoi olympique de Séoul du 20 septembre au 2 octobre 1988. John McEnroe et Tim Mayotte ont été retenus pour disputer les sim-

ples messieurs, Ken Flach et Robert Seguso pour le double et Brad Gilbert comme remplaçant. Pam Shriver, Zina Garrison et Elise Burgin disputeront les simples dames, Shriver et Burgin composant l'équipe de double.

L'annonce officielle des équipes doit avoir lieu en janvier après avis du comité olympique américain et de la Fédération internationale de tennis.

Il est toutefois acquis que ni Ivan Lendl ni Martina Navratilova se défendront les couleurs américaines à Séoul. Le numéro un mondial, qui souhaitait faire partie de l'équipe des Etats-Unis, n'a pas obtenu la nationalité américaine dans les délais qui lui auraient permis d'être sélectionné aux Jeux.

Egalement absente en Tchécoslovaquie Navratilova a estimé pour sa part que les contraintes du tournoi olympique étaient trop lourdes et a préféré décliner la sélection. Ces deux absences feront passer le niveau du tournoi inscrit pour la première fois au programme olympique depuis 1924.

Des préservatifs aux JO d'hiver

Les mille cinq cents athlètes et les onze cents accompagnateurs qui seront présents aux Jeux olympiques d'hiver de Calgary, en février prochain, trouveront des préservatifs dans les infirmeries des deux villages olympiques ainsi que dans les toilettes des installations olympiques.

Le service médical des Jeux a pris cette décision en raison des risques de propagation du SIDA dans une communauté si sexuellement active.

Cercueils « design » et cérémonies personnalisées

Le funéraire nouveau

Une création étonnante a été présentée au Salon des artistes et décorateurs qui s'est tenu récemment à Paris. Il s'agit d'un cercueil qui rompt délibérément avec la tradition. Il est composé de deux parties : un socle capitonné sur lequel le défunt repose comme un gisant médiéval, et un coque en plastique lilas qui viendra envelopper au moment de la mise en bière. Les auteurs, Patrick Nadeau et Didier Riesen, deux designers de trente ans, ont été récompensés au terme d'un concours lancé par une société privée, les Pompes funéraires générales. Celle-ci va ajouter ce nouveau modèle à la gamme des douze bières classiques qu'elle propose depuis plus d'un siècle à ses clients.

Cette petite révolution n'est pas accidentelle. Les marbriers et les fabricants d'accessoires mortuaires viennent d'organiser pour la première fois un Salon d'art funéraire ; il s'est tenu au Bourget. Ils ont échangé leurs idées sur les formes de tombes et de stèles plus imaginatives. De leur côté, les cinq cents membres de la Société de thanatologie ont marqué le vingtième anniversaire de la fondation de leur association, les 27 et 28 novembre, par un colloque sur le thème « Mort et modernité ». Bref, ça bouge dans le petit monde de ceux qui, par profession ou par curiosité personnelle, s'intéressent à la mort et aux rites qui l'accompagnent.

Après un siècle de splendeur - de profits - les pompes funèbres ont subi, depuis vingt ans, une cure d'austérité. C'est au dix-neuvième siècle, et plus précisément sous le Second Empire, que tous les citoyens ont obtenu le droit à une tombe individuelle dans un cimetière public. Cette mesure de justice a entraîné une démocratisation des funérailles et des sépultures autrefois réservées aux gens fortunés ou en renom. Ce fut l'époque des enterrements ostentatoires. Vallées mortuaires, corbillard à chevaux, cortège, autos, objets funéraires, catafalque, chapelle de l'ultime repos gravée d'épithètes, monceaux de fleurs et de couronnes, cloches de glas, deuil prolongé en vêtements noirs, messes d'anniversaire... Un rituel complexe devait quasiment obligatoirement suivre qui voulait tenir rang.

Tout cela a été radicalement remis en cause depuis la dernière guerre. 70 % des Français meurent à l'hôpital, les familles sont dispersées, l'encombrement des villes rend les cortèges impossibles, les traditions sont bouleversées, et l'effacement a renoncé aux manifestations pompeuses. Les prêtres n'administrent plus l'extrême onction, mais le sacre-

ment des malades. Il leur arrive de se faire remplacer, pour la cérémonie au cimetière, par des laïcs. Lors des obsèques, la mention « ni fleurs ni couronnes » est devenue une banalité et les interminables condoléances à la famille sont remplacées par une signature sur un registre. Conséquence : les fleuristes se désolent et les marbriers voient dégringoler leurs ventes au rythme de 3 % à 5 % par an. Quant aux compositeurs et sculpteurs qui avaient jadis tant travaillé - et parfois superbement - dans les pompes funèbres, ils ne reçoivent plus de commandes.

Cette évolution n'a pas manqué de préoccuper quelques médecins,

dés en 1848. S'ensuivirent des campagnes de publicité dans les grands journaux nationaux sur le thème « Notre métier est d'apporter une assistance totale à ceux qui restent ». Dans cet esprit, les Pompes funéraires générales (PFG) ont ouvert au début de cette année un service gratuit intitulé « Le téléphone vert », une sorte de « SOS décès ». Une équipe de jeunes assistants funéraires répondent 24 heures sur 24 aux familles qui ont besoin d'informations ou d'assistance.

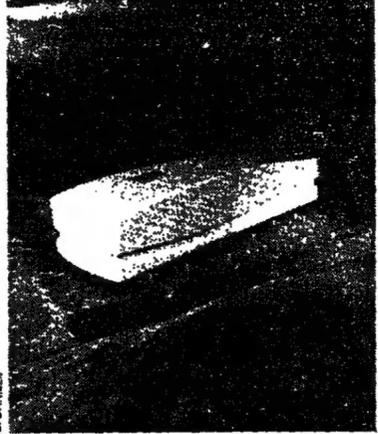
Les sociétés de pompes funèbres rajeunissent leur image. Les sombres corbillards d'autan ont laissé la place à des fourgons banalisés et discrètement peints en blanc et un échantillonnage de suggestions musicales. Parmi celles-ci, des chansons signées Félix Leclerc, Gilbert Bécaud, Léo Ferré, Georges Brassens et même Serge Gainsbourg... Les lieux où se déroulent les cérémonies se diversifient. Pour 40 % des obsèques, l'Eglise n'est plus un point de passage obligé entre l'hôpital et le cimetière. D'où la nécessité d'édifier sur le modèle américain un réseau de funérariums. Il en existe déjà près de quatre-vingts en France. L'un des premiers construits est celui de Montmorency, juste en face du cimetière de cette ville résidentielle de 20 000 habitants. Le bâtiment est soigneusement divisé en deux. A l'arrière se cachent les locaux techniques, où les corps sont conservés en chambre froide, habillés et éventuellement embaumés. A l'avant se présente le hall, où une salote reçoit les familles, et des salons funéraires où chacune peut veiller son défunt, recevoir ses amis et célébrer les rites de sa religion.

Marseille s'est dotée d'une tour funéraire ; Clermont, dans le sud de Paris, d'un parc où les sépultures discrètes s'éparpillent sous les arbres. Mais c'est la nécropole intercommunale de Joncherolles, dans le nord de Paris, conçue par l'architecte Robert Auzelle et inaugurée il y a juste dix ans, qui innove le plus. Il s'agit d'un complexe funéraire de 30 hectares sur lequel on trouve à la fois des boutiques de marbriers et de fleuristes, un funérarium, un cimetière paysager, des autels - cases en béton où reposent des pauvres - un crématorium, un columbarium pour la conservation des urnes, et même un jardin du souvenir où l'on disperse les cendres de ceux qui l'ont désiré.

Car la crémation fait chaque jour des adeptes. Déjà 17 000 défunts disparaissent ainsi chaque année. Certaines familles gardent les cendres à la maison. Aux Etats-Unis, une société a obtenu, en 1985, l'autorisation de satelliser dans l'espace un module qui contiendrait 10 000 urnes cinéraires miniaturisées. Le coût de ces obsèques cosmiques a été évalué à 3 500 dollars.

Enfin voici le dernier cri : la cryogénération. Une soixantaine d'Américains richissimes - dont Walt Disney - ont confié leur précieuse anatomie à des firmes qui la conservent dans l'azote liquide à - 190 degrés, et dans des lieux tenus secrets. Tout cela dans l'espoir un peu fou que les progrès scientifiques permettront de ressusciter un jour ces nouveaux pharaons...

MARC AMBROISE-RENDU.



Design : D. Riesen, P. Nadeau, Artwork.

une poignée de sociologues et les professionnels des pompes funèbres, qui se sont réunis dès 1986 en une Société de thanatologie. A travers leur congrès et leur bulletin - de haute tenue - ils s'emploient depuis à explorer le monde de la mort sous tous ses aspects. Les mémoires et les thèses touchant à la thanatologie se multiplient.

S'adapter aux souhaits des familles

En 1984, après les attaques du franco-tirailleur Michel Leclerc, M. Jean-Pierre Poinçon, PDG des Pompes funéraires générales (45 % du marché français), donnait sa première conférence de presse. Du jamais vu dans la maison fon-

gris. Les maîtres de cérémonie sont aujourd'hui des assistants qui ont été recrutés dans un centre de formation et qui portent veste noire et pantalon gris. Dans la profession autrefois exclusivement masculine, on rencontre de plus en plus de jeunes femmes, que les PFG, par exemple, ont habillées d'un tailleur bleu de Prusse.

Les nouvelles consignes sont claires : « Remplacer le pompeux par le sobre et le digne, s'adapter aux souhaits des familles, personnaliser les cérémonies, les rendre autant que possible simples et chaleureuses ». L'Eglise aussi se met au service des familles. Un album édité à leur intention comprend un recueil de textes bibliques, des conseils de comporte-

POINT DE VUE

par Bernard Waquet

ancien directeur « exportation » de Dassault

VOILA un an à peine, la France émerveillée découvrait le Rafale, dernier descendant d'une lignée d'Ouragan, Mystère et Mirage, qui a conquis le monde entier. On voyait le Rafale terrasser son concurrent anglais ; on voyait le Rafale équiper notre porte-avions nucléaire *Charles-de-Gaulle* ; notre armée de l'air dotée de deux cents

Le Rafale au Musée de l'air !

Rafale pouvait défilé les Mig, Sukhoï et Tupolev en toutes circonstances, pour de longues années.

Faut-il blâmer le ministre qui trouve le Rafale à la fois pas assez furtif et trop cher ? Faut-il accuser la marine de trahison, parce qu'elle préfère le F-18 Hornet de McDonnell ? Qui est responsable des difficultés de l'empire Dassault ?

Personne n'a le droit de ternir le prestige de Marcel Dassault, personnage hors du commun ; mais son propre fils, Serge Dassault, est bien placé pour dire que le carnet de commandes de la société est à plat et que cela était prévisible depuis plusieurs années, quand on sait que, depuis 1975, rien n'allait plus à la tête de la société.

Que s'est-il passé en 1975 ? La première satisfaction de Dassault, obéissant par les avions de transport civil, fut le Mystère 20, commandé en 1963 par la PanAm à cent soixante exemplaires. Enhardi par ce succès, Dassault a lancé le Mercure, en 1967 : une production de mille avions de série était annoncée par une presse enthousiaste... En 1975, Marcel Dassault ne pensait qu'au Mercure et il n'a pas vu venir le « marché du siècle » devant lequel il a été pris de court à tel point qu'il a laissé le secrétaire général de la société lancer le Mirage F1-MB3 pour défendre nos couleurs face au F-16 américain. Ce fut un massacre, et Dassault a licencié son secrétaire général et n'a pas confié son entreprise à son fils Serge, capable de remplacer un PDG vieillissant.

Dans le même temps, notre armée de l'air réclamait un ACF, avion de combat futur, par une fiche-programme correspondant assez bien au F-15, qui venait de revenir, en janvier, au Mig-25 le record de montée à 30 000 mètres. Les problèmes de supériorité aérienne en altitude présentaient le pas sur le problème de la polyvalence, où le Mirage III avait

trionphé. Une page était en train de tourner en URSS et aux Etats-Unis, avec l'apparition de chasseurs lourds pour la supériorité aérienne.

Il est bien dommage que Marcel Dassault se soit lancé, de 1987 à 1975, dans le projet Mercure, qui fut un fiasco, au lieu de continuer à réfléchir aux avions de combat de la fin du siècle.

Précédemment, en 1975, McDonnell offrit à Dassault la production du F-15 pour l'Europe, et Dassault a refusé, à cause de son idée fixe de réussir son Mercure. Déjà en 1982, McDonnell avait cherché un accord avec Dassault, qu'il admirait beaucoup, et Dassault l'avait anéanti un peu bêtement, par souci d'indépendance.

Des erreurs de vingt ans

Avec son projet ACF, notre armée de l'air était en bonne voie, mais elle a commis l'erreur d'en réclamer deux cents. Le président de la République lui-même a décidé de renoncer à l'ACF. Dassault a proposé alors le Mirage-2000, avion militairement inutile mais budgétairement possible. A partir de ce choix malencontreux, on pouvait prévoir les malheurs actuels de Dassault : on pouvait prévoir que notre aviation embarquée traiterait ses achats aux Etats-Unis.

En termes de coût-efficacité, le Mirage-2000 est un reculé par rapport au Mirage F-1. Sur les mêmes bases, le fameux Rafale, petit bijou de la technique, est encore plus critique. Notre industrie aéronautique paye aujourd'hui les erreurs commises au cours des vingt dernières années. Grâce par les exportations, nous avons choisi l'isolément quand il fallait chercher des alliés en Europe et aux Etats-Unis. Le seul dirigeant lucide pendant cette période fut René Ravaud, qui sut organiser l'alliance de la SNECMA et de General Electric.

RAYONNAGES BIBLIOTHÈQUES À VOS MESURES

Équipement complet - livraison - montage - 25 années d'expérience - R.-M. Lamy, Editeur - 206, av. de Marbeuf, 75014 Paris, M. Albert

سكزا من الاصل

6 Le Monde • Dimanche 27-Lundi 28 décembre 1987 •••

État complet des lieux à la veille du 3^e millénaire.

Le plus récent, le plus complet, le plus pointu des Atlas.

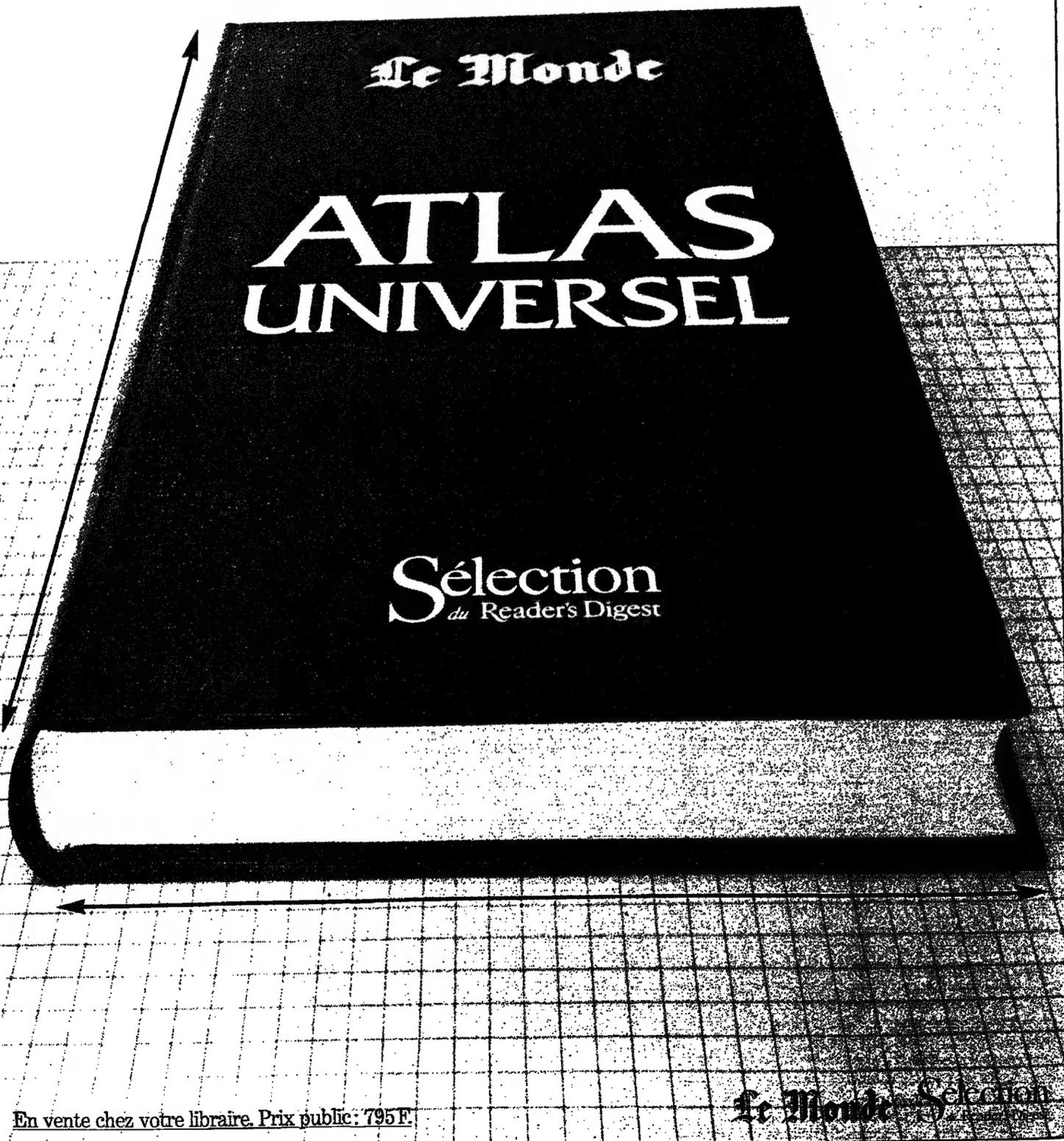
Ses dimensions sont imposantes : 305 x 455 mm et 520 pages, dont 251 de cartes physiques et politiques. Objectif : pouvoir assembler et embrasser d'un même regard, un maximum d'informations grâce à une codification claire et extrêmement dense. Ses échelles vont du 1/10.000^e au 1/270.000.000^e. Elles agissent comme un objectif zoom, nous éloignant ou nous rapprochant pour une vision globale ou ponctuelle. Son index, le plus complet, stocke plus de 210.000 noms figurant à la fois sous leur vocable national (Wahran pour Oran) et dans leur traduction française. Ses pages thématiques présentent les informations les plus récentes et les plus

souvent recherchées. On n'en compte pas moins de 40 comprenant statistiques, cartes, diagrammes, graphiques et photos.

L'Atlas Universel, ouvrage scientifique, a été établi en collaboration avec de très grands spécialistes internationaux, dont l'équipe des correspondants étrangers du Monde.

L'Atlas Universel Sélection-Le Monde, restera l'ouvrage géographique et cartographique de référence. C'est à la fois un inventaire méticuleux des lieux, un point historique et un outil indispensable.

Il est le plus actuel, le plus utile et le moins conformiste des cadeaux.



En vente chez votre libraire. Prix public : 795 F.

Le Monde Sélection

Culture

Maisons de la culture en crise

Leux maire.

Guerre des statuts à Chambéry, putsch municipal à Grenoble, situation bloquée à Firminy, malaise financier à Créteil et à Saint-Etienne, vacance de la direction à La Rochelle : les maisons de la culture, ont bien des problèmes.

A priori, l'interventionnisme peu ou prou tempéré des maires dans la gestion des maisons de la culture semble signifier un enjeu politique. Pourtant, au-delà des rapports de forces partisanes, des clashes annoncées ou accomplies entre une ville et l'Etat, un élu local et un directeur, une municipalité et une association, les maisons de la culture paraissent d'autant plus fragiles qu'elles ont du mal à se donner un élément moteur qui dépasserait les programmations éphémères, les gestionnaires administratifs : une « éme » peut-être, ou une conception plus généreuse de leur rôle.

A l'origine, ces qualités ne manquaient pas aux établissements créés sous l'impulsion d'André Malraux. Les associations de type loi de 1901 qui les animaient croyaient au pouvoir civilisateur de la culture. Leurs militants avaient été marqués par l'esprit de la première décentralisation dramatique instituée par Jeanne Laumond. D'ailleurs, ces maisons s'appuyaient sur le réseau des centres dramatiques. La création théâtrale était au cœur de leurs activités : elles se favorisaient la création et la diffusion et ne concevaient leur troisième mission, l'animation, que comme une démarche médiateur permettant aux créateurs de mieux rencontrer le public.

Ces objectifs devaient être servis par les représentants des associations que l'Etat et les collectivités locales, cofinanciers à parité des établissements, n'empêchaient pas de mettre en œuvre leur propre politique. Eux-mêmes ne pouvaient être majoritaires au sein des conseils d'administration. En instituant cette règle, André Malraux avait manifesté sa confiance dans la démocratie. Les usagers étaient supposés assez « majeurs » pour maintenir le bon cap en gérant efficacement les fonds publics. Quant au danger d'annexion des maisons par des villes jalouses de leur pouvoir, il a été pris en compte d'une façon assez paradoxale : déclarés propriétaires des bâtiments payés pour moitié par l'Etat, certains maires ont eu toute latitude de municipaliser les institutions, à condition de renoncer au label « maison de la culture Malraux » et à la part de financement national. M. Michel Durafour, dans de ce « droit » à Saint-Etienne, dans les années 60, imité par les maires de Caen, de Thonon-les-Bains et quelques autres.

Les maisons demeurées conformes au modèle d'origine — quelle que soit leur désignation, certaines se disant « maisons des arts et loisirs », par exemple, comme celle de Créteil — ont eu un peu de mal parfois à se souvenir des fondements théâtraux de leur « culture ». Les besoins se diversifiaient : la polyvalence les tentait, au point que la présence dans leurs murs d'un centre dramatique, comme à Grenoble, a pu apparaître comme un handicap.

Le directeur des affaires culturelles en Rhône-Alpes, M. René Gachet, qui mit en place de 1979 à 1981 la mission nationale de développement culturel, devenue ensuite direction (DDC) sous la houlette de M. Dominique Wallon, évoque le culte exagéré, en ces années de maturation, de « pratiques d'animation qui avaient tendance à devenir leur propre fin ». Tentatives plus positives : on essaya d'implanter d'autres formes de création, en nommant à la Maison de Nanterre, par exemple, autour de 1980, le réalisateur de télévision Raoul Sangla.

Plus récemment, un cinéaste, Raul Ruiz, a été choisi au Havre et un chorégraphe, Jean-Claude Gallotta, à Grenoble. La première de ces expériences a été trop brève pour qu'on évalue ses effets, les autres sont trop récentes. Et les maisons qui fonctionnent bien, comme celle de Bourges, ne sont pas entre les mains d'un créateur. Pourtant l'idée est séduisante de favoriser une forme d'art plutôt que de miser sur un « socio-culturel » plus ou moins rassembleur.

Ces approches des problèmes de fond sur la destination des maisons de la culture se sont accompagnées souvent de difficultés matérielles. On s'est aperçu rapidement que la triple mission de création-diffusion-animation coûtait fort cher. Le lancement de centres d'action culturelle (CAC) ne conservant que les deux dernières finalités a permis d'équiper malgré tout des villes moyennes tandis que les maisons à gros budgets connaissaient quelques dérapages financiers.

• L'OPA municipale de Grenoble

C'est un peu pour les éviter que l'équipe de Jack Lang a décidé, en 1982, d'accorder un pouvoir décisionnel, dans certains cas, aux représentants de l'Etat et des collectivités locales dans les conseils d'administration. François Léotard et son secrétaire d'Etat Philippe de Villiers devaient aller plus loin en essayant de remplacer les structures associatives par des SARL : une telle expérience, à Reims, n'a pas eu d'effet très notable sur la vie de la maison.

L'innovation statutaire la plus controversée a eu lieu à Grenoble, la suite de la découverte, en 1986, d'un trou de 6 millions de francs dans les finances de la Maison de la culture. Cette institution, qui roule en tandem forcé avec le Centre dramatique national des Alpes (CDNA), a toujours été lourde, difficile à gérer. Si les premiers directeurs, M. Didier Béraud et M^{me} Catherine Tasca notamment, en ont tenu les rênes sans trop de mal, leurs successeurs des années 80 ont eu de la peine à travailler. Les équipes s'étaient-elles institutionnalisées à l'instar des murs ? Georges Lavaudant a tenté un temps de leur insuffler un nouveau dynamisme en dirigeant parallèlement la Maison de la culture et le CDNA, sans éviter les grincements de rouages, les conflits d'équipes, ni les écueils financiers.

Au lendemain de son départ pour le TNP, le dernier carré des adhérents de la première heure (ils avaient été jusqu'à trente mille) avait été jusqu'à trente mille par traversé une crise vécue par l'affrontement des fidèles de l'ancien maire socialiste, Hubert Dubedout, et des proches de son successeur RPR, M. Alain Carignon, ministre délégué à l'environnement.

Après des mois de travail, des statuts de compromis étaient mis au point, avec une double association : celle des adhérents, dite « de soutien », et un conseil de gestion réunissant usagers et « financeurs ». La présidence était prudemment réservée à un usager. Ainsi ment révisée, la maison, rebaptisée Cargo, devait pouvoir gagner sereinement la haute mer, avec Jean-Claude Gallotta comme figure de proue. Or tout était remis en cause dans la nuit du 19 au 20 novembre dernier par une « OPA municipale » inattendue : deux cents employés de

la mairie adhéraient massivement à l'association de soutien du Cargo et, dans la foulée, portaient au conseil de gestion des membres nettement favorables à M. Carignon. La ville devenait majoritaire de fait sinon de droit.

Quel rôle le maire de Grenoble a-t-il joué dans cette affaire ? Aucun, assure-t-il. Certains élus-majors politiques locaux auraient montré un zèle intempestif, encouragés par des

Ces troubles pourraient cependant profiter à la toute jeune maison de la culture de Chambéry, dernière des « cathédrales » Malraux, inaugurée en octobre dernier. L'association qui a porté le projet pendant plus de vingt ans lutte en effet pied à pied pour ne pas se faire confisquer son pouvoir par le sénateur et maire M. Pierre Dumas (RPR) et son adjoint, M. Pierre Fontanel, fort intéressés l'un et l'autre par les sta-

Peut-on en dire autant à Firminy ? Cette laborieuse petite cité voisine de Saint-Etienne a du mal à faire fonctionner le monument historique qu'est sa maison de la culture. Construite par Le Corbusier, selon la volonté du maire d'alors, M. Claudius Petit, elle a été « trop chère » dès le départ pour une commune qui aurait dû se contenter d'un CAC. Amputée d'ailleurs pour raisons d'économie de sa grande salle de

CAC d'Anney. Cet établissement fondé par d'anciens résistants et dirigé avec compétence par un directeur héritier des vertus de la « culture populaire », M. Daniel Samsi, coule en effet des jours paisibles, couvé — de loin — par une municipalité libérale qu'anime M. Bernard Bosson (CDS), secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes.

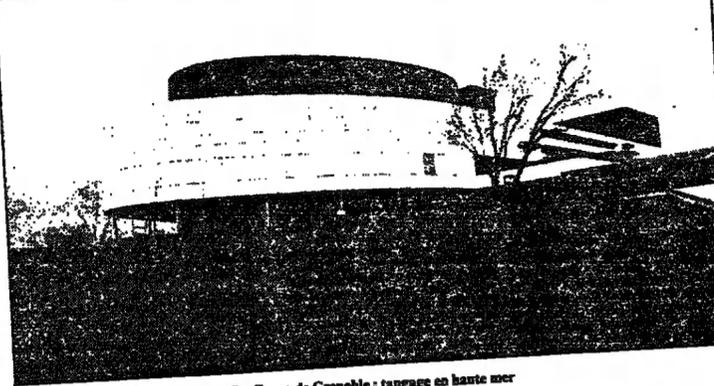
Le prix à payer

L'apaisement sera-t-il trouvé à Chambéry, Grenoble et Firminy ? On peut se demander si les maires de ces villes ne vont pas être tentés de s'approprier plus efficacement ces établissements stratégiques avec l'arme qui a réussi naguère au maire de Saint-Etienne : l'argent. Certes, municipaliser une maison coûte très cher, et la culture y gagne pas toujours. A Saint-Etienne, le prix officiel de cette « liberté » de la ville avoisine les 40 millions de francs, recettes déduites, alors que le budget de la Maison de la culture de Grenoble, par exemple, est de 30 millions.

Certes, l'actuel maire de Saint-Etienne, M. François Dubanchet (UDF) trouve cet argent bien dépensé, même si le rayonnement de sa « maison de la culture et de la communication », lié à des productions lyriques somptueuses, dépasse rarement les frontières stéphanoises. Mais il se dit que l'Etat pourrait faire un effort. En laissant entendre voici quelques semaines qu'il irait jusqu'au clash si le ministre ne mettait pas la main au portefeuille, il a obtenu la promesse d'une dotation exceptionnelle de quelque 2 millions de francs. Un geste symbolique préjudicant peut-être à la mise en chantier de statuts qui rétabliraient la parité de financement Etat/collectivités locales, ce qui a déjà été réalisé à Nantes.

De quoi laisser rêver à la fois les maires encombrés d'ex-maisons de la culture municipalisées qui souffrent d'andémie — à Caen, Thonon-les-Bains, Chalons-sur-Saône — et ceux qui, à Poitiers par exemple, ont envie de s'investir plus activement dans la chose culturelle. Une telle envie ne dérange pas seulement, en effet, les élus de l'actuelle majorité. A gauche, comme à droite, on est tenté par le contrôle des établissements, que ce soit pour encourager la création ou pour désamorcer des « bombes culturelles » potentielles qui, en période électorale, font passer des nuits blanches à quelques élus.

BERNADETTE BOST.



Le Cargo de Grenoble : tangage en haute mer

collaborateurs du maire, aujourd'hui désavoués. Il est certain, en tout cas, que l'équipe montée à l'assaut du projet de SARL, les partisans ont décidé de prendre le temps de la réflexion.

Pour M. René Gachet, qui participe à la gestation, « tous les statuts, passes d'armes et l'abandon d'un projet de SARL, les partisans ont décidé de prendre le temps de la réflexion... ». Un homme ? Chambéry en cherche un, justement. L'actuel directeur, M. Jean Caune, vient de dire sa surprise d'apprendre qu'un appel à candidature pour son poste était lancé par le ministre après le SYNDEAC et de l'Union des maisons de la culture. La présidence de l'association, à qui incombe normalement cette recherche, ne se plaint pas pour sa part d'un collaborateur dont elle souligne les qualités de gestionnaire : « Notre budget, du moins, est équilibré... ».

Cohabitation difficile

Comme pour aggraver le problème grenoblois, une incompatibilité s'est affirmée entre le Cargo baloté et un CDNA qui ne cesse de changer de directeur : ni le créateur Bruno Botglin ni le gestionnaire Joël Chosson n'ont eu l'heur de plaire au maire qui, pour l'instant, patronne activement les candidatures de deux enfants du pays, Chantal Morel et Ariel Garcia-Valdes. Victime (pas tout à fait innocente ?) de ces remous, le directeur adjoint du Cargo, M. Jacques Cousinet, a été licencié le 2 décembre pour avoir fait acte de candidature à la direction du centre dramatique en laissant entendre abusivement, semblait-il, que Jean-Claude Gallotta approuvait sa démarche. Pour les observateurs, ni le CDNA ni la maison de la culture ne sortaient grandis de cette mauvaise passe et la cohabitation des deux institutions risquait d'être de plus en plus difficile.

EXPOSITION

Au Centre Pompidou L'IRCAM mis à nu

L'exposition consacrée à « l'espace IRCAM », qu'accueille le Centre Georges-Pompidou est d'abord l'occasion de découvrir laquette de la nouvelle tour de l'IRCAM (1), conçue par Renzo Piano. Elle va se dresser à côté de l'entrée actuelle et semble en parfaite harmonie avec l'environnement à la fois historique et moderne du quartier. Dans cette tour-périscope de 22 mètres de haut seront logés les services administratifs qui rendront ainsi les espaces libérés dans le « sous-marin » aux scientifiques et aux musiciens.

Mais cette première exposition, dix ans après l'inauguration de l'IRCAM, permettra aussi au public de se familiariser avec le monde des mystérieux des laboratoires de la recherche musicale qui ne sont accessibles qu'aux spécialistes. Des tables exposent les finalités de l'institution et les procédures originales de sa démarche. On y verra en particulier la fameuse machine 4 X rendue célèbre par Repens de Pierre Boulez, des instruments nouveaux, des partitions et des photos, des programmes vidéo sur les nouvelles œuvres créées à l'IRCAM, etc. Une rétrospective largement ouverte sur l'avenir.

J.L. Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 18 janvier. (1) Institut de recherches contemporaines acoustiques et musicales.

TIMBRES ET COLLECTIONS

Pour découvrir et tout savoir sur la philatélie

- Connaître toutes les formes de timbres et d'oblitérations : série courante, commémoratifs, roulettes, carnets, blocs-feuillets perforés...
- Que collectionner : les timbres classiques, modernes, thématiques, neufs, oblitérés, dentelés ou non, les marques postales.
- Comment commencer une collection ? Avec quel matériel, selon quelle méthode ?
- Acheter, vendre, échanger : les clubs, les négociants, les ventes.
- Le coin de l'expert : les variétés, les faux.
- L'histoire de la Poste jusqu'aux P et T modernes.
- Un glossaire des termes philatéliques.



Préface de SAS le Prince Rainier III de Monaco. Une collection Le Monde des philatélistes - Hachette Jeunesse.

UN OUVRAGE CONÇU ET RÉALISÉ PAR L'ÉQUIPE DU MONDE DES PHILATÉLISTES. UN VOLUME INDISPENSABLE AUX COLLECTIONNEURS CHEVRONNÉS, COMME AUX DÉBUTANTS.

VOLUME CARTONNÉ, 22,5 x 29 CM, 96 PAGES ENTièrement EN COULEURS, 110 F.

TIMBRES ET COLLECTIONS

NOM PRÉNOM

ADRESSE VILLE

CODE POSTAL TOTAL

Nombre d'emplacements x 120 F (Frais d'expédition inclus)

Bulletin à retourner au Journal Le Monde, service de la vente au numéro, 5, rue des Saussaies, 75008 PARIS Cedex 08.

danse THÉÂTRE DE LA VILLE PARIS

20h45
Sam. 26. Lun. 28. Mar. 29
14h30. Dim. 27.

MAGUY MARIN

LYON OPERA BALLET ET COMPAGNIE MAGUY MARIN CREATIONS

... des petits bourgeois

LES SEPT PÊCHES CAPITAUX BRECHT WEILL

2, PLACE DU CHATELET
LOC. 42.74.22.77

théâtre d'ivy COMPAGNIE CATHERINE D'ASTÈ

JUSQU'AU 30 DÉCEMBRE

l'éclipse de la BAILE

D'ARNALDO CALVEYRA production FLORENCE DELAY

mise en scène CATHERINE D'ASTÈ

146.72.37.43 46.70.31.55

Un très beau spectacle pour Noël pour les grands et les petits.

سكزا من الاصل

Culture

CINÉMA

« La Conférence de Wannsee » de Heinz Schirk

La « banalité » des assassins

A partir de documents authentiques, Heinz Schirk a reconstitué la conférence de Wannsee, où les chefs nazis mirent au point les modalités techniques de l'extermination des juifs. Un événement dont l'historien Henry Roussou montre la signification.

Le 20 janvier 1942, dans le plus grand secret, quatorze fonctionnaires du Reich se réunirent à l'initiative de Reinhard Heydrich dans une banlieue berlinoise, au 56-58 Grossen Wannensee, Ordre du jour fixé par le chef des services de sécurité de la SS : les modalités techniques de la « solution finale ».

L'extermination avait certes déjà commencé en Pologne et dans les territoires soviétiques envahis par les Allemands depuis juin 1941. Mais son extension à l'ensemble des onze millions de juifs européens, notamment occidentaux, posait de nouveaux problèmes que la SS ne pouvait résoudre seule. L'enjeu de cette conférence était donc avant tout de lever les réticences de certaines administrations, de les convaincre que la lutte contre les juifs était une priorité au même titre que la conduite de la guerre, et de les inviter à une participation active tout en leur faisant accepter, en la matière, la prééminence absolue de la SS.

D'une importance historique relative, cette conférence est restée célèbre parce qu'un procès verbal, rédigé par Adolf Eichmann et connu sous le nom de « Protocole de Wannsee », fut retrouvé, fait assez rare, dans les archives du ministère des affaires étrangères.

C'est essentiellement à partir de ce document, ainsi qu'avec le témoignage donné par Eichmann lors de son procès à Jérusalem, en 1961, que le réalisateur Heinz Schirk et le scénariste Paul Mommert ont pu reconstituer avec minutie le déroulement de la réunion, filmée en temps réel, sans aucune image annexée. Le pari historique est à ce titre incontestablement réussi.

D'abord, les principaux personnages ont un parfum de vérité. Heydrich apparaît comme un habile tacticien, jouant tour à tour de la persuasion et de l'autorité. Eichmann est conforme à l'image du fonctionnaire timide et discret, dont le rôle essentiel n'est révélé que peu à peu. Herbert Lange, commandant du camp de Chełmno, où ont déjà commencé les exterminations au moyen des camions à gaz, est un des rares à faire figure de brute avinée. Mais on comprend vite qu'il parle, au contraire, des autres, en « homme du terrain », ce qui explique ses débordements.

Le film montre bien ensuite que la conférence de Wannsee ne fut pas un tournant décisif, mais une simple étape. La SS ne fait qu'informer les participants de la décision prise de concentrer les juifs promis à l'extermination, non pas dans les territoires soviétiques occupés, mais dans le gouvernement général de Pologne. Les protestations vigoureuses du représentant des territoires de l'Est illustrent, au passage, à quel point la « solution finale » a été un enjeu de pouvoir au sein du système nazi. De même, le principal objet en discussion porte sur la volonté de la SS d'inclure dans le programme en cours les « demi-juifs » issus de mariages mixtes avec des « aryens ». Ce qui provoque, cette fois, une violente réaction du représentant du ministère de l'Intérieur, inquiet des troubles que cette mesure risque de provoquer dans l'opinion.

Enfin, les dialogues mettent en relief le langage codé utilisé par les nazis. A aucun moment, il n'est question des techniques de mise à mort, qui ne sont pas du ressort de la conférence. Heydrich ne parle que de la « mise au travail » des juifs valides, les autres subissant un « traitement spécial ». Mais le message est clair pour tout le monde : si la Pologne est choisie comme lieu de concentration, c'est parce que, entre autres, la majorité des deux millions de juifs qui s'y trouvent déjà est inapte au travail et constituée, de ce fait, une part importante du programme d'extermination.

En somme, le réel mérite de ce film est de s'en tenir à son objet strict. Inutile de le comparer ainsi

aux autres tentatives de mettre en image l'innommable. Il n'a ni l'émotion de *Nuit et brouillard*, ni les moyens péroratoires d'*Holocauste*, encore moins l'ambition mémorielle de *Shoah*. Pour tout dire, le langage filmique n'apporte ici rien de spécifique et n'est qu'un simple support de la réalité reconstituée. Reste le projet implicite : donner à voir la « banalité » des assassins surpris dans les préparatifs du meurtre. Mais qui peut encore imaginer aujourd'hui les Eichmann et consorts sous les traits de sadiques paranoïaques ? La « solution finale » a nécessité des chefs de gare plus que des hommes de main, des organisateurs plus que des tueurs.

Au fond, l'intérêt de ce film est peut-être ailleurs. Depuis quelque temps, parmi les historiens, une polémique fait rage entre ceux qui voient dans la « solution finale » l'application systématique d'une décision prise par Hitler et conclue à son terme (les « intentionnalistes ») et ceux qui mettent l'accent sur son caractère improvisé, effet d'un processus qui résulte à la fois de l'évolution de la guerre et des rivalités au sein de l'Etat nazi (les « fonctionnalistes »). Or, pour les initiés ou ceux qui ont pris la peine de relire leurs manuels avant d'aller voir le film, la conférence de Wannsee offre un bon point d'observation.

Elle montre que la contradiction entre ces deux approches n'est peut-être qu'apparente. S'il est clair que l'intention idéologique est bien présente et visible, au moins chez Heydrich et les membres de la SS, il n'en est pas moins significatif de voir comment, dans ses modalités d'application, dans son processus, la politique d'extermination a effectivement été tributaire du contexte spécifique de la guerre et de la situation du front de l'Est à l'hiver 1941.

Pour un plus large public, le film permet de saisir les dimensions complexes d'un événement historique en offrant une sorte d'instantané de l'honneur, vierge de toute émotion. Il s'inscrit ainsi dans un courant qui cherche non plus à édifier, mais tout simplement à comprendre.

HENRY ROUSSOU.

MUSIQUES

« Le Cas Verdi » de Jean-François Labie

Le petit monde de Don Giuseppe

« Vingt fois meurtrier, vingt fois assassiné, le musicien assume tous les rôles de ses drames ». Un livre captivant révèle le monde intérieur de Verdi, qui a nourri son imaginaire théâtral.

Quand Jean-François Labie, après trente années consacrées à Haendel (1), décida en 1981 de s'attacher à Verdi, la voie semblait toute tracée pour « le grand livre que le lecteur français était en droit d'attendre. Tout en effet apparaissait si évident : le portrait de Verdi se dessinait en traits précis, les noirs et les blancs bien contrastés, pas de zone d'ombre mais un plein soleil éclairant d'une lumière impitoyable une existence noble et héroïque, frappée par le malheur, exaltée dans la ferveur patriotique, exprimée dans des opéras aux lignes simples, à la musique brutale et efficace ».

Une image d'Épinal, qui lui a vite paru fade et rendant bien mal compte d'un personnage et d'une œuvre dont il découvrait peu à peu les opacités et les profondeurs en grande partie ignorées. Laisant à d'autres le soin de paraphraser l'ouvrage classique de Gatti (2) ou de traduire Abbati (3), Labie a fait volte-face, en s'installant en quelque sorte au cœur du personnage pour comprendre son caractère, son œuvre et tout ce qui dans sa vie émane de lui-même, voire de son inconscient.

Au lieu de suivre un déroulement linéaire, le livre décrit des cercles concentriques autour de Verdi, aussi larges que la description politique de l'Italie et ses propres attitudes vis-à-vis d'elle, ou aussi resserrés que les secrets de son enfance, dans une approche que l'on dirait « symphonique » : chaque chapitre venant apporter de nouvelles allusions, de nouvelles couches de significations aux thèmes essentiels.

Non sans audace, mais armé, semble-t-il, d'une juste intuition,

assommée de quelques notions psychanalytiques, Jean-François Labie dévoile ainsi peu à peu les liens très forts et violents de Verdi avec sa maison natale des Roncole, le père qu'il exèbre, la sœur débile mentale, etc., toute la tragédie intérieure, inconsciente, à la racine de son génie, qui a nourri ses drames hautes par « les héros noirs de la puissance paternelle » et d'obscures malédictions.

Il révèle de même les rapports d'amour et de haine qu'il entretient avec Busseto, la petite ville qui arrache Verdi à son milieu familial, lui ouvre les portes d'un avenir inespéré pour « le fils du cabaretier », lui donne sa première femme, morte prématurément.

Et la musique y est constamment présente, tant elle s'est nourrie de l'existence de Verdi : « Le traitre et la jeune héroïne, le bourgeois et sa chaire du compositeur. (...) Le visage grave du musicien, son écriture tourmentée, certains de ses emportements, les cris qui traversent ses opéras sont des témoignages qui ne peuvent mentir. (...) Cet homme, qui semble froid, mais dans sa redigote noire, le visage inamovible derrière cette barbe qui lui sert de masque, aura été dévoré de tant de passions (dans ses opéras) qu'il peut regarder sans émotion ce qui lui arrive dans la vie de tous les jours ».

En explorant si profondément le monde intérieur de Verdi, Jean-François Labie projette de grandes lueurs sur cette musique et le mystère de sa création. Et son livre, si clair, si riche d'intuition, est écrit avec tant de spontanéité, de tendresse et d'humour qu'il nous rapproche sans cesse de Verdi et nous le fait aimer davantage, comme si nous partagions sa vie.

Au-delà du « petit monde de Don Giuseppe » (4), qui tient dans un mouchoir de poche (quelque 10 kilomètres à peine entre les Roncole et Sant'Agata, en passant par Busseto), mais embrasse tout le microcosme de Verdi, le portrait s'enrichit sans cesse par l'analyse des rapports du compositeur avec la politique, les femmes, la religion, aussi bien que de son attitude vis-à-vis des problèmes propres du théâtre, le mélodrame, les livres, le public, l'esthétique, etc.

Et la musique y est constamment présente, tant elle s'est nourrie de l'existence de Verdi : « Le traitre et la jeune héroïne, le bourgeois et sa chaire du compositeur. (...) Le visage grave du musicien, son écriture tourmentée, certains de ses emportements, les cris qui traversent ses opéras sont des témoignages qui ne peuvent mentir. (...) Cet homme, qui semble froid, mais dans sa redigote noire, le visage inamovible derrière cette barbe qui lui sert de masque, aura été dévoré de tant de passions (dans ses opéras) qu'il peut regarder sans émotion ce qui lui arrive dans la vie de tous les jours ».

En explorant si profondément le monde intérieur de Verdi, Jean-François Labie projette de grandes lueurs sur cette musique et le mystère de sa création. Et son livre, si clair, si riche d'intuition, est écrit avec tant de spontanéité, de tendresse et d'humour qu'il nous rapproche sans cesse de Verdi et nous le fait aimer davantage, comme si nous partagions sa vie.

JACQUES LONCHAMPT.
* Le Cas Verdi, de Jean-François Labie, éd. Robert Laffont, 450 p., 120 F.

- (1) Ed. Robert Laffont (1980), 264 p.
- (2) Carlo Gatti, Verdi (1931-1951), traduit de l'italien par Pierre Barbard, éd. Gallimard (1961), 608 p.
- (3) Franco Abbati, Verdi, éd. Rizzoli (1959), 4 volumes.
- (4) L'auteur du Petit monde de Don Camillo, Giovanni Guareschi, tenait un restaurant aux Roncole, à vingt mètres de la maison natale de Verdi.

PHOTO

« Mises au point »

Les Cahiers de la photographie, dirigés par Gilles Mora, lancent une nouvelle collection dont le but est d'offrir, sous une forme monographique, un espace visuel et critique à des photographes encore peu connus et dont l'œuvre s'affirme.

Saisie poétique du monde mais aussi exercice de jugement, c'est à la pratique d'Arnaud Class, tout entière marquée par l'évidence du premier numéro, qu'est consacré le premier numéro. Des structures urbaines de « Contretemps », à la double période des paysages « Miniatures » et « Minutes », et jusqu'aux vues récentes où il figure en personne, Arnaud Class a à pas cessé d'explorer sa relation « tout à tour perdue et retrouvée entre l'image et la sensation », comme le décèle Jean Arrouye dans une excellente analyse. Gravitant depuis ses débuts dans la sphère de l'intime, au point que vibrent des échos de plus en plus privés de sa vie, la prise de vue lui sert, par allusion ou métaphore, à suggérer le sens secret de ce qui paraît ordinaire.

Complétée par des notes de travail et un entretien, comportant une bibliographie complète et trente-deux reproductions, cette première « mise au point » comble un créneau éditorial longtemps resté vide. La suivante sera dédiée à Pierre de Fenoyl.

PATRICK ROEGERS.

* Mises au point, d'Arnaud Class, Les Cahiers de la photographie, n° 20, textes de Jean Arrouye, Bernard Lamarche-Vadel, Arnaud Class et Gilles Mora, 80 p., trente-deux photographies, 95 F. Editions Contrejour, 32, rue Saint-Marc, Paris-2^e.

* A lire aussi : Pour la photographie, de la fiction, éd. Germs, colloque de Venise/université Paris-VIII, 372 p., 185 F.

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Les pages d'or de l'édition publicitaire à la Bibliothèque Forney

Le goût des jours

La publicité témoigne de ce qui plaît sans qu'on le sache encore. Les goûts changent avec les époques. La Bibliothèque Forney expose une rétrospective des années 1910-1950.

« Si j'ai choisi le diamant, c'est parce qu'il représente, avec sa densité, la valeur la plus grande sous le plus petit volume. Et je me suis servi de moi-même de ce qui brille pour tenter de concilier par la parure l'élégance et la mode ».

C'est ainsi qu'en 1932 Coco Chanel préférait une plaquette de bijoux dessinée par Paul Iribe. Véritable âge d'or de l'édition publicitaire, la période 1910-1950 voit fleurir de somptueuses brochures, dont la forme tient autant à l'article présenté qu'à la mise en page et à la qualité des illustrations. De Maudoussin aux fourrures Max, en passant par la bibliographie de luxe de la Samaritaine, les annonceurs font appel aux plus grands dessinateurs de l'Art déco (Barbier, Benito, Iribe, Lepape, Reynaldo Luza, René Vincent), ainsi qu'à des écrivains (McOrlean, Jean Cocteau, Colette, Tristan Bernard...)

Le charme de la réclame

En sélectionnant parmi son fonds de cinq mille catalogues quelque trois cents albums, la Bibliothèque Forney propose une merveilleuse rétrospective qui ne manquera pas de réconcilier bibliophiles et publicitaires. Couvertures imprimées façon Galuchat à fils d'argent (Hermès), marques obsolètes (Cuir de Russie des parfums Bienaimé), déploiements lyriques (« Quand la bise fut venue », par la Grande Maison de blanc), croquis aux traits acérées (ceux de Charles Martin pour *Monsieur le vin*, édité par Nicolas, ceux de SEM pour la Benédiction), constituent dans les vitrines le charme de la réclame.



Un modèle de Jeanne Lanvin (1926).

Lancés à la fin du dix-neuvième siècle par les commerçants de nouveautés pour diffuser leurs articles en province, les catalogues publicitaires entament très vite le dialogue avec les consommateurs en leur prodiguant des conseils, en jouant sur l'illusion, le rêve, pour mieux donner un effet de réalité : là, la transparence d'une tea-gown en crêpe de

Chine ou d'une robe en organdi, est suggérée par un voile de papier sulfurisé coloré à la gouache ; ici, un couteau en argent devient, sous le pinceau de Reynaldo Luza, un véritable bijou. Lanvin intègre entre les illustrations de Guillaume Gillet des poèmes de Louise de Vilmorin. Le premier s'intitule l'Opéra de Podo-

Au fil du temps, les planches reflètent moins des objets que des attitudes. C'est le style de l'époque qui prime (la mode décorative et pâtisseries de l'avant-guerre, le chic un peu alangui des années 30), ou la vision du monde de l'artiste. Le pape, Iribe, interprète, chacun à sa manière, une note orientalisante, mise à la mode de Paris par les Ballets russes, tandis que le second privilège les ambiances de salons à la française. C'est à lui que le couturier s'adresse en 1908 : « Je lui confiais mon intention de réaliser une très jolie édition destinée à l'élite de la société. Des dessins représentant mes robes seraient adressés à titre d'hommage à 3 toutes les grandes dames du monde entier ». L'album sera édité sur papier Hollande à 250 exemplaires.

Volupté

Qu'ils présentent des éventails de paquin, des chaussettes de fillette, de la poudre de riz ou des automobiles, les catalogues publicitaires obéissent tous, dans leur présentation, à la même volupté : les fonds pastel, rehaussés d'or, les papiers gaufrés fantaisie, les cartonnages Art nouveau, ou la raison sociale apparaît sur un entrelacs de fleurs en relief, où les à-plats de couleur et d'encadrement de la page des années 20 illustrent la qualité, le savoir-faire des imprimeurs, tels que Tolmer, Devambez et, surtout, Draeger. C'est peut-être la finesse de leur goût qui met en confiance les célébrités de l'époque : là, on dirait que la pub n'utilise personne mais profite à tous. On ne résiste pas non plus au talent des rédacteurs de l'époque, dont la modernité des slogans nous étonne : « Des couleurs qu'aime l'Iroquois. Rien d'étonnant qu'il n'en reste cot. Voilà le chic ! »

LAURENCE BENAÏM.

* Pages d'or de l'édition publicitaire, Bibliothèque Forney, 1 rue du Figuier, 75 004 Paris, tél. 42-78-14-80. Jusqu'au 19 mars 1988 ; superbe catalogue : 190 F.

Communication

Michel Bassi PDG du « Méridional »

Le conseil d'administration du Méridional (groupe Hachette), réuni le 23 décembre à Marseille, a procédé à la nomination de M. Michel Bassi au poste de président-directeur général, en remplacement de M. Roland Singer, démissionnaire avec deux autres membres du conseil, MM. Michel Courtois et John Duprez. Deux nouveaux membres ont également été désignés par cooptation : MM. Laurent Perrière et Edmond Lecourt, ce dernier étant nommé vice-président.

[Né le 9 juillet 1935, M. Michel Bassi a commencé sa carrière en 1966 au Figaro dont il fut rédacteur en chef adjoint de 1971 à 1974 avant de collaborer successivement à l'Agence centrale de presse et à RTL. Nommé en 1976 conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République, adjoint de M. Jean-Philippe Lœut, il occupa ensuite le poste de directeur général de RMC jusqu'en juillet 1981 avant de revenir au Figaro et d'être nommé jusqu'au printemps dernier directeur de « France-Soir magazine ». Fondateur de la lettre confidentielle Mardi matin, il était, depuis le mois d'octobre, directeur de la rédaction du Méridional - La France.]

« Le Choix du mois », nouveau journal d'extrême droite. — La première édition d'un nouveau mensuel d'extrême droite, le Choix du mois, vient de paraître. Ce premier numéro a été tiré à 100 000 exemplaires. Vendu 30 francs pour 84 pages, son seul d'équilibre est de 35 000 exemplaires vendus. Le Choix a été créé par d'anciens journalistes de l'hébdomadaire Minute.

« Répartition du produit de la redonne pour 1988. — Après l'adoption définitive du projet de loi de finances pour 1988, le montant du produit de la redonne a été fixé à 6 343,2 milliards de francs l'an prochain. FR3 puis Radio-France en percevront le plus, avec respectivement 2 304,8 et 1 780,1 millions de francs. Viendront ensuite Antenne 2 (829 millions), RFO (626,5), RFI (385,1) et le SEPT (311,6). Enfin, l'INA bénéficiera de 110,6 millions de francs et TDF de 25,5.

صوت من الاعمال

théâtre

de: Nos deux jours de mercredi... à: Horaires irréguliers...

Les salles à Paris

ANTOINE - SIMONE-VERIEU (42-06-77-71). La Trappe: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE (42-06-16-16). Crises du cœur: 21 h, dim. 15 h.

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE (42-06-16-16). Crises du cœur: 21 h, dim. 15 h.

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE (42-06-16-16). Crises du cœur: 21 h, dim. 15 h.

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE (42-06-16-16). Crises du cœur: 21 h, dim. 15 h.

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE (42-06-16-16). Crises du cœur: 21 h, dim. 15 h.

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE (42-06-16-16). Crises du cœur: 21 h, dim. 15 h.

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE (42-06-16-16). Crises du cœur: 21 h, dim. 15 h.

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE (42-06-16-16). Crises du cœur: 21 h, dim. 15 h.

Samedi 26 - Dimanche 27 décembre

overseur d'Antenne 2, dir. J. Bardella...

Chansons du XVI^e siècle. Mise en scène...

cinéma

LA CINÉMATHEQUE PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-24) SÂMEK

LA BAMBÀ (A. v.a.): UGC Emittance, 8...

ESHTAR (A. v.a.): Forum Arc-en-Ciel...

LES YEUX (Fr.): Gaumont Colisée, 8...

LES MAÎTRES DE L'UNIVERS (A. v.f.): Rex, 2...

LES FILMS NOUVEAUX NICFOOT ET LES HENDERSON. Film américain de William Des...

LES INNOCENTS. Film français de André Téchiné...

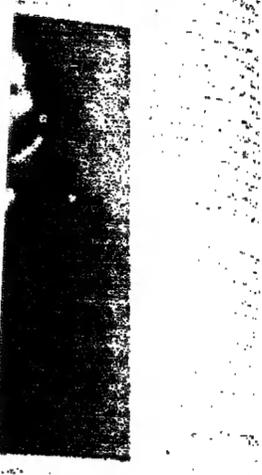
LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It. v.o.): Forum Horizon, 18...

LES EXCLUSIVITÉS LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All. v.o.): Les Halles, 18...

LE GRAND EMBOÛTEILLAGE (Fr. v.a.): Accorion (ex Studio Cujas), 5...

ALBERVILLEIERS GROUPE TSE Du 24 novembre au 3 janvier MAISON DE POUPEE Henrik Ibsen

Don Giuseppe



مكتبة الأهل

Justice

... de la chambre d'...
... d'un comité de sou...
... rcheur Gianfranco Pan...

Chez IKEA, on risque fort de prendre quelques kilos pendant les fêtes.



BOCK
Table de travail.
Structure en pin massif et aggloméré plaqué pin. Plateau revêtu plastique. L 110, P 65. Hauteur variable, 56-75 cm.



PUZZEL
Assise en hêtre massif laqué. Pieds en tube d'acier laqué époxy.



GÖTEBORG Canapé 3 places en cuir rouge. Structure en bois massif / panneaux de fibres/aggloméré. Assise ondulée.



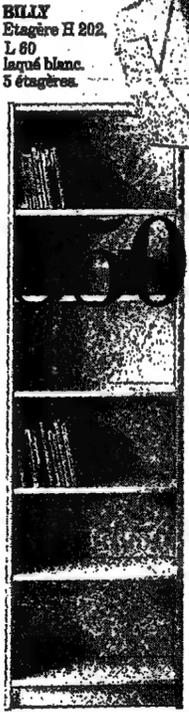
NILOS
Chaise jaune et gris. Siège en multiples hêtres ou bouleau. Structure en tube d'acier laqué époxy.



TIMO 78/4 Commode 4 tiroirs en pin massif. Fond en panneau de fibres. H 78, L 70, P 38.



LYNGBY Canapé convertible. Coussins déhoussables. Revêtement tissu Nyaby écru. Couchage 147 x 204.



BILLY Étagère H 202. L 80 laqué blanc. 5 étagères.



RODER Porte-manteaux en hêtre massif teinté brun noyer ou laqué blanc.



KOTTER Fauteuil en hêtre massif. Toile d'assise 100% viscose. Dossier inclinable.

FILIP Étagère en pin massif non trépanée. Jeu de 5 étagères non-amovibles. H 165, L 75, P 25.

C'est vrai que chez IKEA on est bien enveloppé. De la plus petite chose à la plus grande, vous avez droit à un joli carton, bien épais, bien solide pour que le plaisir soit aussi intact chez vous que dans le magasin. Ça donne envie, non...
C'est vrai aussi que chez IKEA les prix sont tellement gentils qu'on en a vite plein les bras et qu'on en reprendrait bien un peu. Ça donne envie ça aussi, non...
C'est vrai encore que chez IKEA on a un choix mais un choix on ne vous dit que 12 000 articles à dévorer des yeux, sûr que vous n'allez pas rester sur votre faim. Et tous plus beaux les uns que les autres, en plus. Ça en fait des cadeaux qui donnent envie, non...

C'est vrai enfin que chez IKEA il y a un restaurant. On avoue. Un restaurant avec de délicieuses spécialités suédoises en entrées, en plats, en desserts. Avec un petit verre d'aquavit, ça vous remet en forme pour refaire trois fois la tour du magasin. Ah, on sait, ça donne envie...
Mais vous en privez pas. Vous risquez d'y prendre quelques grammes. Mais qu'est-ce que c'est que quelques grammes à côté des tables, des canapés, des bibliothèques, des lampes, de tables, de Dieu sait quoi que vous allez ramener chez vous. Histoire de passer vos envies, non ?

Prix valables jusqu'au dimanche inclus, dans la limite des stocks disponibles.



Ils sont fous ces Suédois

MINITEL 36 15 1100
IKEA PARIS NORD II : ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE ZI PARIS NORD II TEL. (1) 48.62.20.25 - LUN A VEN. : 11-20 H - (NOCTURNE LE MER. JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM. : 10-20 H
IKEA EVRY LISSES : ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVRY LISSES MENNECY TEL. (1) 64.97.71.20 - LUN A VEN. : 11-20 H - (NOCTURNE LE MER. JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM. : 10-20 H
IKEA LYON : ZAC DU CHAMP DU PONT - 69800 ST-PIERRE TEL. 78.26.49.49 - IKEA VITROLLES : EN 113 QUARTIER DU GRIFFON - VITROLLES TEL. 42.89.96.16

omobile

ciel de l'ombre

net du monde

صكرا من الاحل

Le Monde REGIONS

UNE EXPERIENCE DE « CONTRAT RESSOURCE »



Belfort accompagne ses pauvres

« On est incapable, au niveau national, de cerner la problématique de la grande pauvreté. Ce que nous avons fait en Belfort, c'est une expérience de contrat ressource... »

Concrètement, le système est placé sous la responsabilité des assistants sociaux. Ce sont eux qui recrutent les personnes en difficulté, étudient leurs dossiers...

Un effort partagé

Dénotant un « contrat ressource personnalisé d'autonomie », le revenu d'insertion consiste dans le versement chaque mois d'une allocation différentielle assurant un revenu mensuel minimum de 2 000 F pour une personne âgée de plus de vingt-cinq ans.

Le contrat conclu est en quelque sorte un contrat d'effort partagé. La collectivité apporte l'argent, le bénéficiaire s'engage à quelque chose : rechercher un emploi ou une formation...

Les élus se montrent hostiles à la création d'un système de pure assistance. L'idée fut alors lancée d'aider les personnes en difficulté à trouver un emploi...

Jusqu'à présent, 270 ménages, soit environ 1 200 personnes, ont bénéficié d'un contrat ressource. Après une progression de charge rapide à la fin de 1986, la progression du nombre de contrats a été plus modérée...

Pour autant, le contrat ressource n'est pas une panacée. « Le minimum social ne résout pas les problèmes des gens en difficulté », estime Jacques Proust, directeur de cabinet de Christian Proust...

Le conseil général de Belfort a un taux de pourcentage de bénéficiaires de 5,1 %, ce qui est supérieur à la moyenne nationale de 3,5 %.

Le conseil général a pris un risque important en créant le contrat ressource. Aucune limite budgétaire n'a été fixée.

« Ce n'est pas une expérience à copier », affirme le président du conseil général.

PATRICE MALINA.

AUVERGNE

Une nouvelle Limagne

Une association vient de voir le jour en Auvergne. Nommée Limagne industrielle, elle regroupe les chambres de commerce et les collectivités locales d'un quadrilatère dont les points sont Clermont-Ferrand, Issoire, Riom et Thiers...

« L'économie auvergnaise a besoin, pour prospérer, de rechercher des investisseurs dans le monde des affaires européennes et internationales... »

LES MAIRES

à Clermont-Ferrand

« Le dialogue ville-entreprises », tel est le thème de la deuxième convention de l'association des maires de grandes villes de France qui se réunit les 20 et 21 janvier prochain à Clermont-Ferrand.

ILE-DE-FRANCE

Changements à l'EPAD

Le conseil d'administration de l'EPAD (Etablissement public pour l'aménagement de la Défense) a désigné son nouveau président en la personne de Charles Caille...

Le poste de directeur général de l'EPAD devrait revenir à Gérard de Senneville, administrateur civil hors classe, jusqu'ici directeur d'Urbis 2000.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

La préhistoire à Tautavel

Installé depuis l'été à Tautavel, dans les Pyrénées-Orientales, le Musée du site qui abrite le plus ancien Européen (l'homme de Tautavel vieux de 450 000 ans) a déjà reçu le visiteur le plus nombreux...

Il offrira aux chercheurs du monde entier qui y séjourneront des salles de travail leur permettant d'étudier la quarantaine de tonnes de fossiles, ossements ou objets taillés, déjà récoltés à ce jour.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Michel Curie, Francis Dupuy, Jean-René Lore, Jean-Claude Marra, François Rollin, Libert Tarrago.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Alcoophones-charité

L'alcoolisme demeure la troisième cause de mortalité en France, après les affections cardiovasculaires et le cancer. Il favorise de plus la survenue et le développement de certaines catégories de maladies.

MIDI-PYRÉNÉES

Cultiver les ceps ?

Ve-t-on cultiver les ceps comme des laitues ? Charles Garreau, médecin-ingénieur, oenologue et viticulteur, est dans le Cers l'hôte du Parc de Gracq, la version aragonaise du pinon.

Dans les sous-bois de son domaine à la Bastide d'Arzacq, près de Barbazan-Thermes, il a installé, en collaboration avec l'INRA (Institut national de la recherche agronomique), une station expérimentale.

PICARDIE

La sécurité en B.D.

Le conseil général de la Somme que préside M. Max Lejeune (UDF-FSD), sénateur, maire d'Abbeville, manifeste régulièrement son intérêt pour l'amélioration de la sécurité routière.

PROVENCE-ALPES COTE-D'AZUR

Les parcs marins de la COMEX

Pour se prémunir contre d'éventuelles fluctuations du marché de l'offshore, la société marseillaise COMEX a décidé de diversifier son activité.

BEAUCOUP DE FAIBLESSES, QUELQUES ATOUTS

Le Limousin fait son diagnostic

MAGNER un diagnostic à la fois précis et optimiste : c'est avec cette perspective que le conseil régional du Limousin entreprend une démarche inédite en matière de régionalisation.

UNE UNIVERSITÉ DYNAMIQUE

Face à cette situation, le pré-rapport Bobe, fidèle à l'esprit volontariste qui inspire cette opération « Limousin 2007 », s'emploie à déceler les éléments positifs et à définir des urgences.

PROVENCE-ALPES COTE-D'AZUR

Alcoophones-charité

L'alcoolisme demeure la troisième cause de mortalité en France, après les affections cardiovasculaires et le cancer. Il favorise de plus la survenue et le développement de certaines catégories de maladies.

MIDI-PYRÉNÉES

Cultiver les ceps ?

Ve-t-on cultiver les ceps comme des laitues ? Charles Garreau, médecin-ingénieur, oenologue et viticulteur, est dans le Cers l'hôte du Parc de Gracq, la version aragonaise du pinon.

Dans les sous-bois de son domaine à la Bastide d'Arzacq, près de Barbazan-Thermes, il a installé, en collaboration avec l'INRA (Institut national de la recherche agronomique), une station expérimentale.

PICARDIE

La sécurité en B.D.

Le conseil général de la Somme que préside M. Max Lejeune (UDF-FSD), sénateur, maire d'Abbeville, manifeste régulièrement son intérêt pour l'amélioration de la sécurité routière.

PROVENCE-ALPES COTE-D'AZUR

Les parcs marins de la COMEX

Pour se prémunir contre d'éventuelles fluctuations du marché de l'offshore, la société marseillaise COMEX a décidé de diversifier son activité.

BEAUCOUP DE FAIBLESSES, QUELQUES ATOUTS

Le Limousin fait son diagnostic

MAGNER un diagnostic à la fois précis et optimiste : c'est avec cette perspective que le conseil régional du Limousin entreprend une démarche inédite en matière de régionalisation.

UNE UNIVERSITÉ DYNAMIQUE

Face à cette situation, le pré-rapport Bobe, fidèle à l'esprit volontariste qui inspire cette opération « Limousin 2007 », s'emploie à déceler les éléments positifs et à définir des urgences.

PROVENCE-ALPES COTE-D'AZUR

Alcoophones-charité

L'alcoolisme demeure la troisième cause de mortalité en France, après les affections cardiovasculaires et le cancer. Il favorise de plus la survenue et le développement de certaines catégories de maladies.

MIDI-PYRÉNÉES

Cultiver les ceps ?

Ve-t-on cultiver les ceps comme des laitues ? Charles Garreau, médecin-ingénieur, oenologue et viticulteur, est dans le Cers l'hôte du Parc de Gracq, la version aragonaise du pinon.

Dans les sous-bois de son domaine à la Bastide d'Arzacq, près de Barbazan-Thermes, il a installé, en collaboration avec l'INRA (Institut national de la recherche agronomique), une station expérimentale.

PICARDIE

La sécurité en B.D.

Le conseil général de la Somme que préside M. Max Lejeune (UDF-FSD), sénateur, maire d'Abbeville, manifeste régulièrement son intérêt pour l'amélioration de la sécurité routière.

PROVENCE-ALPES COTE-D'AZUR

Les parcs marins de la COMEX

Pour se prémunir contre d'éventuelles fluctuations du marché de l'offshore, la société marseillaise COMEX a décidé de diversifier son activité.

BEAUCOUP DE FAIBLESSES, QUELQUES ATOUTS

Le Limousin fait son diagnostic

MAGNER un diagnostic à la fois précis et optimiste : c'est avec cette perspective que le conseil régional du Limousin entreprend une démarche inédite en matière de régionalisation.

UNE UNIVERSITÉ DYNAMIQUE

Face à cette situation, le pré-rapport Bobe, fidèle à l'esprit volontariste qui inspire cette opération « Limousin 2007 », s'emploie à déceler les éléments positifs et à définir des urgences.

GEORGES CHATAIN.

صحة من العمل

Economie

La baisse du dollar à Tokyo favorise la croissance interne au Japon

Si la baisse du dollar à Tokyo, tombé en fin de semaine à son plus bas niveau historique (125 yens), continue à inquiéter, en apparence, les exportateurs nippons et déprime très fortement la Bourse japonaise, elle a, en revanche, des effets bénéfiques sur la croissance interne du pays. En haut lieu, on le reconnaît.

Ainsi, M. Tsutomu Tanaka, directeur général adjoint du bureau de coordination de l'Agence de planification économique (EPA), déclare que son gouvernement chiffrerait, certes, à un point de vue du produit national brut (PNB) l'effet négatif de la chute du dollar sur les exportations, mais que la demande intérieure augmenterait à hauteur de 4,7 points de ce même PNB. La hausse du yen a donc gonflé la croissance interne en diminuant fortement le

coût des importations, surtout sur les produits de base et sur les matières premières, effet « vertueux » de la réévaluation de la monnaie nationale. Le PNB a augmenté de 2,2 % au troisième trimestre 1987, la plus forte progression depuis trois ans et demi. En novembre, l'indice de la production industrielle japonaise s'inscrit en hausse de 10,7 % par rapport à novembre 1986 : c'est la première fois depuis novembre 1984 que la hausse sur un an dépasse 10 %.

En même temps, le taux d'inflation a été ramené à 0,7 % en glissement sur un an, tandis que l'indice des prix en novembre fléchissait de 0,5 % par rapport au mois précédent et que le taux de chômage restait inchangé à 2,7 %. On s'aperçoit donc, maintenant, que, contrairement

à toutes les prévisions, l'économie japonaise est entrée dans une phase de croissance. M. Tanaka estime que la chute du dollar a, sans doute, contribué à la récession de cette économie il y a un peu plus d'un an, mais elle ne l'a pas provoquée. Le reprise s'est amorcée en novembre 1986 et, à partir de ce moment, la hausse du yen en a accéléré la cadence.

La conséquence logique de cette reprise de l'économie et du gonflement de la demande intérieure est la diminution de l'énorme excédent commercial japonais. En novembre, il est revenu à 6,64 milliards de dollars contre 8,5 milliards en novembre 1986 (- 22,3 %), tandis que l'excédent de la balance des paiements courants (échanges commerciaux plus services) fléchissait de 29 %, passant en un an de 8,4 milliards de

dollars à 5,79 milliards, et enregistrant son septième recul mensuel consécutif. Cette contraction est due essentiellement au gonflement rapide des importations.

A Tokyo, on fait tout de même remarquer que la reprise est encore fragile et qu'un recul supplémentaire du dollar risquerait maintenant de la remettre en cause. Mais, depuis que ce recul s'est amorcé en septembre 1985, au lendemain de l'accord du Plaza, au cours de départ de 245 yens pour un dollar, soit le double du cours actuel, les autorités japonaises se sont tellement de fois lamentées que leurs doléances sont de moins en moins prises au sérieux.

F. R.

Une déréglementation à petits pas pour le système financier japonais

Pendant la crise, les travaux continuent. La tempête qui a secoué les marchés financiers depuis le 19 octobre n'a pas empêché la volonté réformatrice des autorités japonaises. On avance à la japonaise : chaque décision est préparée par une succession de rapports et de recommandations mis au point dans des commissions d'études où l'on ajuste au plus près l'indispensable consensus. Mais on avance.

Le 4 décembre, la commission de recherche sur le système financier, après deux années de travaux, a déposé sur le bureau du ministre des finances Kichirō Miyazawa un document de 190 pages qui suggère un sérieux dépoussiérage des tables de la loi. Pour la première fois, un document officiel s'interroge sur la compartimentation du système financier japonais, qui dresse une muraille entre les activités des maisons de titres et celles des banques, et limite le champ d'activité des différentes catégories de banques (banques de dépôts, de crédit à long terme et fiduciaires, sans compter les banques régionales et mutualistes).

L'obstacle est l'article 65 de la loi sur les marchés des valeurs et des changes (Securities and Exchange Law), traduction en japonais du Glass-Steagall Act américain, séparant strictement le métier de banquier de celui d'agent de change.

Le Japon s'est décidé tardivement à remettre en cause un système financier modèle sous l'occupation américaine. Comme sur nombre de dossiers conflictuels entre les deux pays, l'ironie

de l'histoire veut que les Etats-Unis soient pris eux-mêmes par l'initiative de pousser l'archipel à renoncer à leur propre héritage. L'heure de la déréglementation financière n'a véritablement sonné qu'en 1984 avec la signature de l'accord yen/dollar qui traitait les grandes lignes d'une libération des marchés financiers et d'une internationalisation du yen.

L'expansion dans le monde des institutions financières japonaises et le développement de la présence des banques et maisons de titres étrangères à Tokyo ont joué le rôle d'aiguillon.

A Londres, New-York ou Luxembourg, les banques et les maisons de titres japonaises ont entrepris de pénétrer leurs plates-bandes respectives, jalousement préservées à domicile.

Sous la pression étrangère, le ministre japonais des finances a dû accepter, de son côté, de tourner la législation pour accommoder les demandes des banques « universelles » européennes, qui ont été autorisées moyennant certains aménagements à créer des agences-titres à Tokyo. Les grandes banques commerciales américaines se sont engouffrées dans la brèche et sont en train d'acquiescer au Japon une « universalité » qui leur est toujours (mais pour combien de temps ?) refusée aux Etats-Unis.

Malgré des efforts louables pour préserver l'intégrité du système financier domestique, le ministre des finances a dû accepter l'apparition progressive de « zones grises » de cohabitation entre banques et maisons de

titres, entre banques et maisons de courtage nipponnes, avec la création de nouveaux produits financiers et de nouveaux marchés pour les changes.

La plus récente création du ministère, le papier commercial en yen, autorise les banques comme les maisons de titres à intervenir comme souscripteurs des billets émis par les entreprises qualifiées et à les placer auprès des investisseurs.

L'expansion dans le monde des institutions financières japonaises et le développement de la présence des banques et maisons de titres étrangères à Tokyo ont joué le rôle d'aiguillon.

A Londres, New-York ou Luxembourg, les banques et les maisons de titres japonaises ont entrepris de pénétrer leurs plates-bandes respectives, jalousement préservées à domicile.

Sous la pression étrangère, le ministre japonais des finances a dû accepter, de son côté, de tourner la législation pour accommoder les demandes des banques « universelles » européennes, qui ont été autorisées moyennant certains aménagements à créer des agences-titres à Tokyo. Les grandes banques commerciales américaines se sont engouffrées dans la brèche et sont en train d'acquiescer au Japon une « universalité » qui leur est toujours (mais pour combien de temps ?) refusée aux Etats-Unis.

Malgré des efforts louables pour préserver l'intégrité du système financier domestique, le ministre des finances a dû accepter l'apparition progressive de « zones grises » de cohabitation entre banques et maisons de

Un « mini boom » pour l'industrie électronique

Malgré l'affaiblissement continu du dollar, les fabricants japonais de matériels électroniques sont optimistes. L'année qui s'achève devrait confirmer la reprise attendue avec une croissance de 1,6 % de la production (au lieu d'une baisse de 0,9 % pour 1986) et préfigurer un « mini-boom » pour 1988 (+ 7 %). C'est la puissante Association des industries électroniques du Japon (AIEJ) qui le dit.

Explications du phénomène : la demande intérieure augmente au pays du Soleil levant, ainsi que les investissements en biens d'équipement. La bonne santé de ces deux secteurs fait plus que contrebalancer une chute des exportations de 50 % sur 1985, due au yen fort, la concurrence accrue des nouveaux pays industrialisés d'Asie comme Hongkong, Taiwan, Singapour et la Corée, et le transfert à l'étranger d'une partie de la production par les fabricants japonais.

Par industrie, la production estimée d'équipements électroniques industriels pour 1987 devrait augmenter de 9,5 % et celle de composants de 2 % pour une hausse de 1,6 %, tous secteurs confondus. Cela malgré une baisse de l'électronique de loisirs de 12,4 %.

L'an prochain, les achats de biens d'équipement industriels, dont l'accroissement serait supérieur de 10 % (+ 14 % pour les ordinateurs, la plus forte hausse), devraient servir de locomotive à la reprise. Les fabricants d'électronique prévoient également une progression de la production de composants de 7 % (avec un maximum de 15 % pour les circuits intégrés) et une timide reprise de l'électronique de loisirs, dont la production, après deux ans de marasme, devrait augmenter de 1,3 %. L'électronique de loisirs, qui a fait la réputation internationale du Japon, ne représente que 21,5 % de la production estimée cette année et 20,4 % pour l'an prochain.

Globalement l'AIEJ s'attend à une hausse de 7 % de la production l'an prochain grâce, à l'étranger, à des événements médiatiques comme les Jeux olympiques de Séoul et l'élection présidentielle américaine. Au Japon, la hausse de la consommation intérieure devrait se poursuivre et compenser les effets défavorables de l'appréciation du yen, des frictions commerciales et des implantations à l'étranger, selon la même source. — (A.F.P.)

Surpopulation, endettement, appauvrissement des campagnes

L'économie du Bangladesh aligne une série de tristes records

Les difficultés politiques qui ont amené le président Ershad à imposer l'état d'urgence le mois dernier s'accompagnent, pour le Bangladesh, d'une grave crise économique. Le pays est le plus pauvre de la planète après l'Éthiopie.

NEW-DELHI de notre correspondant en Asie du Sud-Est

M. Sayeeduzzaman, ministre des finances du Bangladesh, a démissionné vendredi 25 décembre « pour raisons personnelles ». En fait, sa démission semble découler de son échec à redresser la situation économique de son pays. Ancien fonctionnaire de la Banque mondiale, M. Sayeeduzzaman se verrait bien retourner dans ce temple dont les grands prêtres sont à la fois sollicités et haïs par les pays en voie de développement positionnée comme tout plus confortable que celle qui consistait pour lui à houer sans cesse les trous d'un pays à la dérive. Le ministre des finances du Bangladesh fut, avec son collègue de l'industrie, M. Moudud Ahmed, l'une des cautions de son pays auprès des organisations financières internationales.

La position de ce ministre — l'un des plus compétents du gouvernement — était délicate. Le président Hussain Mohammad Ershad, qui traverse la crise politique la plus grave depuis son arrivée au pouvoir (l'état d'urgence a été instauré le 27 novembre), ne voulait à aucun prix le laisser partir. D'autant que la situation économique est, si l'on peut dire, dans une phase encore plus critique qu'à l'ordinaire : l'ampleur était sans précédent depuis trente ans (le Monde daté 22-23 novembre), le Bangladesh fait face, depuis le 10 novembre, aux conséquences de graves inondations à répétition. Selon les autorités, chaque journée de grève équivaut à une perte de 50 millions de dollars et la « facture » dépasserait aujourd'hui 1 milliard de dollars.

Le Bangladesh est la victime d'une sorte de malédiction ? Épicureux des catastrophes naturelles qui ravagent régulièrement l'océan Indien, ce pays-déjà dont le territoire est inondé plusieurs mois par an sur plus de 40 % de sa superficie, n'a pas réussi, paradoxalement, en vingt ans de travaux hydrauliques, à irriguer plus de 20 % de ses terres cultivables, et ce en dépit

d'efforts souvent considérables. L'analyse des principaux indicateurs économiques montre que, dans tous les cas, il arrive bon dernier derrière des pays à structure de développement comparable, l'Inde, le Pakistan, Sri-Lanka. De 1965 à 1985 le produit national brut a progressé de 0,4 % alors qu'il augmentait de 2,6 % au Pakistan, de 1,7 % en Inde et de 2,9 % au Sri-Lanka.

Que l'on prenne la croissance de l'agriculture et de l'industrie, le taux d'inflation, le niveau d'endettement extérieur, le Bangladesh demeure la lanterne rouge. Bref, devenu le deuxième pays le plus pauvre de la planète (revenu par habitant de 150 dollars), derrière l'Éthiopie, l'ancien Pakistan oriental stigme quelques tristes records : une population de 105 millions d'habitants qui augmente tous les ans de 2,5 %, rural à 80 %, analphabète à 75 %, et dont l'avenir semble bien sombre : une agriculture qui représente 50 % du PNB, mais dont les rendements sont les plus bas d'Asie, une migration croissante des campagnes vers les villes (augmentation urbaine de 20 % depuis 1982), un appauvrissement régulier des agriculteurs pressurés par un taux d'insure prohibitif (jusqu'à 20 % par jour dans certains villages) et dont les champs, souvent hypothéqués, sont rachetés par quelques « grands » propriétaires spéculateurs qui les laissent souvent en jachère.

Paysans sans terre

L'avenir de la population rurale est le défi le plus grave du Bangladesh pour les prochaines années. Depuis dix ans, la surface moyenne des exploitations s'est réduite de 1,4 à 0,92 hectare, privant des milliers de journaliers de tout moyen de subsistance. Dans le même temps, le phénomène des « paysans sans terre » ne cesse de s'accroître : il y aurait aujourd'hui plus de sept millions de familles paysannes dans ce cas.

Cette tendance à la paupérisation des campagnes va vraisemblablement s'intensifier. On estime que, dans vingt ans, plus de 23 millions de personnes devront abandonner le travail agricole. La majorité d'entre elles iront sans doute vers les villes qui sont déjà incapables d'offrir un travail aux centaines de milliers de citoyens chômeurs, qui campent dans leurs faubourgs. Le phénomène de la « société duale » n'est pas propre aux économies occidentales : de

1974 à 1983, la proportion de la population située en dessous du seuil de pauvreté serait fléchi de 83 % à 73 %, mais dans le même temps que celle des « extrêmement pauvres » (incapables de trouver une nourriture suffisante pour survivre) s'est accrue de 43 à 50 %. D'après une enquête officielle, la ration calorique moyenne par habitant a diminué de 10 % depuis dix ans.

Sur le plan des finances publiques, les effets de cet appauvrissement du monde paysan sont notamment perceptibles s'agissant du remboursement des prêts. D'une manière quasi systématique, personne ne rembourse un emprunt. Longtemps impunie, cette pratique s'est retournée contre les plus démunis, plongés dans une situation financière inextinguible. La plupart des banquiers, sauf lorsqu'ils reçoivent une forte commission, n'accordent plus de prêts.

Une exception toutefois mérite d'être notée. La « Green Bank » créée il y a douze ans s'est fait une spécialité de prêter aux plus pauvres afin qu'ils puissent financer de petits investissements. Les emprunteurs doivent participer à un court séminaire de formation et s'engagent à respecter diverses règles d'hygiène publique. En outre, ils doivent renoncer à la coutume de la dot qui ruine chaque année des milliers de familles. Les prêts sont faibles (100 dollars au maximum), mais le système est tel que 98 % des remboursements sont honorés en temps utile. La « Green Bank » a accordé trois cents prêts depuis sa création, contribuant à changer radicalement le sort d'une population qui n'avait aucun espoir.

Cet exemple à la fois original et couronné de succès comporte d'importants enseignements pour les autorités du Bangladesh : il montre que la lutte contre la pauvreté n'est pas désespérée, pour peu que l'on fasse confiance à l'initiative individuelle. L'expérience de la Green Bank est d'autant plus intéressante qu'elle contribuera à changer le paysage social du pays. Les trois quarts des emprunteurs sont, en effet, des femmes. Dans ce pays à 85 % musulman, le travail des femmes est en train de bouleverser de façon inductible bien des traditions sociales.

Cette évolution est particulièrement sensible dans le domaine de l'industrie du prêt-à-porter, l'une des rares structures dynamiques de l'économie. Depuis trois ans, plus de deux mille emplois (essentiellement féminins) ont été créés. De juillet 1986 à juillet

1987, les exportations ont augmenté de 132 % et le Bangladesh est devenu le sixième fournisseur de prêt-à-porter des Etats-Unis. Ces bons résultats sont dus à l'impulsion des quotas qui a conduit les pays acheteurs à diversifier leurs fournisseurs et aussi au fait que la main-d'œuvre du Bangladesh est l'une des moins chères du monde, capable de rivaliser avec celle de pays comme Singapour ou Taïwan. Une ouvrière du textile est payée moins de 1 000 takas (1) et à Chittagong, le premier port du pays, les industriels japonais offrent une rémunération de 3 500 takas (soit environ 700 F français) à un ingénieur bangladais après que celui-ci eut été formé au Japon.

Le manque de devises

Malheureusement, l'industrie du prêt-à-porter ne contribue pas à desserrer l'étau du manque de devises dont souffre le Bangladesh (les recettes d'exportation dépassant à peine un tiers les dépenses d'importation de tissus). A 95 %, les rentrées en devises du pays sont générées par les transferts économiques des travailleurs expatriés. Or les trois quarts d'entre eux sont employés dans une partie du monde, le Moyen-Orient, où la baisse d'activité est sensible.

Les recettes d'exportation, d'autre part, dépendent pour environ 53 % de la culture du jute, une production extrêmement sensible à l'évolution des cours mondiaux et dont l'avenir paraît irrémédiablement condamné par les fibres synthétiques. Avec une facture pétrolière sans cesse plus lourde qui absorbe près de 44 % des recettes d'exportation, le Bangladesh aura un besoin croissant de l'aide extérieure massive — environ 1,4 milliard de dollars — que lui consentent chaque année les bailleurs de fonds internationaux. Ceux-ci financent ainsi l'essentiel du déficit de la balance des paiements, plus de 45 % des recettes de l'Etat et plus de 80 % du programme annuel de développement.

Jusqu'à présent le Bangladesh était considéré par la communauté financière internationale comme un pays « à risque », mais jouissant d'une relative stabilité politique. A cet égard, l'instauration de l'état d'urgence ne fut pas de bon augure.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Le taka, monnaie locale du Bangladesh, vaut environ 0,20 F.

TRANSPORTS

Croisières

43 % de hausse en deux ans

Fort des résultats excellents enregistrés depuis deux ans dans le secteur du tourisme maritime, les responsables de Croisimer, association qui regroupe la quasi-totalité des compagnies représentées en France, expriment la satisfaction que leur inspire le renouveau d'une formule qui, après avoir séduit 80 000 à 85 000 personnes en 1980, n'en avait attiré que 45 000 en 1985, « année noire de la profession ». Président de Croisimer, M. Linardos (Navifrance) a ainsi annoncé une augmentation de 43 % du chiffre d'affaires de la croisière depuis 1985 (il s'élève à 513 millions de francs) et l'accroissement parallèle du nombre de passagers, qui a atteint 61 000 (+ 40 %) pour les seuls membres de l'association, qui représentent 85 à 90 % du marché national, estimé à 70 000 passagers (1).

Pour M. Dexidour (Croisières Costa), cette « nouvelle vague » s'explique non seulement par la redécouverte d'une formule de vacances qui cumule les avantages (+ 22 %) et 73 000 passagers (+ 20 %). Un optimisme illustré par les investissements envisagés : transformation d'un paquebot et commercialisation de six nouvelles unités dans les trois prochaines années. A noter également, la hausse importante enregistrée par le trafic des car-ferries : 3,7 millions de passagers français (+ 18 % depuis 1985), ce qui représente un chiffre d'affaires de 900 millions de francs, chiffres concernant exclusivement les sociétés Croisimer et excluant, par conséquent, le trafic sur la Corse et l'Afrique du Nord. Un marché dont la bonne santé (due en partie à l'essor du tourisme en autocar) se traduira notamment par la mise en service, dans les trois ans à venir, de 11 nouveaux car-ferries qui s'ajouteront aux 116 bateaux de Croisimer actuellement en opération.

Aujourd'hui, ont précisé les responsables de Croisimer, on peut embarquer pour sept jours, en cabine double, à partir de 5 500 F par personne, de 7 500 F pour la catégorie intermédiaire et de 12 000 F pour le haut de gamme. Etant entendu, ont-ils tenu à rappeler, que la généralisation de la classe unique (chacun bénéficie de mêmes prestations, seul change l'emplacement de la cabine) contribue à effacer les disparités socio-professionnelles et que le « jean-

baskets » cohabite avec le « tailleur Chanel ». Ainsi, la moyenne d'âge des passagers de l'été se situe autour de trente-cinq-quarante ans.

116 car-ferries

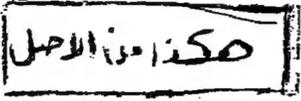
Parallèlement, la clientèle « groupe » (congrès, voyages de stimulation, séminaires, associations) s'est considérablement développée, pour représenter environ un tiers du marché global de la croisière en France en 1987. Il est ainsi possible d'affréter tout ou partie d'un bateau, formule qui attire de plus en plus de responsables d'entreprises, par son efficacité sur les résultats et par son prix intéressant : entre 700 et 800 F par jour et par personne, tout compris, hors l'acheminement aérien.

Autant d'éléments qui expliquent l'optimisme des membres de Croisimer, qui, pour 1988, envisagent un chiffre d'affaires de 625 millions (+ 22 %) et 73 000 passagers (+ 20 %). Un optimisme illustré par les investissements envisagés : transformation d'un paquebot et commercialisation de six nouvelles unités dans les trois prochaines années. A noter également, la hausse importante enregistrée par le trafic des car-ferries : 3,7 millions de passagers français (+ 18 % depuis 1985), ce qui représente un chiffre d'affaires de 900 millions de francs, chiffres concernant exclusivement les sociétés Croisimer et excluant, par conséquent, le trafic sur la Corse et l'Afrique du Nord. Un marché dont la bonne santé (due en partie à l'essor du tourisme en autocar) se traduira notamment par la mise en service, dans les trois ans à venir, de 11 nouveaux car-ferries qui s'ajouteront aux 116 bateaux de Croisimer actuellement en opération.

PATRICK FRANCÉS.

(1) Chiffre à comparer aux marchés anglais (140 000 passagers), allemand (130 000) et italien (80 000).

fait son diagnostic



Économie

REPÈRES

Assurance-maladie agricole

Baisse des dépenses en 1987

Les dépenses d'assurance-maladie des exploitants et salariés agricoles pour la médecine de ville ont diminué en 1987, à la suite du « plan Séguin », de différentes mesures de « modération à la source » et de leurs « effets induits » ; et cela, plus nettement encore que dans le régime général des salariés. En moyenne, sur douze mois, le montant des honoraires et des prescriptions remboursées baissait de 1,15 % fin octobre par les exploitants, alors qu'il augmentait de 7,5 % pour les salariés (alors qu'il augmentait de 5,8 % en janvier), selon les statistiques publiées par le conseil central des caisses de mutualité sociale agricole. La baisse est particulièrement forte pour les médicaments : - 4,15 % pour les exploitants (contre une hausse de 6,3 % en janvier) et - 6,3 % pour les salariés (contre + 5,7 % en janvier). Au total, les économies par rapport à l'évolution tendancielle en début d'année devaient être de 1,76 milliard de francs, dont 820 millions pour les effets directs du plan Séguin.

Chine

Premier excédent commercial depuis quatre ans

La Chine a enregistré, en 1987, son premier excédent commercial

SOCIAL

Les « exclus » de la protection sociale

La course d'obstacles de l'aide médicale

Obtenir l'aide médicale à domicile est souvent « une véritable course d'obstacles », particulièrement propre à décourager les candidats : une étude faite par le secteur social de l'Union nationale des associations familiales (UNAF) confirme les observations du rapport ministériel sur l'accès aux soins des personnes en situation de précarité (*le Monde* du 23 décembre).

Tout d'abord, comme le souligne le rapport, il faut prouver que l'on a besoin de soins... un certificat médical : il faut donc faire l'avance d'une consultation pour obtenir la prise en charge des soins. Certains centres communaux d'action sociale (CCAS) ont heureusement cherché à résoudre cette situation à Paris, on donne une feuille de soins gratuite permettant d'obtenir d'un médecin le certificat nécessaire ; dans le Nord, un centre d'action sociale a installé dans ses locaux une permanence médicale qui délivre instantanément le certificat demandé.

Cela fait, il reste encore à remplir le dossier, ce qui nécessite une dizaine de documents différents : pièce d'identité ; justification du domicile (quittance de loyer, par exemple) ; livret de famille ou fiche d'état civil ; noms et adresses des enfants et petits-enfants majeurs résidant hors du domicile. S'il y en a ; carte de sécurité sociale ou attestation de versement de cotisation d'assurance personnelle ; fiches de paie des trois derniers mois de toutes les personnes vivant au domicile ; talons de mandat des rentes, pensions et retraites (le cas échéant), ainsi que des prestations familiales ; dernier avis d'imposition... auxquels s'ajoute en cas de chômage le

depuis quatre ans, grâce à une réduction des importations et à des incitations à l'exportation pour les entreprises, a annoncé, vendredi 25 décembre, le ministre chinois des relations et du commerce extérieurs, M. Zhong Tuodun. La Chine aurait, cette année, selon ses estimations, exporté pour 34 milliards de dollars et importé pour 30 milliards seulement. Au cours des onze premiers mois de l'année, les ventes de produits chinois à l'étranger ont augmenté de 14 %, tandis que les importations baissent légèrement. En 1986, la Chine avait enregistré un déficit commercial de 5,7 milliards de dollars.

Consommation

Stagnation des soldes au mois de décembre aux Etats-Unis

Les soldes traditionnels aux Etats-Unis pendant le mois de décembre n'ont pas remporté le succès escompté par le commerce de détail. Selon le *New York Times*, les profits attendus dans ce secteur pour le dernier trimestre 1987 devaient être moins élevés que les années précédentes.

Le ralentissement de la consommation n'est pas dû uniquement au krach boursier. Les distributeurs américains vendent maintenant toute l'année au rabais. La clientèle considère que de telles pratiques ne sont plus exceptionnelles. Pour l'attirer à la veille des fêtes, les magasins doivent abaisser leurs prix d'une manière encore plus significative. Ils diminuent ainsi leurs marges.

décompte des ASSÉDIC ou la carte de chômage et les dernières fiches de paie avant l'inscription à l'ANPE ; en cas d'arrêt pour maladie, le décompte des indemnités de la Sécurité sociale.

Autant de pièces pas toujours faciles à réunir, surtout pour des jeunes qui se déplacent en quête d'emploi, ou hésitent à venir en leur famille (avec laquelle, notamment dans le cas des mères célibataires, ils ont parfois rompu). Selon l'enquête faite par Médecins du monde sur la clientèle de son centre d'accueil, 38 % avaient moins de trente ans. Or les jeunes ne bénéficient pas de l'allocation d'insertion restant ayant droit de leurs parents douze mois seulement. En cas d'emploi précaire, il faut avoir travaillé deux cents heures au cours des trois derniers mois ou cent vingt heures le mois précédent pour conserver ses droits...

Si les chômeurs forment la grande majorité de la clientèle du centre de Médecins du monde (70 %), ils ne sont pas les seuls « exclus ». Certains agriculteurs en difficulté ne paient plus leurs cotisations, et donc n'ont plus de couverture sociale ; d'autres, victimes de la Mutualité sociale agricole, ils étaient 11 000 à la fin de 1986, ce qui représentait 23 000 personnes avec les ayants droit. Du côté des travailleurs indépendants (artisans, commerçants...), les caisses mutuelles régionales avaient déjà pris en charge en 1984 les cotisations de 9 025 personnes en difficulté.

Outre des mesures de simplification des procédures d'accès à l'aide sociale — qui figurent aussi dans le rapport du groupe de travail ministériel — les auteurs de l'étude, MM. Brun et Juigner, souhaitent une réforme plus vaste.

Celle-ci consisterait d'abord en l'affiliation obligatoire à l'assurance personnelle des personnes sans profession avec une prise en charge des cotisations en 1988, sur 304 916 bénéficiaires de l'assurance personnelle. 73 460 étaient pris en charge par l'aide sociale, et 31 707 par les caisses d'allocation familiales (il s'agit de personnes recevant des prestations familiales).

L'autre mesure serait la transformation de l'aide médicale en un système d'avances, récupérables partiellement sur l'assurance-maladie ou sur le demandeur ; les formalités d'accès seraient allégées, le dossier étant établi a posteriori, la commission chargée de l'assurance fixant la part de l'avance récupérable le cas échéant. Cette aide médicale obligatoire, financée par le département, pourrait être complétée par une prise en charge (facultative) des populations à risques par les collectivités locales.

« Deux mille TUC à la SNCF. » M. Séguin, ministre des affaires sociales, a signé, le mercredi 23 décembre avec M. Essig, président de la SNCF, un accord-cadre, par lequel la SNCF s'engage à recruter deux mille jeunes pour des « travaux d'unité collective » (TUC) et cent chômeurs de longue durée pour des « programmes d'insertion locale » (PIL).

BOURSE DE PARIS

Semaine du 21 au 24 décembre 1986

La grève des confiseurs

JAMAIS deux sans trois, affirme le dicton populaire. De fait, comme octobre, novembre, puis décembre ne sont favorables sur un bilan négatif. La liquidation, mardi 22 décembre, s'est soldée par une baisse de 1,1 %. Rien à voir donc avec les deux derniers « baissés », enregistrés par des chutes de 21 % et de 14 % des divers indices. Mais tout de même, une certaine amertume se décelait chez de nombreux opérateurs. Jusqu'au bout, ils avaient espéré terminer le mois boursier à un niveau proche de l'équilibre, voire légèrement positif. Cela aurait été une façon de mettre digagement fin à une année transitoire. Mais il n'en fut rien. L'heure est donc au bilan, un très lourd bilan. En premier lieu, tout comme l'ensemble des Bourses européennes, la Bourse de Paris se remet difficilement du krach du 19 octobre. Elle aura, en un an, perdu 27 %, à la différence de New-York, Tokyo et même Londres, qui ont réussi à clore l'année en progression par rapport à 1986.

Par ailleurs, la confiance n'est pas revenue sur un marché que les investisseurs étrangers bondissent toujours. « Et pourtant, certains titres sont à des cours d'achat très attractifs », ne cesse de répéter un gérant de portefeuilles à qui vont bien l'entendre. Mais si, à court terme, les analystes anticipent une reprise, aucun ne d'entrevoit dans des prospectifs à plus de deux mois. « C'est le noir absolu à ce niveau-là et dans tous les sens du terme. » Allez donc convaincre des opérateurs de prendre des positions dans des conditions pareilles. De plus, ce ne sont pas les péripéties des deux dernières semaines, qui pourront les reconforter. Mercredi, le système de cotation assistée en continu (CAC) tombait en panne empêchant pendant quelque temps tous les échanges sur la cotation de valeurs, qui se négocient par l'intermédiaire de tenues informelles. « Le système CAC ne fonctionnant plus, les investisseurs se sont retirés », ironisait un gestionnaire opérant sur le marché à la criée. Mal lui en prit, car le lendemain, c'était au tour de la cotation des actions, selon la méthode traditionnelle, d'être paralysée. Les organisations syndicales avaient appelé les commis à cesser le travail — consigne suivie à près de 100 % — entendant ainsi protester contre le licenciement après vingt-sept années de service d'un employé de la Charge Rouléroux. Ce commis avait pris des positions spéculatives, qui se seraient révélées désastreuses avec le krach. L'incident serait de plus de 3 millions de francs. Son licenciement a été instantané pour faute grave. De plus les responsables de la charge avaient foué les services de vigiles pour lui interdire l'accès à son lieu de travail. Les syndicats, « quel que soit le fond de l'affaire », ont indiqué qu'ils ne pourraient tolérer que les formes prélevées par la convention collective ne soient pas respectées. D'où, cet arrêt de travail à la veille de Noël entre 11 h 30 et 15 heures. Aucune négociation à la CRM, ni sur le marché des obligations, ni sur le RM n'a pu avoir

lieu. Seules les valeurs cotées en continu ont été épargnées par cette flambée de protestations.

L'interruption immédiate du fonctionnement de ce service public aura de quoi déconcerter non seulement les opérateurs étrangers, tant désirés, mais également les petits parieurs, qui vont surgir par millions cette année et à l'égard desquels les pouvoirs publics et les entreprises font assaut de préventions. Cet incident ne permet d'avoir qu'une vision partielle de la semaine. Déjà favorisée par la fête de Noël, celle-ci ne s'est finalement déroulée que sur trois séances, au terme desquelles la progression des cours aura été de 2,5 % en moyenne. Toutefois, en cette période de l'année traditionnellement calme, le marché a respecté la trêve des confiseurs. A l'exception de quelques ventes dites « fiscales », pour dégager des moins-values, aucune vraie activité n'a pu être décelée. Lundi, les valeurs gagnaient 1,22 %, encouragées par l'accord entre le président Reagan et le Congrès, pour résoudre le problème de déficit budgétaire américain. Le lendemain, jour de liquidation, elles perdaient en moyenne 0,79 %. Enfin, mercredi, pour marquer le premier jour du nouveau terme de janvier, l'indicateur de tendance s'appréciait de 1,8 %, mais sans conviction.

Toutefois, l'attention était encore retenue par la Compagnie du Midl. Ses titres étaient toujours recherchés, mais personne ne pouvait dire par qui. Alors que des rumeurs d'OPA (offre publique d'achat) du Grand Métropolitain sur Martini, circulaient en Bourse, bien que le candidat Seagrass ait acquis plus de 40 % de la maison de Cognac, d'accroître également la possibilité d'une solution franco-française, qui consoliderait les pouvoirs publics. Enfin, suivant l'exemple d'autres firmes, LVMH vient de se donner la possibilité de racheter 10 % de son capital. Ce projet permet aux dirigeants de Moët-Hennessy-Loiret Vuitton de réguler le cours de leur titre en achetant ou en vendant des actions en Bourse dans la limite de 10 % du capital autostimulé. Le groupe a d'autre part confirmé que le niveau de son résultat net devrait se situer aux alentours de 1,3 milliard de francs, comme il l'avait annoncé lors de la fusion.

En cette semaine de Noël, trois intervenants ont été nommés agents de change. Deux hommes, MM. Jean-Paul Kahn et Jean-Marc Dumoulin, et une femme, M^{lle} Roseline Pierre. Cette dernière, surtout connue pour être la représentante des actionnaires chez Paribas, est la deuxième femme agent de change en France. Mais ce cadeau est d'autant plus précieux qu'il est symbolique. Avec la promulgation de la loi sur la réforme de la Bourse, le statut d'agent de change disparaîtra dès le début de l'année prochaine. Les charges et les agents seront remplacés par des sociétés de Bourses et des directeurs généraux. L'an I de la réforme débute alors.

DOMINIQUE GALLOS.

BONS DU TRÉSOR

Séance du 24-12-87

Déca	Jan	Feb	Mars	Avril	Mai	Jun	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
91,80	91,77	91,80	+ 0,07									
91,65	91,68	91,65	+ 0,05									
91,59	91,45	91,45	- 0,02									

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 18 déc.	Cours 24 déc.
Or fin (détail en livres)	85 900	86 400
Or fin (détail en dollars)	495 800	502 200
Pilote (France) (200 g)	538	549
Pilote (France) (100 g)	270	280
Pilote (France) (50 g)	135	140
Pilote (France) (20 g)	54	56
Pilote (France) (10 g)	27	28
Pilote (France) (5 g)	13	14
Pilote (France) (2 g)	5	5
Pilote (France) (1 g)	2	2
Pilote (France) (0,5 g)	1	1
Pilote (France) (0,2 g)	0,5	0,5
Pilote (France) (0,1 g)	0,2	0,2
Pilote (France) (0,05 g)	0,1	0,1
Pilote (France) (0,02 g)	0,05	0,05
Pilote (France) (0,01 g)	0,02	0,02
Pilote (France) (0,005 g)	0,01	0,01
Pilote (France) (0,002 g)	0,005	0,005
Pilote (France) (0,001 g)	0,002	0,002
Pilote (France) (0,0005 g)	0,001	0,001
Pilote (France) (0,0002 g)	0,0005	0,0005
Pilote (France) (0,0001 g)	0,0002	0,0002
Pilote (France) (0,00005 g)	0,0001	0,0001
Pilote (France) (0,00002 g)	0,00005	0,00005
Pilote (France) (0,00001 g)	0,00002	0,00002

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Midi	590 728
Peugeot	587 501
St-Gobain (1)	795 986
Cléa des Eaux	284 913
Michelin (1)	1 448 888
Lafarge	223 965
Paribas (1)	776 671
CFP	271 824
BNP-CI (1)	632 815
LVMH (1)	1 087 015
Imstalt	1 087 622
St-Louis	127 66

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeur	Hausse %	Valeur	Baisse %
Equitrace	+21,3	CCMC	-15,9
OPFF	+16,1	Saint-Louis	-10,2
Legation	+15,1	SIS	-9,1
Valmex	+15,1	Majorelle	-8,1
Agropari	+13,6	Cr. Rancier	-7,4
Raff. Ind.	+12,5	Ins. Mécan.	-6,4
Port-Ind.	+12,3	CLM/CPN	-6,0
STIM	+12,3	Stalpage	-5,8
Arcel'Or	+11,6	Télé-Lausan	-5,1
CPR	+11,4	UCB	-5
Eco	+10	SCREG	-4,8
Niles Galeries	+9,9	Alchoum	-4,7
Central	+9,3	Locatiss	-4,7

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 24 décembre 1987

COURS	ÉCHÉANCES			
	Déc. 87	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Premier	-	-	-	-
+ bas	100,45	98,70	97,80	97,35
+ haut	99,65	98,55	97,70	97,25
Dernier	99,80	98,60	97,70	97,25
Comptabilité	99,80	98,60	97,70	97,25

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	21 déc.	22 déc.	23 déc.	24 déc. (1)	25 déc.
RM	2 240 536	2 311 340	1 389 750	4 226 889	-
Comptant					
R. et obl.	10 439 221	9 520 884	10 604 752	5 927 240	-
Actions	199 162	235 066	557 525	202 328	-
Total	12 878 919	12 067 290	12 552 027	6 552 258	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1986)

	21 déc.	22 déc.	23 déc.	24 déc.	25 déc.
Françaises	74,2	73,8	74	-	-
Etrangères	96,4	95,5	97,6	-	-

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1986)

	21 déc.	22 déc.	23 déc.	24 déc.	25 déc.
Tendance	287,2	285,9	289,7	-	-

Indices gén. | 74,5 | 73,7 | 79,8 | - | -

DONNÉES SOCIALES : UN PRÉSENT QUI DURE

En 30 ans, les français ont changé. L'INSEE fait le point. Écrit dans un langage clair, illustré de schémas et de tableaux, DONNÉES SOCIALES 87 brosse, en 8 chapitres et 600 pages, un vivant portrait de la France et des français. OFFREZ DONNÉES SOCIALES... VOS AMIS VOUS EN REMERCIERONT.

En vente : - à l'Observatoire Économique de Paris ; Tour Gazania A, 195 rue de Bercy 75582 PARIS CEDEX 12 - dans les Observatoires Régionaux de l'INSEE - chez les libraires spécialisés.

INSEE
Institut National de la Statistique et des Études Économiques

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

La hausse se ralentit. Sur sa lancée de la semaine précédente, Wall Street a poursuivi son avance ces derniers jours, parvenant même à renverser, pour la première fois depuis le grand krach d'octobre, la barre des 2 000 points (2 005) au Dow Jones. Mais, à la veille de Noël, sur des ventes bénéficiales, le marché a pu rendre le cours et l'indice des industrielles s'est finalement établi, le 24 décembre, à 1 999,67 (contre 1 975,30 le 18 décembre).

L'évolution de la situation économique, sur laquelle la crise financière n'a pas eu, semble-t-il, encore d'impact, et l'adoption par le Congrès de la loi de finances, ont rassuré les investisseurs. Cependant, la faiblesse du dollar, favorable à la renommée des taux obligataires, a incité certains opérateurs à faire des arbitrages. En fait, le marché a bénéficié du fameux « window dressing », opération de fin d'année consistant, comme son nom l'indique, à réhabiller les bilans pour leur donner une plus belle allure.

L'activité hebdomadaire s'est ralentie. Elle a porté en quatre jours sur 645,55 millions de titres (contre 1 065,66 millions).

	Cours 23 déc.	Cours 24 déc.
Alcoa	50 1/2	50 5/8
Altagis (ex-UAL)	72 1/8	72
ATI	28 3/8	28 1/2
Boeing	38 1/2	39 1/8
Chase Man. Bank	21 1/2	21 3/8
Du Pont de Nemours	88	87 3/4
Eastman Kodak	58 3/8	58 1/4
Exxon	49 3/8	48 3/8
Ford	78 3/4	78 5/8
General Electric	46 3/4	46
General Motors	62 7/8	63 1/4
IBM	119 1/2	119 3/8
ITT	46 1/2	46 1/2
Mobile Oil	40 1/4	39 5/8
Pitney	51 1/2	51
Schlumberger	32	31 5/8
Tesaco	38	38 5/8
Union Carbide	21	22
USX	32 7/8	32 5/8
Westinghouse	31 7/8	32 1/4
Xerox Corp.	59 1/8	59

LONDRES

Plus 3,9 %. Trois séances et demi seulement cette semaine à Londres ont vu, avec Christmas, le premier qui dépassa la City. Le dernier carré d'investisseurs s'est borné à prendre la température de Wall Street, qui leur a semblé bonne. Les cours ont en moyenne monté de 3,9 %.

Indice FT des industrielles du 23 décembre : 1 432,3 (contre 1 377,8).

	Cours 18 déc.	Cours 23 déc.
Beecham	487	493
Bovater	357	364
Brit. Petroleum	237	239
Charter	298	298
Comstock	348	342
De Beers (*)	9 3/4	9 5/8
Free Gold (*)	13 1/8	12 7/8
Glaxo	975	10 31/64
Gr. Union Stores	17 7/8	17 3/8
Imp. Chemical	160 1/64	160 1/64
Shell	978	10 35/64
Unilever	508	508
Victoria	143	142
War Loan	37 9/32	37 13/32

FRANCFORT

Déserté par les fêtes de Noël, le marché a fonctionné au ralenti et a fermé ses portes le 23 décembre. Indices de la Commerzbank du 23 décembre : 1 349,6 (contre 1 329,3).

	Cours 18 déc.	Cours 23 déc.
AEF	211	212,60
BASF	256,60	263,30
Bayer	267	275,98
Commerzbank	222,98	226
Deutschebank	405,90	412,90
Hoechst	256,80	223,90
Karstadt	442	459
Mannesmann	113,90	111,90
Siemens	372,90	375,90
Volkswagen	227,50	234

TOKYO

Mauvaise semaine pour le Kabuto-Cho, les nouvelles semées modestes, puis, après avoir assez bien réagi, le marché s'est rapidement assourdi le jour de Noël, le mouvement s'éclaircissant encore (- 587,50 points) au cours de la demi-séance du samedi matin 26 décembre. Finalement, l'indice Nikkei s'est établi à 21 523,44 marquant ainsi une baisse de 6 % par rapport à son niveau du 18 décembre. L'écart atteint même 6,9 % avec l'indice général revenu de 1 844,26 à 1 717,51. La deuxième mi-temps du krach commencé à New-York aura-t-elle lieu à Tokyo, comme beaucoup le redoutent ? En tout cas, la nouvelle baisse du dollar a évidemment impressionné les opérateurs. Rappelons que Tokyo ferme ses portes le 28 décembre au soir pour ne les rouvrir que le 4 janvier prochain.

	Cours 18 déc.	Cours 23 déc.
Ahai	426</	

صحة من الاصل

BURS

1988

BOURSES
ETRANGERS

Crédits, changes, grands marchés

Le Monde • Dimanche 27-Lundi 28 décembre 1987 15

L'EUROMARCHÉ

La première contraction

Après plus de vingt années d'expansion continue, dont les dix dernières ont été marquées par une croissance aussi spectaculaire qu'interrompue, le marché international des capitaux s'est, pour la première fois, contracté cette année. Cette régression, qui se traduit par la diminution de près de 25 % du volume des nouvelles euro-emissions lancées cette année et de 20 % des placements internationaux réalisés au cours des douze mois écoulés, a surpris sans être totalement inattendu. Chacun savait que le marché ne pouvait croître indéfiniment, mais peu nombreux étaient ceux qui anticipaient le début précis de la phase de contraction. Et il est difficile de juger des théories concernant les périodes d'expansion et de contraction de l'univers, alors qu'on dispose de milliards d'années-lumière, comment aurait-il été possible de déterminer l'avènement d'une récession à l'égard d'un phénomène récent dont le seul moteur, jusqu'à cette fatidique année 1987, avait été la croissance ?

Le montant des émissions obligataires réalisées cette année n'a plus représenté que l'équivalent de 142 milliards de dollars, contre près de 184 milliards en 1986. Simultanément, le volume d'émissions internationales lancé en 1987, c'est-à-dire lorsqu'on ajoute aux euro-transactions proprement dites les émissions « yankees » à New-York et les étran-

gères en francs suisses, deutchmarks, florins, yens et autres devises, a reculé de 22,5 milliards l'an dernier à 182 milliards de dollars cette année.

L'une des principales raisons derrière cette régression est l'époustouflante chute des opérations libellées dans la devise américaine. Celle-ci, qui avait toujours été la monnaie dominante du marché euro-obligataire depuis sa naissance, il y a quelque vingt-cinq années, n'a plus servi de support, avec environ 60 milliards de dollars, qu'à un peu moins de 42 % du total émis cette année. Le déclin s'avère plus significatif dans le secteur des émissions internationales : moins de 36 % (65 milliards) d'entre elles ont été réalisées en dollars des Etats-Unis, contre 54 % (122 milliards) l'année précédente, alors qu'antérieurement le poids du billet vert avait également toujours été largement majoritaire dans ce domaine.

Les doutes croissants tout au long de l'année 1987 sur la valeur de la monnaie américaine et sur l'évolution des taux d'intérêt ont amené les investisseurs internationaux à se détourner du dollar au profit des devises fortes. Le yen, le franc suisse, la livre sterling et, à un moindre degré, le deutchmark ont, du coup, été les grands gagnants de l'année qui s'achève.

L'importance d'être helvète

Après le dollar, le yen a été cette année la devise la plus utilisée sur le marché international. Le monnaie japonaise a servi de support à 14 %, soit l'équivalent de près de 26 milliards de dollars, de l'ensemble des emprunts à caractère international. L'accroissement est important par rapport aux 23,6 milliards de dollars (10,40 %) levés dans la devise japonaise en 1986, alors que le marché primaire était beaucoup plus actif. Le franc suisse talonne le yen de peu : la monnaie helvétique a permis cette année de drainer l'équivalent de près de 24 milliards de dollars, soit 13 % de tous les financements obligataires internationaux, contre seulement 9,75 % l'année précédente.

Malgré le léger avantage, aux points de vue, c'est le marché suisse des capitaux qui, en fait, est le grand vainqueur de l'année 1987. Il a non seulement été le plus dynamique depuis le début de l'été, alors que le secteur du dollar se contractait fortement, mais il s'est révéillé, jusqu'à la fin de cette année, le seul apte à produire, avec succès, un flot constant d'émissions internationales nouvelles. La conjonction d'un taux de croissance du monde entier, et d'une monnaie à faible taux d'intérêt, donc attrayante pour les euro-emprunteurs, a amené le franc helvète à devenir le principal concurrent du dollar. La situation ne devrait guère changer en 1988. Elle

devrait même s'améliorer si l'on admet que le deutchmark est peut-être actuellement surévalué vis-à-vis du franc suisse.

La livre sterling a battu d'une courte tête le deutchmark cette année. Ce dernier a permis de lever l'équivalent de 14,7 milliards de dollars, soit 8 % des emprunts obligataires internationaux mis sur pied depuis le début de janvier 1987, contre 7,70 % en 1986 (17,5 milliards de dollars). En revanche, la devise britannique, qui n'avait été employée que pour moins de 5 % des émissions internationales en 1986 (11 milliards de dollars), a vu son influence s'étendre à plus de 8,30 % cette année pour dépasser les 15 milliards de dollars, le tout dans un marché en récession.

Bien qu'il ne faille jamais jurer de rien, il est douteux que cette prédominance se perpétue en 1988. On ne voit guère comment la monnaie du Royaume-Uni pourra résister longtemps à la conjugaison d'un prix du pétrole sur la voie descendante, de taux d'intérêt trop élevés et, par voie de conséquence, d'une devise surévaluée, à un moment où le monde est peut-être plus spécialement l'Europe, s'acheminant vers une récession économique.

Dans l'ombre des grands frères, trois autres devises se détachent : le dollar australien, dont le port est passé de 2 % en 1986 (l'équivalent de 4,54 milliards de dollars américains) à 5,25 % cette année (9,55 milliards) ; l'ECU (4,10 %) et

7,52 milliards de dollars en 1987), malgré la concurrence du deutchmark, contre 3,9 % et 7,3 milliards de dollars en 1986 ; le dollar canadien (3,30 % et 6,2 milliards cette année, au lieu de 2,6 % et 5,8 milliards l'année précédente). Dans cette litane de fin d'année, qui, comme le chante encore Léo Ferré, est en encore presque à pleurer, il faut souligner la régression du franc français : il a plus compté cette année que pour 1,27 % des émissions internationales (2,3 milliards de dollars), contre 1,65 % en 1986 (3,7 milliards de dollars).

L'effondrement du barrage, le 19 octobre dernier, que tout un chacun attendait mais que personne ne voulait prévoir, et qui a emporté la plupart des grands marchés boursiers du monde, n'est pas l'épouse, même s'il en a revêtu provisoirement le visage. Lorsque le marché des actions s'effondre, celui des obligations retrouve son dorure parce qu'il procure des rendements assurés. Si ce dernier se contracte par suite du scepticisme des prêteurs à l'égard des emprunteurs, les capitaux retournent vers les banques. Réticentement alors les prêteurs bancaires, qui avaient été temporairement délaissés tant les gains en capital étaient rapides sur les émissions internationales d'actions, sans oublier les taux d'intérêt « juteux », mais éventuellement générateurs de risques de change, sur des placements à taux fixe.

Le nombre des maisons capables de s'imposer en 1988 dans le nouveau et très dur climat qui, cette année, a balayé le marché international des capitaux est maintenant limité. Les maisons japonaises, qui se sont battues pour se tailler la part du lion en 1987, sont assurées de tirer leur épingle du jeu en 1988. Pas moins de 50 % des dix premiers établissements chefs de file pour l'année qui s'écoule sont japonais.

En tête vient Nomura, qui, avec l'équivalent de 18,7 milliards de dollars, a dirigé en chef un volume presque leur épingle du jeu en 1988. Pas moins de 50 % des dix premiers établissements chefs de file pour l'année qui s'écoule sont japonais.

En tête vient Nomura, qui, avec l'équivalent de 18,7 milliards de dollars, a dirigé en chef un volume presque leur épingle du jeu en 1988. Pas moins de 50 % des dix premiers établissements chefs de file pour l'année qui s'écoule sont japonais.

En tête vient Nomura, qui, avec l'équivalent de 18,7 milliards de dollars, a dirigé en chef un volume presque leur épingle du jeu en 1988. Pas moins de 50 % des dix premiers établissements chefs de file pour l'année qui s'écoule sont japonais.

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVICES ET L'OR

Un calme sceptique

Sur des marchés des changes extrêmement calmes et entrés vivement dans la trêve des confusions, propice à l'« habillage des bilans » (window dressing), la déclaration de Sept sur la stabilisation des monnaies a été qualifiée de « non-événement » et de « pétard mouillé ». D'abord, pour l'immense majorité des opérateurs, elle « entérine des décisions déjà prises » : diminution des taux d'intérêt en Allemagne, budget de relance au Japon, réduction du déficit budgétaire aux Etats-Unis. Mais, aux yeux des milieux financiers internationaux, ces mesures sont qualifiées d'insuffisantes. Déjà, les conditions dans lesquelles cette déclaration a été obtenue lui paraissent peu engageantes : texte élaboré par téléphone et sans réunion des ministres des finances, tout leur donne l'impression qu'« il fallait bien dire quelque chose ».

Le ton est que tout en qualifiant de « contre-productive » toute baisse supplémentaire du dollar, ou toute hausse, aucune allusion n'est faite à la nécessité de maintenir le dollar au voisinage des « parités actuelles », comme cela avait été le cas pour l'accord du Louvre en février dernier. Peut-être est-ce plus réaliste, et plus prudent, mais cette nouvelle formulation rend les opérateurs perplexes.

Il se sent d'autant plus qu'immédiatement est apparu un « amendement Sprinkel ». Le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche a jugé bon de mettre

immédiatement son grain de sel en déclarant immédiatement : « J'ai lu attentivement le texte du nouvel accord et je n'y ai vu aucun engagement à maintenir le dollar à son niveau actuel... Charmant ! »

Sans doute, on relève, officieusement, que le pétulant Beryl Sprinkel n'en est pas à une foudrue près, et que la seule personne habilitée à faire des déclarations sérieuses se trouve être M. James Baker, secrétaire au Trésor, mais, tout de même... Il ne faut donc pas s'étonner si les cours du dollar, après un très bref « coup de chapeau », sont revenus à leurs niveaux antérieurs, et ont même battu leur record de baisse, à Tokyo, seul marché ouvert pendant les fêtes occidentales, soit 1,61 DM et 125,20 yens.

Sans doute les opérateurs estiment-ils que les banques centrales pourraient intervenir à nouveau, ce qu'elles n'avaient guère fait, ces dernières semaines, attendant que le Congrès et la Maison Blanche aient, enfin, fait passer dans les textes leur accord de principe du 20 novembre sur une réduction du déficit budgétaire. Mais beaucoup d'entre eux n'en considèrent pas moins que, « sans l'impression », le dollar est toujours orienté à la baisse, avec comme objectifs immédiats les cours de 1,60 DM et 120 yens, et pourqu'il ne passe pas, 1,50 DM et 110 yens dans le courant de 1988.

L'imprévu pourrait être une diminution spectaculaire du déficit commercial américain pour le mois de novembre, dont le montant sera

rendu public à la mi-janvier. Si les résultats sont mauvais, le pire est à redouter.

Le franc français finit l'année mieux qu'il ne l'avait commencée. Certes, en un an, il a décroché de 3 % par rapport au mark, dont le cours à Paris est passé de 3,38 F à 3,38 F, après une pointe, en novembre, à plus de 3,40 F, record historique. Mais, en décembre de l'année dernière, le Système monétaire européen était soumis à de fortes tensions, la baisse du dollar poussant le mark à la hausse, au grand dam des monnaies « faibles » de la CEE qui n'arrivaient pas à le suivre dans son ascension. Les tensions débouchèrent sur une forte tempête au tout début de 1987, avec pour résultat un nouveau réajustement du Système monétaire européen.

Rien de tout cela pour le moment. Le franc se montre relativement ferme, soutenu par les taux élevés pratiqués à Paris et aussi, cette semaine, par la déclaration du groupe des Sept, qui s'efforce de parvenir à une stabilisation. Si le dollar ne baisse pas trop dans les prochaines semaines, le franc pourra se maintenir à ses parités actuelles par rapport au mark. On espère de mieux dans l'imminent ?

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 21 AU 24 DÉCEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	SEL	Franc suisse	Franc suisse	Mark	Franc belge	Floris	Lira italienne
New-York	1,320	-	18,158	75,741	61,370	2,350	54,545	8,854
Paris	1,320	-	18,158	75,741	61,370	2,350	54,545	8,854
Zurich	1,320	-	18,158	75,741	61,370	2,350	54,545	8,854
Bruxelles	1,320	-	18,158	75,741	61,370	2,350	54,545	8,854
Athènes	1,320	-	18,158	75,741	61,370	2,350	54,545	8,854
Milan	1,320	-	18,158	75,741	61,370	2,350	54,545	8,854
Tokyo	1,320	-	18,158	75,741	61,370	2,350	54,545	8,854

A Paris, 100 yens étaient cotés, le jeudi 24 décembre, 4,372 F contre 4,340 F le vendredi 18 décembre.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

L'ascension du sucre

Il sura fallu attendre la fin de l'année pour voir le sucre retrouver sa position habituelle sur le marché de février 1987. Le 24 décembre, une tonne de « blanc » valait 1323 F. L'été dernier, les cours étaient tombés à Paris sous la barre des 1100 F. Sur le marché de New-York les prix s'élevaient à plus de 9 cents la livre à l'approche de Noël, bénéficiant d'un fort soutien d'achats. Une fois écarté pas costume, ce mouvement de hausse n'est pas le fruit d'une activité spéculative intense d'opérateurs frustrés par la Bourse, qui voudraient se « refaire » sur le sucre. L'embellie de décembre traduit au contraire une relative tension sur l'offre de marchandises, accrue par un regain de la consommation. La spéculation attise le mouvement sans pour autant le créer.

Pour la première fois depuis 1982, la campagne 1987-1988 s'annonce déficitaire. Le statisticien allemand F.O. Licht a estimé la production à 103,507 millions de tonnes, pour une consommation en progression de 2 % qui devrait atteindre 105,431 millions de tonnes. Si les stocks mondiaux de

sucre restent encore considérables (les experts les évaluent à 35 millions de tonnes, soit l'équivalent de quatre mois de consommation), la perspective de leur diminution est un élément de soutien au marché.

L'actuelle fermeté tient largement aux achats indonésiens de sucre blanc qui pourraient atteindre en 1988 près de 555 000 tonnes. Djakarta aurait, début décembre, pris une commande ferme pour 280 000 tonnes, pressé par une consommation plus forte que prévu. L'Indonésie qui avait atteint en 1985 son autosuffisance sucrière n'aura pu la conserver longtemps. Il est vrai que la très forte sécheresse qui a touché l'île de Java, grenier à sucre de la péninsule, a fortement endommagé les plantations de cannes.

L'autre source de tensions vient de Cuba qui n'a produit en 1986-1987 que 7,05 millions de tonnes de sucre de canne, contre 7,347 millions de tonnes pendant la précédente campagne. Ce résultat médiocre, dû lui aussi à des problèmes climatiques, a fortement embarrasé les autorités de La Havane, incapables d'honorer entièrement leurs contrats de livraison. Elles ont dans un premier temps demandé à leurs clients japonais quelques délais supplémentaires avant de fournir une partie de la marchandise. Devant

l'ampleur des dégâts, elles ont même acheté du sucre sur le marché de New-York, lorsque les cours étaient encore inférieurs à 8 cents. Ces opérations n'ont cependant pas suffi pour permettre à Cuba de respecter ses engagements à l'égard de Moscou. Résultat attendu : l'URSS devrait en 1988 acheter 2 millions de tonnes sur le marché libre, contre 1 million de tonnes en 1987. Parmi les autres acheteurs déclarés figurent en outre l'Inde, le Pakistan et la Chine, la Thaïlande et l'Egypte.

Malgré ce raffermissement des prix, les producteurs des Caraïbes sont loin de se frotter les mains. Les Etats-Unis ont décidé une nouvelle fois de réduire leur quota d'importation de sucre (- 25 %), pour le ramener autour de 750 000 tonnes. Cette mesure protectionniste traduit à la fois la force du lobby sucrier américain et la baisse de la consommation intérieure, au profit des édulcorants de synthèse. Washington pourrait mettre sur pied un « passe-droit » pour le sucre philippin. Mais le tiers-monde est prévenu : les Etats-Unis ont cessé d'être un débouché sûr. La CEE le reste, grâce au protocole sucre de la convention de Lomé, qui porte sur 1,420 million de tonnes de sucre brut en provenance des pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique).

ERIC FOTTORINO.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Une trêve douce

Le marché obligataire de Paris cette semaine a été comme le temps : calme et doux. L'an dernier à pareille époque, il était tout à fait déprimé : le rendement des emprunts d'Etat montait. Au plus bas, à 7,50 % en septembre 1984, il venait de repasser les 9 %, en route vers de futurs sommets, mais il ne le savait pas. « Le père Noël est une ordure » avait pleuré à la Bourse de Paris un opérateur particulièrement rancunier. Cette année, le père Noël, tout au moins sur le marché obligataire, pas sur celui des actions, absolument sinistré, est plutôt bon enfant. Sur le MATIF, le cours de l'échéance mars s'est maintenu aux alentours de 98,60 ce qui équivaut à un rendement de 10,30 % à 10,40 % sur les emprunts d'Etat, comme la semaine précédente.

Il est vrai que le père Noël américain, Santa Claus, ne se montre pas trop pingre. Le rendement de l'emprunt-père du Trésor des Etats-Unis, les trente ans 2017, a accentué son repli en cette veille de fête, revenant à 8,89 %, presque à son taux d'émission de mois d'août (8 7/8 %). Rappelons que le 19 octobre dernier, il avait atteint 10,48 %, venant de 7,40 % le 26 mars précédent.

A l'origine de cette nouvelle baisse de taux à long terme outre-Atlantique on trouve, toujours et encore, le recul du prix du pétrole, de bon augure pour le lutte contre l'inflation, et la déclaration des Sept sur la stabilité des monnaies qui, en dépit de son ambiguïté, fait tout de même quelque effet : tout valait

mieux que rien. Si le dollar ne baisse plus beaucoup, il ne sera pas nécessaire de le soutenir en contraignant, le cas échéant, la Réserve fédérale à relever son taux d'escompte.

D'une manière générale, de l'autre côté de l'eau, la crainte de l'inflation est moins vive, d'autant que la crise financière a « cassé » beaucoup d'anticipation et amputé de presque au point les pronostics d'augmentation du PNB américains en 1988. Mots de crainte, donc, et moins de paris sur une hausse des taux. Notons, toutefois, que M. Henry Kaufman, gourou de Wall Street et chef économiste de la grande firme de courtage new-yorkaise Salomon Brothers, qui va quitter pour se mettre à son compte et mieux monnayer ses avis (comme Yves Montand, sans doute) voit les taux à long terme monter à 11 % à la fin du semestre prochain. On verra bien si le gourou a raison.

Sur la place de Paris, le plus grand calme règne en cette période de fêtes. Tout le monde ferme ses livres et ne prend guère d'initiative, sauf la Caisse centrale de coopération économique, qui lève 1,5 milliard de francs à 9,70 % en taux nominal et 10,03 % en taux réel, avec bons d'échange et de souscription : son « papier » s'est bien placé.

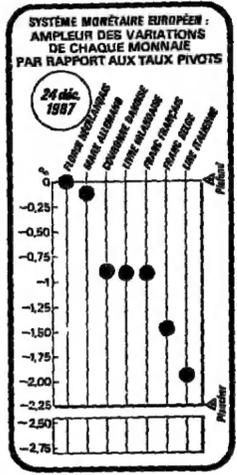
En revanche, notent malicieusement les opérateurs, sur la place, on a noté un « retour de papier » sur l'emprunt de 1 milliard de francs à 10 % lancé il y a une quinzaine de jours par la Société générale, essentiellement dans son réseau. Ce dernier semble

un peu saturé par toutes les émissions que la banque y a logées depuis plusieurs semaines. Sans doute les ménages sont-ils avides d'emprunts à 10 %, rendement très satisfaisant par rapport à une inflation qui se situe au rythme annuel depuis l'automne. Mais comme tout le monde s'est réuni sur le créneau, un peu d'engagement apparaît.

La semaine dernière, tout le marché a glissé sur la perte de 250 millions que la COGEMA a reconnu avoir causé sur le MATIF et tout le monde s'est demandé quelles seront les prochaines victimes. Personne n'avait pensé à la COGEMA et cette nouvelle a donné des idées à beaucoup. A cette occasion, précisons que le trésorier de la COGEMA n'a pas été « mis à la porte », comme une erreur de transmission nous l'avait fait écrire la semaine dernière, mais avait démissionné en novembre 1986 pour entrer chez Saint-Gobain.

Il était parti effectivement en mars suivant, son remplaçant n'arrivant qu'en juin. Par ailleurs, la charge d'agent de change Ferré-Germe nous a fait remarquer qu'elle n'a pas été « résolu », en nombre de francs, les écarts dramatiques du MATIF, mais qu'en dépit de lourdes pertes (supérieures, dit-on, à 100 millions de francs), elle conserve encore 38 millions de francs de fonds propres, montant supérieur à celui de bien des banques. Dont acte.

F. R.



LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS
3, place de l'Odéon, 75000 Paris - tél. 01 47 33 81 81

de FOLIE FOLIES

Sylvia Saudan-Skira
Michel Saudan

La découverte du Monde des jardins

Un vol. relié
34,5 x 24,5 cm,
224 p. de textes,
145 illust. coul.,
95 reproductions
noir et blanc
540 F.

صكنا من الاصل

16 • Dimanche 27-Lundi 28 décembre 1987 •

Le Monde

Table with 5 columns: ÉTRANGER, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES. Includes sub-sections like 'Le huitième anniversaire de l'intervention soviétique en Afghanistan' and 'Abonnements'.

INDE : la mort du premier ministre du Tamil-Nadu
Quelque trois millions de personnes aux obsèques de Ramachandran

Madras (AFP). - Quelque trois millions de personnes ont assisté, vendredi à Madras, à l'enterrement du premier ministre de l'Etat du Tamil-Nadu (sud de l'Inde), Maruthu Gopala Ramachandran, selon les estimations des forces de sécurité, qui ont dû ouvrir le feu pour contenir la foule.

D'après le bilan établi sur la base de témoignages et d'informations officielles, au moins vingt-cinq personnes sont mortes depuis le début de la vague d'émeutes et de suicides déclenchés par l'annonce de la mort du premier ministre, décédé jeudi à Madras d'une crise cardiaque, à l'âge de soixante-dix ans (le Monde du 26 décembre).

Plusieurs milliers de soldats et policiers étaient déployés aux principaux points de la capitale du Tamil-Nadu. Sur le trajet de 10 kilomètres parcourus par le cortège funèbre, les forces de l'ordre ont, à plusieurs reprises, chargé la foule avec des grenades lacrymogènes et des matraques.

La police a fait usage d'armes à feu lorsque quelque dix mille per-

sonnes ont tenté de forcer des barrières établies le long du parcours. Environ dix mille policiers des Etats voisins avaient été envoyés en renfort à Madras, où trois mille hommes des forces paramilitaires étaient arrivés jeudi par avion de New-Delhi pour participer aux opérations de maintien de l'ordre.

Un rôle clé dans le conflit sri-lankais
La mort d'un des hommes politiques les plus charismatiques de l'Inde avait aussitôt déclenché une vague de désespoir proche de l'hystérie collective dans la capitale du Tamil-Nadu, un Etat qui compte cinquante-cinq millions d'habitants, principalement des Tamouls.

Onze personnes, selon une source officielle, se sont suicidées en signe de deuil après le décès de M. Ramachandran, une ancienne étoile de cinéma, vénéré par la population. Parmi elles, neuf se sont immolées par le feu, une s'est empoisonnée et une autre s'est pendue. Les autorités

ont, en outre, rapporté une cinquantaine de tentatives de suicide dans tout l'Etat du Tamil-Nadu.

M. Ramachandran avait été premier ministre du Tamil-Nadu pendant dix ans, jouant un rôle clé dans le conflit qui oppose les séparatistes tamouls du Sri-Lanka au pouvoir de Colombo. En tant que leader du puissant parti All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam (AIADMK), M. Ramachandran avait épousé la cause des séparatistes et avait donné refuge au Tamil-Nadu à des groupes armés tamouls.

Dans un communiqué diffusé vendredi à Madras, M. Velupillai Prabhakaran, le chef des Tigres de libération de l'Etat tamoul (LTTE), principal groupe séparatiste, a déclaré que la mort du politicien constituait une grande perte pour la cause des Tamouls du Sri-Lanka. M. Ramachandran a montré « une grande sympathie et compréhension » pour la cause du LTTE et les Tigres n'oublieront jamais l'aide qu'il leur a apportée, a-t-il ajouté.

Dans son message de Noël
Jean-Paul II affirme que l'homme ne peut « se suffire à lui-même »

ROME de notre correspondant

Aucun élément « politique », pas la moindre allusion à la paix, au désarmement, aux relations Nord-Sud. Conscient de s'adresser à un auditoire planétaire - le message de Noël qu'il a proclamé, le vendredi 25 décembre de la loggia centrale de Saint-Pierre, était retrasmis par la télévision dans quarante pays - Jean-Paul II a parlé du rapport direct entre l'homme et Dieu. Un paysage-clé a sonné comme une interrogation, sinon un avertissement : les hommes savent-ils utiliser le pouvoir de « devenir enfants de Dieu », donné par Jésus-Christ? « Sauront-ils accéder à la possibilité extraordinaire, qui leur est offerte grâce à l'enfant de Bethléem, de dépasser leurs limites, la lourde opacité de leurs égoïsmes, pour accéder à la merveilleuse réalité de la vie de Dieu, qui est plénitude de l'existence? » La question s'est posée pour toutes les générations de l'histoire, a souligné Jean-Paul II. « Mais elle revient, et il poursuit, avec une intensité particulière en notre temps, à l'ère de la technologie. Car l'homme est plus que jamais tenté de croire qu'il peut se suffire à lui-même, qu'il est

incapable de construire de ses mains son propre salut. »

C'est un véritable poème en prose que le chef de l'Eglise catholique a lu en italien devant quelque cinquante mille fidèles rassemblés sur la place Saint-Pierre. Avant de donner la bénédiction Urbi et Orbi et de souhaiter bon Noël à toute l'humanité dans une cinquantaine de langues, il a terminé son allocution par un appel dont le ton semblait traduire un désir urgent de percer l'indifférentisme ambiant.

L'Eglise, a dit Jean-Paul II, une fois encore et avec plus de force que jamais, élève la voix pour annoncer le mystère inouï et proposer de nouveau à l'homme contemporain « l'admirable échange », entre ce qu'il est, avec ses limites, et le tout d'un Dieu qui est venu à sa rencontre dans la chair fragile d'un enfant emmailloté de paresses langes et déposé dans une mangeoire par les mains attendries de la mère. »

Après avoir, le pape avait célébré la messe solennelle dans la basilique Saint-Pierre. La liturgie a été marquée par la reprise d'une tradition abandonnée depuis plusieurs siècles : un disque à chanté au latin le martyrologe romain, situant la naissance de Christ dans l'histoire du

monde : des « milliers de siècles » après la création du ciel et de la terre ; des siècles après l'arc-en-ciel qui avait marqué la fin du déluge ; et un siècle après la naissance d'Abraham ; trois siècles après l'exode du peuple d'Israël de l'Egypte ; environ mille ans depuis l'onction de David comme roi d'Israël ; dans la 185e olympiade selon le calcul des Grecs ; 732 ans après la fondation de la ville de Rome, en la 42e année du règne d'Octavien-Auguste, « quand le monde entier était en paix, dans la sixième période du monde », le huitième jour avant les calendes de janvier... (Intr.)

Mgr Decourtray à la prison Saint-Paul de Lyon. - Mgr Albert Decourtray, archevêque de Lyon et président de la conférence épiscopale de France, s'est rendu à la prison Saint-Paul de Lyon, le vendredi 25 décembre, pour y célébrer devant une centaine de détenus la messe de Noël. « Le pardon de Dieu n'est pas un vain mot en prison », a-t-il déclaré, ajoutant : « Les prisonniers ont une dignité inaliénable, quel que soit leur statut. » « Vous êtes des enfants de Dieu », a conclu Mgr Decourtray.

Il tue son agresseur
Légitime défense pour le bijoutier de Cannes

Après toute une nuit de garde à vue, un bijoutier de Cannes, M. Claude Bolinowski, a été remis en liberté vendredi 25 décembre : il avait tué la veille, à l'heure de la fermeture, le jeune voleur qui venait dérober le contenu de ses vitrines, mais l'accusé de légitime défense a été finalement reconnu.

Judi, vers 19 heures, son agresseur était entré dans la boutique, proche de la Croisette, en brandissant une arme en direction de l'épouse du bijoutier et de ses deux enfants présents dans la bijouterie. M. Bolinowski a expliqué aux policiers qu'il avait tenté de s'interposer et de ceinturer le voleur, mais que celui-ci avait tiré à plusieurs reprises sur lui.

L'arme utilisée n'était qu'une réplique de pistolet de calibre 11,43, et le bijoutier n'a été que légèrement atteint de quelques plombs au cuir chevelu. Se méprenant sur la nature de l'arme,

qui venait de s'enrayer après quelques coups, il s'était précipité vers un tiroir et s'était saisi d'un revolver Smith et Wesson. Il avait fait feu à son tour. Mortellement atteint de plusieurs balles au thorax, l'agresseur du bijoutier s'écroulait après avoir réussi à fuir, quelques mètres, dans la rue.

Son identité n'était pas encore connue avec certitude vendredi soir. Les enquêteurs ont retrouvé la chambre qu'il avait louée dans un hôtel de Golfe-Juan, où il s'était inscrit sous le nom de Dominique Brugnon, patronyme d'un délinquant parisien.

M. Bolinowski est le gendre d'Hennriette Cerf, cette femme de soixante-quinze ans ancienne déportée qui avait été assassinée en août 1984, à coups de poignard, par un jeune néo-nazi, simplement parce qu'elle était juive. Son assassin, Raynald Liekens a été condamné à la réclusion à perpétuité. (Le Monde du 29 mai).

Victime de la rechute des prix du pétrole
Un « indépendant » américain est mis en faillite

Première victime de la rechute des prix du pétrole : la compagnie Apex, l'un des plus importants « indépendants » américains, s'est placée vendredi 25 décembre sous la protection de la loi sur les faillites, annonce l'agence UPI. La direction de la société a accusé ses banques de lui avoir coupé les vivres en raison de la nouvelle chute des prix du brut.

« Le comportement de nos banquiers ne nous a pas laissé le choix », a-t-elle déclaré dans un communiqué, assurant qu'il en était résulté une « quasi-paralyse de (son) activité ». Apex et ses filiales, notamment la société Clark Oil, emploient au total 9 000 salariés dans 49 Etats américains, et réalise un chiffre d'affaires de 8 milliards de dollars (44 milliards de francs).

C'est l'une des premières vraies faillites observées parmi les petites compagnies indépendantes américaines, particulièrement touchées par la chute des prix car leurs coûts de production sont parmi les plus élevés du monde.

Après une année de déroute en 1986, lorsque les cours du brut avaient chuté en dessous de 10 dollars le baril, alors que les coûts sur les petits champs pétroliers américains dépassent 15, voire parfois 20 dollars, 1987 avait apporté un répit grâce au redressement et à la stabilisation des prix internationaux autour de 18 dollars. Jusqu'ici, mis à part le cas exceptionnel de Texaco, la plupart des compagnies avaient réussi à éviter le pis, bien qu'on ait observé une recrudescence des rachats. Mais la rechute récente des cours et surtout l'incertitude planant sur l'évolution des prix de brut à court et moyen terme placent de nouveau les indépendants américains sur la sellette.

En Bretagne et en Normandie
Deux cent mille veaux auraient reçu des hormones interdites

Onze personnes, dont des techniciens d'une société de Seine-Maritime travaillant en Bretagne et en Normandie et deux éleveurs de veaux, ont été inculpées de trafic, d'administration de substances ambulantes et de complicité, révèle dans son édition du 26 décembre le quotidien la Presse de la Manche.

Les principaux inculpés se verraient reprocher l'administration à des veaux d'implants de croissance à base d'hormones naturelles, constitués de produits dont la loi de juillet 1984 réglemente ou interdit l'usage dans les élevages. Selon l'un des enquêteurs, il s'agirait de l'administration à une dose prohibée d'estradiol et de l'injection de mandralis. Cette filière aurait permis d'engraisser illégalement près de deux cent mille veaux dans tout l'ouest de la France.

ROUMANIE : libération de M. Doina Cornes. - Arrêtés le 19 novembre dernier pour avoir critiqué le régime dans une interview à l'émission « Résistances » d'Antenne 2, M. Doina Cornes, cinquante-huit ans, a été remis en liberté le jeudi 24 décembre à Bucarest. Enseignant de français, M. Cornes, en faveur de laquelle le Quai d'Orsay était intervenu, reste cependant sous le coup d'une information judiciaire. Arrêté en même temps qu'elle, son fils, Leonin Iuhus, ingénieur électronicien de trente et un ans, a également été relâché. On est en revanche sans nouvelle du dissident Radu Filipescu, appréhendé pour les mêmes raisons.

Après plus de dix mois passés dans l'espace
Romanenko rentrera le 29 décembre

La mission du cosmonaute Youri Romanenko touche à sa fin. Après avoir passé plus de dix mois dans l'espace - un record en la matière - le Soviétique doit revenir sur Terre mardi 29 décembre. Il rentrera à bord du vaisseau Soyouz TM-3, accompagné d'Alexandre Alexandrov, qui partage avec lui l'habitacle de la station orbitale Mir depuis le 26 juillet dernier, et d'Anatoli Levchenko, l'un des trois cosmonautes ayant récemment rejoint Mir (le Monde du 25 décembre).

Les deux autres membres de l'équipe de relève - Vladimir Titov et Moussa Manarov - resteront seuls à bord de la station orbitale pour entamer une mission de longue durée. Ils comptent demeurer une année à bord de Mir et battre ainsi le record de présence dans l'espace. Au cours de ce long séjour, ils devraient recevoir la visite d'un équipage soviéto-bulgare au juillet prochain.

Air Inter : vols assurés lundi et mardi. - La compagnie Air Inter a annoncé, vendredi 25 décembre, qu'elle assurera tous ses vols, lundi 28 et mardi 29 décembre, malgré la grève d'un des syndicats du personnel navigant (le SNPNAC).

A la veille de Noël, Air Inter avait annoncé qu'elle craignait des perturbations, réduisant que les trois autres syndicats, majoritaires au sein du personnel navigant, ne se joignent au mouvement lancé par le SNPNAC, mais les trois syndicats ont annoncé, jeudi, qu'ils ne s'y associeraient pas.

A l'initiative du groupe socialiste
Le budget pour 1988 devant le Conseil constitutionnel

Le Conseil constitutionnel doit examiner le budget pour 1988 et le collectif de fin d'année de 1987. En effet, les députés socialistes l'ont saisi de ces deux lois de finances, estimant contraires à la Constitution diverses de leurs dispositions, qui, toutefois, ne remettent pas en question l'équilibre général de leur compte.

Dans le budget de 1988, les socialistes contestent notamment la nécessité d'un agrément du ministre des finances pour qu'une société puisse reporter dans ses comptes les déficits de ses filiales implantées hors du Marché commun. Les députés du PS reconnaissent que l'agrément est une pratique « constante, voire utile », mais ils mettent en question « sa constitutionnalité ». Ce n'est, disent-ils, que « la reconnaissance, au profit d'une autorité gouvernementale, du pouvoir de modifier l'assiette, le taux

ou le recouvrement d'impositions de diverses natures ». Cela revient, ajoutent-ils, à ce que « le législateur subdélègue son pouvoir fiscal, ou plus exactement, l'abdique, ce que la Constitution ne l'autorise pas à faire ».

Les socialistes contestent aussi, dans le même texte, la disposition pénale prévoyant une amende égale au montant des revenus divulgués, en cas de publication des revenus d'un contribuable. Pour eux, il y a là une notion « inédite » : celle d'une amende proportionnelle non à la gravité de l'infraction, mais aux revenus de celui qui est réputé en être la victime. Le fait que « moins les revenus seraient élevés moins serait protégé celui qui les perçoit, tandis qu'un niveau de fortune très élevé garantirait une protection absolue » est contraire au principe d'égalité de tous devant la loi. Ils ajoutent que cette disposition est aussi contraire à la liberté de la presse, qui « a une vocation particulière à dénoncer les scandales » ; or, si elle souligne la différence entre les revenus et les impôts d'un fraudeur, « plus grande serait la fraude (dénoncée) plus grand serait le châtiment ».

Dans le collectif de 1987, le PS ne met en question qu'une seule disposition, celle qui donne à l'assemblée générale de chaque chambre de commerce et d'industrie le pouvoir de fixer annuellement le montant de la taxe additionnelle à la taxe professionnelle dont elle bénéficie. Pour lui, il y a, là encore, dérogation contraire à la Constitution du pouvoir de fixer les règles des impositions, qui n'appartient qu'au Parlement.

Le numéro du « Monde » daté 26 décembre 1987 : 466 tiré à 348 687 exemplaires

NE RESTEZ PAS SOURD
JOURNÉES D'INFORMATION SUR L'AUDITION
jusqu'au 31 décembre
Vérification gratuite de votre appareil
Essai gratuit du nouvel appareil
Prendre rendez-vous au : 42.60.34.52
Audifrance 18, rue Royale 75008 PARIS

Alexandre Reza collection reflets
23, place Vendôme, Paris
Anneau d'après un modèle trouvé à Suse (2500 av. J.-C.). Bagne 2 ors 9600 francs.

NIGERIA
Naufrage d'un ferry-boat surchargé : des dizaines de disparus
Lagos. - Plus de quarante personnes seraient portées disparues après le naufrage d'un ferry-boat surchargé de Port-Harcourt (sud-est du Nigeria), a-t-on appris de sources concordantes, vendredi 25 décembre, à Lagos.

Des personnes blessées dans plusieurs accidents sur l'autoroute du Sud. - Vingt-neuf personnes ont été blessées, dont treize grièvement, samedi matin 26 décembre, dans cinq carambolages qui ont eu lieu sur l'autoroute A-6, à hauteur du péage de Courtenay (Loiret), dans le sens Paris-province. D'autre part, plusieurs accidents en chaîne se sont produits à une dizaine de kilomètres de Courtenay, à 30 kilomètres au sud de Nemours. Il y aurait une dizaine de blessés.

Saint-Sylvestre Les Réveillons du Café de la Paix
Relais Capucines menu 335 F
Restaurant Opéra menu Gormand préparé par Gil Jouanin
Meilleur Ouvrier de France 695 F
Réservations : 42.68.213
Café de la Paix, Place de l'Opéra, Paris

A B C E F G H